



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 39
Mars - März - Marzo
2013

Tirage/Auflage/Tiratura:
12'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

Rendez-vous à la première Veggie Pride
Genève - du 16 au 20 mai 2013

Machen Sie mit an der ersten Veggie Pride
Genf, vom 16.-20. Mai 2013

**Conférences,
happening, concerts,
stands et infos**

**Vorträge, Happenings,
Konzerte, Stände
und Infos**

Contenu en Français,
p. 2 - 13

Inhalt Deutsch
S. 14 - 25



Appuntamento alla prima Veggie Pride - Ginevra - dal 16 al 20 maggio 2013

**Conferenze, happening, concerti, stand ed
informazioni**

Contenuto in italiano, p. 26 - 37

Edito



Chers membres et amis de la Ligue,

Notre cher ami et membre du comité Egon Naef nous a quittés il y a un peu plus d'une année mais sa Fondation, récompensant par un prix annuel un chercheur dans le domaine des méthodes substitutives, est toujours bien active. Grâce à la volonté de ses trois enfants, dont Marcel Naef, qui a repris la présidence de la Fondation, l'engagement d'Egon se poursuit et cela ne peut que nous réjouir.

C'est avec plaisir que nous avons pu assister ce 19 janvier 2013, à la remise du 13^{ème} prix de la Fondation Naef pour la recherche in vitro au Dr Luc Stoppini, pour le développement d'un modèle permettant de déterminer la toxicité ou les effets bénéfiques d'une substance sur des cellules de neurones humains. Plus prometteur encore, son projet de développement de nouvelles générations de biopuces multi-organes, qui permettra la communication de plusieurs types de tissus différents grâce à un système de microfluidique.

Ces nouvelles perspectives dans le domaine des méthodes substitutives sont très encourageantes. Avec la modélisation récente en 3D des cultures de cellules ou de tissus humains, le développement de micro-organes sur biopuces ou la création de morceaux de tissus par des procédés d'impressions cellulaires, une recherche éthique et réellement au service de la santé publique prend forme. Depuis quelques années, malgré l'absence de moyens accordés à ces méthodes, des progrès énormes ont été réalisés et chacun d'eux contribuera à faire définitivement disparaître la pratique de l'expérimentation animale. Il y a encore beaucoup d'écueils à passer, les premiers venant de ces chercheurs qui vivent de l'expérimentation animale et qui ne sont pas prêts de lâcher leurs subventions. Mais face aux progrès réalisés dans les domaines in vitro et in silico, ceux-ci finiront bien par disparaître. Et cela aussi, ne pourra que nous réjouir !

Notre prochaine Assemblée Générale aura lieu le samedi 23 mars 2013 et vous êtes toutes et tous cordialement invités à y assister. En vue de cette assemblée, vous trouverez dans ce journal le rapport d'activités 2012 de la Ligue ainsi que les comptes, publiés en pages 38 et 39 de ce journal. La convocation est publiée en dernière page.

Dans l'attente de vous retrouver le 23 mars prochain, nous vous adressons à toutes et à tous nos meilleures salutations.

Le Comité

VEGGIE PRIDE

Genève - du 16 au 20 mai 2013

Conférences, happening, concerts, stands et infos

Rendez-vous à la première Veggie Pride Internationale

Programme

Jeudi 16 mai : Conférences

Vendredi 17 mai : Conférences et happening devant l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé)

Samedi 18 mai : Happening devant l'ONU, Veggie Pride, stands d'associations, vente de produits végétaliens et veggie party !

Dimanche 19 mai : Conférences, concerts

Lundi 20 mai : Happening pour le droit des animaux



Un défilé aura lieu le samedi 18 mai 2013. Venez nombreux !

Une manifestation aura également lieu le 17 mai dans l'après-midi ainsi que le lundi 20 mai.

Réservez votre week-end de Pentecôte à Genève!

Plus d'infos : www.veggiepride.ch

Signez la pétition sur Avaaz pour le respect des droits des végétaliens et végétariens.

Les signatures seront remises à l'ONU à l'occasion de la Veggie Pride.

www.veggiepride.ch



IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 g/m²
Comité de rédaction : Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.** T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch
Cotisation annuelle des Membres : Minimum CHF 15.-- CCP 12-2745-6 IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Révision de la loi sur la protection des animaux

Pour rappel, la révision de la loi fédérale sur la protection des animaux (LPA) avait été mise en consultation du 12 mai au 31 août 2010. La LSCV avait pris position en soutenant particulièrement l'ajout des articles 20a et 35b (devenu 20b) qui apportaient plus de transparence dans la pratique de l'expérimentation animale.

Cette transparence avait été contestée avec vigueur par les industries pharmaceutiques et les instituts publics de recherche, mais également par les gouvernements des cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne (voir journal n°34, décembre 2011). Ce n'était pas très étonnant, au vu de l'emprise de la pharma sur ces finances cantonales.

Le Conseil des Écoles polytechniques fédérales écrivait quant à lui que publier des informations sur les expériences menées, le nombre d'animaux utilisés et les souffrances endurées, «pourraient être utilisées par des opposants radicaux à l'expérimentation animale»¹. Pour l'université et l'EPF zurichoise, cette transparence ne se justifiait pas non plus, «la complexité de nombreuses expériences les rend incompréhensibles à la majeure partie du public». Elle mettait aussi en garde «sur le risque que des adversaires radicaux de l'expérimentation animale, tirant certains projets de leur contexte, les utilisent pour mener des attaques polémiques contre les chercheurs et leurs institutions».

La société des vétérinaires suisses et l'Interpharma prévoient le déluge «au vu des menaces que font peser les militants extrémistes de la cause animale sur les personnes et les institutions pratiquant l'expérimentation animale». Le parti radical-libéral proposait quant à lui purement et simplement de biffer l'article 20a. En effet, l'expérimentation animale se déroulant en toute tranquillité, cachée au fond des laboratoires, pourquoi vouloir changer ce mode de fonctionnement et mettre à jour la réalité de l'inutilité d'un grand nombre de procédures ?

LPA adoptée par le parlement

Le 7 septembre 2011, le Conseil fédéral proposait au parlement d'adopter les modifications apportées à la LPA. Première bonne surprise, les articles 20a et 35b tant contestés par les milieux de la recherche étaient maintenus. Il restait à suivre les débats au parlement, pour savoir ce qu'il allait rester de ces intéressantes avancées, notamment en matière de transparence dans le domaine de l'expérimentation animale.

Parmi les mesures qui n'ont pas suscité d'opposition, l'interdiction du commerce et l'exportation des peaux de chats et chiens, issue d'une motion (07.3848) du conseiller national Luc Barthassat (PDC/GE). Les adap-

tations législatives relatives à la formation et aux sanctions en cas d'infractions à la législation n'ont pas fait l'objet non plus de discussions nourries. Une proposition de la verte libérale Isabelle Chevalley et visant à inscrire à l'article 7, alinéa 3, l'interdiction de l'importation des cétacés a même été adoptée à la majorité, ce qui est très réjouissant. Ces animaux n'ont rien à faire dans des bassins et le parc d'attractions Connyland de Lipperswil (TG), dernier delphinarium de Suisse, devrait prochainement mettre un terme aux animations avec ses dauphins.



Connyland de Lipperswil. Quel plaisir peut-on avoir à regarder des animaux faire les clowns ?

Les articles permettant plus de transparences dans le domaine de l'expérimentation animale ont par contre suscité plus de remous. La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N), et son homologue du Conseil des Etats (CSEC-E), chargées dans un premier temps de discuter des mesures proposées, ont toutes deux émis des réserves, reprenant les arguments des milieux de la recherche. Au final et contre toute attente, les dispositions ont été maintenues, et dans certains cas même renforcées. La loi a finalement été adoptée par les deux chambres fédérales (Conseil national et Conseil des Etats) le 15 juin 2012. Son entrée en vigueur sera fixée par le Conseil fédéral.

Art. 20a Information du public

- ¹ A l'issue de toute expérience sur des animaux, l'Office vétérinaire fédéral (OVF) publie les informations suivantes:
 - a. le titre de l'expérience et le domaine concerné;
 - b. le but de l'expérience;
 - c. le nombre d'animaux de chaque espèce utilisés;
 - d. la gravité de la contrainte imposée aux animaux.
- ² Le Conseil fédéral peut prévoir la publication d'autres informations, à moins que des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection s'y opposent.

³ Il règle les modalités, notamment le degré de précision des informations que doivent fournir les personnes responsables de l'expérience. Ce faisant, il tient compte des intérêts privés ou publics prépondérants dignes de protection.

Système d'information dans le domaine de l'expérimentation animale

Art. 20b But et contenu

- ¹ La Confédération exploite un système d'information destiné à faciliter l'accomplissement des tâches légales de la Confédération et des cantons dans le domaine de l'expérimentation animale.
- ² Le système d'information contient les données personnelles suivantes:
 - a. données sur les poursuites et les sanctions administratives et pénales;
 - b. données sur les autorisations et sur la surveillance des expériences sur les animaux;
 - c. données sur les autorisations d'exploiter un établissement qui détient des animaux destinés à l'expérimentation, qui les élève ou qui en fait le commerce et sur la surveillance de ces établissements;
 - d. données sur les annonces des lignées ou des souches animales présentant un phénotype invalidant;
 - e. données relatives à la formation de base, à la formation qualifiante et à la formation continue;
 - f. données nécessaires à la publication de la statistique annuelle de l'expérimentation animale;
 - g. données nécessaires à la gestion des utilisateurs et du système.

Art. 20c Accès aux données

- ¹ Les personnes suivantes peuvent traiter des données personnelles, y compris des données sensibles et des profils de la personnalité, et accéder à ces données en ligne, pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales:
 - a. les collaborateurs de l'OVF qui assument des tâches dans le cadre de la haute surveillance;
 - b. les collaborateurs des autorités cantonales chargées d'établir les autorisations, dans leur domaine de compétence;
 - c. les membres des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux, dans leur domaine de compétence;
 - d. les collaborateurs des instituts, des laboratoires et des établissements qui détendent des animaux destinés à l'expérimentation, les élèvent ou en font le commerce, dans leur domaine de compétence.
- ² Les collaborateurs des autorités cantonales chargées d'établir les autorisations et les membres des commissions cantonales peuvent consulter en ligne les données concernant les demandes d'autorisation déposées dans les autres cantons et les décisions prises en la matière, pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales.

Transparence dans le domaine de l'expérimentation animale en Suisse : Quels changements ?

Alors que le projet de modification de la LPA chargeait uniquement le Conseil fédéral de «fixer les modalités de l'information du public en matière d'expérimentation animale», le Parlement a été beaucoup plus loin en établissant à l'article 20a (voir p.3) les données devant obligatoirement être communiquées, comme le titre de l'expériences et les contraintes imposées aux animaux.

Cela étant, pour les études effectuées en milieux universitaires et autres instituts publics, il est déjà possible de trouver une bonne partie de ces informations par recherche bibliographique sur des sites internet comme Pubmed. Un des objectifs de la recherche fondamentale étant justement la publication de ses résultats. Pour les projets soutenus par un financement public de la confédération, la base de données du Fond national suisse de la recherche scientifique (FNS) fournit aussi des informations assez détaillées.



Droit de recours en matière de protection des animaux refusé

« Comment expliquez-vous qu'on puisse faire valoir les droits d'une prairie sèche, et pas ceux d'un animal ? » argumentait la conseillère nationale vaudoise Isabelle Chevalley (Vert libéraux) en mars 2012, lors des discussions relatives à la modification de la LPA. Les verts libéraux proposaient l'ajout des articles 25a, 25b et 25c. Issus de la loi sur la protection de l'environnement, ceux-ci étaient adaptés à la LPA. Etaient habilités à recourir : les associations actives au niveau national, qui poursuivent un but non lucratif et dont les statuts les habilitent à recourir.

Cette nouvelle disposition était soutenue par les membres de la CSEC-N Isabelle Chevalley (Vert libéral/ZH), Yvonne Gilli (Vert/SG), Maya Graf (Vert/BL), Daniel Jositsch (S/ZH), Jacques André Maire (S/NE), Jacques Neirynck (PDC/VD), Rosmarie Quadranti (PBD/ZH), Thomas Weibel (Vert libéral/ZH).

Rapporteur de majorité de la CSEC-N, Oskar Freysinger (UDC/VS) contestait la nécessité d'accorder une telle possibilité : « *La procédure actuelle prévoit que les associations soient impliquées dans les commissions traitant de sujets liés à la protection des animaux (...). Il y a deux champs d'application: soit la loi en général, soit les expérimentations animales. Les associations y sont dûment représentées, et les demandes sont contrôlées par la commission de protection des animaux avec - justement - cette collaboration des associations. En gros, pour résumer, la manière de procéder actuelle consiste à impliquer les associations dans la filière étatique, et ce que voudrait la minorité est la création d'un système parallèle, qui risquerait d'être paralysant* ».

Ce que le CN Freysinger ne précisait pas, c'était que les associations « impliquées » dans les procédures ne le sont qu'à titre consultatif, c'est-à-dire sans aucun pouvoir décisionnel. Et au cas où cela ne suffirait pas, elles sont aussi en minorité numérique dans toutes les instances dans lesquelles elles peuvent être présentes. Il n'y a ainsi aucun risque que ces associations paralysent le moindre dossier d'expérimentation animale, même dans le cas où la demande est d'une absurdité sans nom, puisqu'elles ne disposent d'aucun moyen légal pour le faire.

Le droit de recours a bien entendu été rejeté. Comme tout changement novateur, il faudra un peu de temps pour qu'il devienne une évidence face à la poursuite d'expériences absurdes. Il ne fait aucun doute que nous finirons par obtenir ce droit légitime, tant nos autorités montrent leur incapacité à faire appliquer la législation. Dans certains cas, il ne s'agit pas d'incompétence où d'indifférence face à la souffrance animale, mais de craintes face aux pressions des cantons. Ces derniers voient dans toute limitation à l'expérimentation animale des risques de pertes de prestige pour leurs institutions ou de départs de chercheurs et avec eux, les capitaux finançant leurs recherches. Le canton de Vaud en est un bon exemple, avec une multitude d'expériences inutiles. On citera l'exemple des recherches en nutriment de Nestlé, où des recherches fondamentales particulièrement cruelles, menées par l'université et l'EPFL. Dans ce canton, il ne semble pas que ce soit l'autorité cantonale qui décide réellement des projets à autoriser, mais les élus politiques à la tête des départements concernés. Si une réelle pesée des intérêts était effectuée, à savoir entre l'intérêt scientifique de ces recherches et la souffrance infligée aux animaux, ces expériences cesseraient aussitôt.

¹ Les prises de positions peuvent être consultées dans le « Rapport sur les résultats de la procédure de consultation » de l'OVF, accessible sur notre page internet « Protection des animaux », rubrique « Procédures de consultation ».

Extrait du livre : LE CHLORURE DE MAGNESIUM, REMEDE MIRACLE MECONNNU, par Marie-France Muller, éditions Jouvence.

GRIPPE

Préventivement : prenez un verre de la solution chaque matin à jeun, dès qu'une épidémie est annoncée. C'est le meilleur moyen d'y échapper... (Dans ma famille, personne ne se fait jamais vacciner contre la grippe, cela depuis près de trente ans que je connais la méthode, et nous ne l'attrapons pas !) Dès les premiers symptômes, appliquez la posologie des troubles aigus, à savoir un verre toutes les trois heures le premier jour, puis espacer comme indiqué plus haut. Pensez qu'il est toujours possible d'adoindre à cette cure d'autres traitements, y compris des antibiotiques, si nécessaire : ils n'en seront que plus efficaces. Cependant, la plupart du temps, on peut s'en passer.

Le chlorure de magnésium permet d'éliminer rapidement les bactéries avant qu'elles ne se développent dans l'intestin. On peut ajouter quelques gouttes de citron ou de sirop pour les enfants.

Sylvie Benoît

Autriche

Chasseur suisse à l'honneur

Un chasseur helvétique n'a pas pu résister à l'envie d'abattre le cerf «Heinrich XIV», mascotte des habitants du village de Batschuns, dans le Vorarlberg autrichien.

L'animal était destiné à mourir de vieillesse et ses bois auraient encore dû se développer pendant de nombreuses années. Mais ce chasseur en a décidé autrement et les habitants du village sont consternés. «Heinrich XIV» devait son surnom au nombre de ramifications de ses bois. Il était devenu très familier, venant manger des pommes dans les vergers du village.



1^{er} janvier 2013

Israël interdit à son tour les tests sur les animaux pour les cosmétiques

Le texte de loi qui avait été adopté par la Knesset en 2010 est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Depuis cette date, il est officiellement interdit d'importer, promouvoir et vendre des articles de toilettes, cosmétiques et détergents qui ont été testés sur des animaux au cours de leur développement ou fabrication. La nouvelle loi israélienne est calquée sur la « Directive Cosmétiques » de l'Union européenne, en vigueur depuis 2004.



Rapport d'activité 2012 de la Ligue suisse contre la vivisection

Secrétariat et bureau

Le fonctionnement du bureau est resté identique à 2011. Max Moret, Président de la Ligue, est présent au bureau tous les matins de 8h00 à 10h30. Il assure le suivi des dossiers et garantit la bonne marche de la Ligue. Luc Fournier, Vice-président, est présent tous les mercredis et vendredis. Il s'occupe de la rédaction et mise en page du journal et d'autres publications, du site Internet et des actions dans le domaine de l'expérimentation animale.

Maja Schmid assure la gestion administrative. Il s'agit du seul poste salarié de la Ligue, pour un taux d'occupation de 100%. L'activité administrative de la Ligue représente une charge de travail importante. Nous recevons quotidiennement de nombreux appels téléphoniques, courriers ou mails, dont beaucoup doivent être traités rapidement. La gestion et l'enregistrement des nouveaux membres, le suivi administratif des actions en cours ou l'organisation d'événement nécessite que le Comité puisse compter sur un secrétariat efficace. Concernant l'envoi de courriers ou mails par nos membres, nous essayons d'y répondre au plus vite. Si un envoi n'a pas reçu de réponse dans la semaine qui suit, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Il est possible que nous ne l'ayons pas reçu, particulièrement si c'est un mail. Nos filtres anti-spams peuvent parfois supprimer par erreur un message avant sa réception.

Assemblée générale et Comité

L'A.G de la Ligue a eu lieu l'après-midi du 24 mars 2012. Le Comité national de la Ligue s'est réuni le matin du même jour. Les principaux points discutés concernaient le renouvellement de l'aide annuelle accordée aux refuges et aux campagnes de stérilisations, le suivi des actions en cours, l'élaboration de la prochaine campagne d'affichage contre la fourrure et le soutien à l'initiative populaire fédérale pour la protection des grands prédateurs.

Le Comité regroupe actuellement les personnes suivantes : Président : Maxime MORET, Vice-président : Luc FOURNIER, Trésorière : Maja Schmid, Secrétaire du comité : Laurianne PARENT, Membres : Sylvie BENOÎT, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER et Suzanne WACHTL.

Membres

La Ligue a accueilli 629 nouveaux membres en 2012. Nous leur souhaitons la bienvenue et les remercions chaleureusement pour leur engagement. Nous accueillons également ces nouvelles inscriptions comme un encouragement à poursuivre nos activités.

Comptabilité

Chaque année, nos comptes sont contrôlés et soumis au Département des Finances de Genève. Cela nous permet de bénéficier de l'exonération fiscale. Nous en profitons pour vous rappeler que vous avez la possibilité, selon la loi en vigueur dans votre canton, de déduire de votre déclaration fiscale tous les dons (généralement) d'un montant supérieur à Fr 100.- faits à la Ligue. Pour connaître les modalités de déduction, il vous suffit de contacter votre administration fiscale.

Finances

Le montant total des dons a été légèrement supérieur à celui de l'an passé et le bouclage des comptes 2012 fait état d'un excédent de recette de Frs. 40'272,94. Les montants issus d'une rédaction testamentaire fluctuent chaque année mais assurent toujours une part importante des revenus de la Ligue. Il nous permet aussi de maintenir à un montant très bas la cotisation annuelle des membres.



ECEAE
THE EUROPEAN COALITION TO
END ANIMAL EXPERIMENTS

Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale

Maja Schmid a représenté la Ligue aux deux réunions annuelles de l'ECEAE qui se sont déroulées du 2 au 4 mars au Danemark et du 17 au 19 octobre en Belgique. C'est également Maja qui communique tout au long de l'année avec la coalition et prépare les actions et dossiers soutenus sur le plan européen. Les diverses actions menées ont été en partie relatées dans nos journaux des mois de septembre et décembre. Elles sont également consultables sur notre site internet sur la page « expérimentations animales ». Fin 2012, l'ECEAE regroupait 19 organisations membres, provenant de 15 pays européens. Outre l'intérêt de réunir nos forces pour mieux nous faire entendre, les séances de l'ECEAE sont aussi l'occasion de créer des liens enrichissants entre nos organisations. Les dissensions et concurrences entre organisations de protection des animaux étant souvent la règle, le fait de réussir à fédérer 19 organisations pour viser des objectifs communs est en lui-même très encourageant.



Commissions

L'activité nationale de la ligue nous donne la possibilité de proposer des candidats pour siéger au sein de certaines commissions fédérales, mais également cantonales, notamment à Genève où la Ligue a son siège.

Luc Fournier représente la Ligue depuis 2002 dans la **Commission genevoise de contrôle de l'expérimentation animale**, et Daniel Favre représente la Ligue depuis 2009 dans la **Commission vaudoise de contrôle de l'expérimentation animale**.

En plus de leurs séances de travail cantonal, Daniel et Luc ont participé aux réunions du KTT (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen). Celui-ci regroupe les membres actifs de protection des animaux siégeant dans les commissions des cantons de Bâle, Zurich, Berne, Vaud, Genève et Fribourg. Une première réunion a eu lieu

le 21 mars à Berne, une deuxième a eu lieu le 31 octobre 2012 à Bâle-Ville. Ces réunions sont l'occasion de discuter de dossiers ou de problèmes rencontrés au sein des commissions cantonales, les membres de protection des animaux y étant toujours minoritaires. C'est également l'occasion de tisser des liens entre membres d'associations provenant de toute la Suisse.

Luc représente également la Ligue depuis 2006 dans la **Commission genevoise pour la diversité biologique** et dans la **Commission de la Faune**. La chasse étant interdite dans ce canton depuis 1974 suite à une votation populaire, le rôle de la sous-commission consiste notamment à trouver des solutions permettant d'éviter le tir d'animaux sauvages, lorsque ceux-ci sont en surnombre ou créent des dégâts aux cultures.

Actions diverses

Tests sur les animaux pour des cosmétiques - Dénonciation pénale de la LSCV contre les autorités cantonales de Bâle, d'Argovie et l'office vétérinaire fédéral

La responsabilité des autorités impliquées a été reconnue lors du jugement du Parquet argovien le 5 mai 2012, bien que celui-ci ait renoncé à infliger des sanctions pénales aux auteurs des infractions.



Une des raisons étant que si l'autorité cantonale a bien violé la législation en délivrant une autorisation d'expérimentation animale sans requérir le préavis obligatoire de la commission cantonale, celle-ci a malgré tout prévisé favorablement la demande avec effet rétroactif. Effectivement, réunie à la va-vite une fois la dénonciation de la Ligue connue, la commission a validé l'autorisation délivrée. Il faut rappeler que sur les 8 membres de la commission, seuls trois y représentent la protection des animaux. A l'inverse, une majorité de membres y représente la recherche et l'industrie pharmaceutique. Il aurait donc été étonnant que la commission émette une décision contraire à ses intérêts. Néanmoins, les autorités cantonales dénoncées ont été contraintes de revoir leur fonctionnement et c'était le principal objectif visé.

**Expérimentations animales au Tessin
Dénonciation pénale de la LSCV contre les autorités tessinoises**



Suite à plusieurs échanges de courriers assez peu constructifs engagés entre novembre 2011 et mars 2012 avec le service vétérinaire cantonal tessinois, une campagne de presse a été menée entre mai et septembre 2012. La commission cantonale sur l'expérimentation animale dans laquelle siégeaient illégalement plusieurs membres de l'autorité tessinoise, dont le vétérinaire cantonal, a finalement été dissoute. Malgré

Prises de position LSCV

Plusieurs procédures de consultation ont été lancées en 2012. Parmi celles-ci, la Ligue a émis des prises de position sur les deux ordonnances fédérales suivantes :

Ordonnance sur la déclaration des fourrures et des produits de pelleterie

Le projet d'ordonnance a été mis en consultation par l'Office vétérinaire fédéral (OVF) du 3 juillet au 24 septembre 2012, et la Ligue a communiqué sa prise de position le 11 septembre. Le texte final de l'ordonnance a finalement été adopté par le Conseil fédéral le 7 décembre 2012, il entrera en vigueur le 1er mars 2013.

Parmi les modifications que nous avions sollicitées, celle visant à inclure la fourrure de lapins dans la déclaration obligatoire des fourrures a été entendue. Celle qui obligeait de mentionner la provenance d'une fourrure également. A l'inverse, notre souhait de rendre obligatoire la déclaration de la totalité des fourrures dans un même produit, et non seulement pour les trois principales peaux le composant, n'a pas été pris en considération. A l'occasion d'une discussion avec l'OVF, nous avions rappelé que la Ligue avait fait analyser en 2005 plusieurs fourrures par un laboratoire cantonal. Dans certains cas, les produits chimiques utilisés pour le traitement des fourrures avaient détérioré la structure du pelage à un point, qui ne permettait plus à des spécialistes de définir avec certitude de quelle espèce animale il s'agissait. De ce fait, sans obligation de mentionner toutes les fourrures dans un même produit, il deviendra impossible de s'assurer qu'aucune peau de chien ou de chat n'entrera dans sa composition, bien que l'utilisation de telles peaux soit strictement interdite par la loi sur la protection des animaux (art. 14, al. 2).



Ordonnance sur la protection des animaux (OPAn)

La modification de l'ordonnance a été mise en consultation par l'OVF du 3 septembre au 3 décembre 2012, et la Ligue a communiqué sa prise de position le 2 décembre.

Parmi les points contestés, la possibilité, dans certains cas, de permettre à nouveau l'utilisation de fils de fer barbelés pour la détention des chevaux (art.63). Ce type de clôture avait pourtant été interdit à l'occasion de l'entrée en vigueur de la nouvelle OPAn en septembre 2008, en raison des risques de blessures graves. Autre point contesté, la possibilité de détenir individuellement des chiens en chenil, même dans les cas où ces animaux sont sociables (art.70, al.2). L'obligation de détenir les animaux sociables au minimum par deux était pourtant une des avancées importantes de l'OPAn en 2008. On ne peut que déplorer ce retour en arrière fondé uniquement sur des impératifs pratiques et économiques.

Encore pire, la possibilité d'utiliser des sangliers vivants pour l'entraînement des chiens de chasse (art.75). Qu'une ordonnance sur la protection des animaux vise à mettre en contact des sangliers et chiens de chasse uniquement pour que ces derniers apprennent le danger que peuvent présenter les suidés à l'état sauvage est inacceptable. Les risques de blessures seront inévitables pour les chiens, et le stress infligé aux sangliers, qui ne disposeront d'aucune réelle fuite possible, sont complètement disproportionnés en regard de l'apprentissage visé. Plus positif, nous avons soutenu plusieurs nouvelles dispositions qui sont clairement plus favorables à la protection des animaux, notamment dans la manière de les traiter. Nous avons aussi soutenu l'art. 145, al.4 qui obligera enfin les cantons à transmettre à l'autorité fédérale le préavis des commissions cantonales sur l'expérimentation animale.

cela, le Conseil d'Etat tessinois ne semblant pas vouloir assurer un contrôle rigoureux des expériences menées dans ce canton, la Ligue a finalement dénoncé pénalement le vétérinaire cantonal et toutes les personnes responsables des dysfonctionnements de la commission.

Nourriture pour chiens et chats non testé sur les animaux



Suite à notre article publié en décembre 2011 au sujet des expériences menées sur les animaux par de nombreux fabricants d'aliments pour animaux domestiques, Céline Falconnier a pris en charge la suite de ce dossier et entrepris des contacts auprès des fabricants. L'objectif était de connaître les études menées par les fabricants pour développer leurs produits, puis d'établir une liste de marques ne menant pas de tests contraignants ou invasifs sur les animaux. Ce travail a été finalisé en décembre et la liste des marques ainsi que d'autres informations pratiques se trouvent sur notre site internet sur la page « expérimentations animales ». Le bureau transmet naturellement cette liste par courrier à toute personne qui en fait la demande. Céline répond également à toute question sur ce thème, par courrier ou mail à l'adresse c.falconnier@lscv.ch

Constitution genevoise

Le bureau genevois de la Ligue s'est engagé contre l'adoption de la nouvelle constitution genevoise, laquelle supprimait l'interdiction stricte de la chasse. Nous avons mené une campagne sous forme de tout ménage ainsi que par l'établissement de plusieurs prises de positions contre le nouveau texte, lesquelles nous ont permis de bénéficier d'affichages F4 sur la voie publique. Le projet de nouvelle constitution étant soutenu par les principaux partis politiques en place, la campagne fut plutôt vive et le sujet de la chasse a provoqué de nombreux articles jusque dans la presse alémanique. Le journal gratuit *20 minutes* qui avait accusé en première page la Ligue de mentir sur ses affiches de campagne a fait l'objet d'une plainte pénale pour diffamation. Celle-ci est toujours en cours. La nouvelle constitution a finalement été adoptée le 14 octobre 2012 par 54,1% des votants. Malgré l'issue du scrutin, nous remercions tous nos membres et sympathisants qui se sont mobilisés durant la campagne.

Conjointement à la votation, la télévision ARTE s'est déplacée à Genève pour y faire un sujet sur l'interdiction de la chasse en vigueur dans ce canton depuis 1974. Une séquence a été filmée le 3 octobre dans les locaux de la Ligue. A cette occasion, Luc Fournier a exposé le développement de la faune et expliqué les différentes conditions à remplir pour que l'interdiction puisse être temporairement levée.

Combats de vaches d'Hérens à Genève

Drôle d'idée du Maire de la ville de Genève, d'importer des combats de vaches valaisannes pour animer la fête nationale du 1er août. Que ces combats perdurent en Valais est une chose, les exhiber au centre ville de Genève en est une autre. Nous avons reçu beaucoup de plaintes de nos membres genevois pour nous inciter à intervenir, ce que nous avons fait par un premier courrier adressé au Maire, le 10 juillet 2012. Nous rappelions qu'une demande pour organiser de tels combats en ville de Genève avait déjà été refusée par le passé. Que si les combats de reines exploitaient le caractère naturellement combatif des vaches de la race d'Hérens, celles-ci étaient artificiellement mises en situation d'affrontement, au besoin avec l'aide de rabatteurs. Et si les blessures étaient peu fréquentes lors des combats, elles étaient néanmoins réelles et provoquaient inévitablement des maux ou des dommages. Ces combats étaient de ce fait contraires aux articles 3 et 4 LPA ainsi qu'à la section 3 de l'OPAn, laquelle dispose qu'il est interdit d'employer des animaux pour des exhibitions s'il en résulte manifestement pour l'animal des douleurs, des maux ou des dommages.

Le Maire refusant de revenir sur sa décision, nous avons sollicité l'avocat Mauro Poggia pour recourir contre la décision du service vétérinaire cantonal (SCAV) d'autoriser ces combats. Le recours a été déposé auprès de la cour de justice le 17 juillet. Dans sa prise de position, le SCAV contestait la qualité pour la LSCV de recourir contre son autorisation. La LSCV n'était pas directement touchée par cette décision et la législation fédérale n'accordait pas de droit de recours aux organismes de protection des animaux. La cour de justice a rendu sa décision le 26 juillet 2012. Sans jamais aborder la légalité ou non des combats, la cour motivait sur trois pages sa décision refusant à la LSCV sa qualité pour recourir contre la décision du SCAV, et déclarait par voie de communiqué de presse « *Les vaches d'Hérens bienvenues à Genève* » ! Au final, le public genevois aura bien assisté à quelques combats aseptisés, au cours desquels tout aura été mis en œuvre pour qu'aucun animal ne soit blessé ni mis dans des situations qui puissent faire l'objet d'une plainte pénale pour leurs propriétaires. Un vrai simulacre, dont il semble qu'une grande partie du public ait apprécié le spectacle. Le 24 août, nous avons interpellé l'OVF sur la légalité de ces combats, motivant notre position par des exemples de blessures infligées aux vaches et des vidéos montrant la violence de certains affrontements ainsi que le comportement de rabatteurs forçant aux combats des animaux qui essayent de s'éviter. Dans sa réponse du 24 septembre suivant, l'OVF, comme à son habitude, n'abordait aucun point factuel, se contentant brièvement d'affirmer que lors des combats de reines « *les vaches ne sont ni maltraitées ni tuées* ».



« Combats de reines à Aproz (VS): les éleveurs pansent les plaies de leurs bêtes » annonçait le journal de la télévision suisse romande le 11 mai 2009, à l'occasion de la clôture des combats. Dans une séquence, la « reine du jour », cornes maculées de sang, est montrée en plein combat. « *Les traditionnels combats des vaches d'Hérens se sont terminés hier. De nombreuses bêtes sont blessées par des coups de cornes. Les éleveurs s'occupent maintenant de soigner les blessures de leurs protégées* », décrit toujours le site internet de la rts¹.

¹ www.rts.ch/video/info/couleurs-locales/543652-combats-de-reines-a-aproz-vs-les-eleveurs-pansent-les-plaies-de-leurs-betes.html?date=2011-10-19

Aide aux étudiants

La Ligue a reçu dans ses bureaux plusieurs étudiant(e)s souhaitant faire un travail sur le thème de l'expérimentation animale. Le bureau a également répondu à plusieurs demandes et questionnaires transmis par des étudiants ou jeunes en formation.

Lobbying au Parlement fédéral

La Ligue a reçu le soutien actif de Paul Ecoffey, pharmacien, pour approcher nos élus au Conseil national et au Conseil des Etats, en vue de créer des contacts et soutenir des actions au sein du Parlement. La législation et la protection des animaux s'organisent en premier lieu au sein de nos chambres fédérales. Il est donc important de pouvoir y être entendu sur les objets concernant ces thèmes.



France - Utilisation d'animaux pour la formation

Le bureau de la Ligue a engagé une collaboration avec Marie Berger de l'association française OïKOS KAÏ BIOS, dans le but de permettre le remplacement des animaux dans l'enseignement. Si en Suisse nous avons la chance de voir progressivement disparaître l'utilisation d'animaux dans les écoles secondaires, tel n'est pas le cas de la France qui encourage même la dissection d'animaux par des pré-adolescents. OïKOS KAÏ BIOS a effectué un important travail pour établir les types de cours dispensés dans les écoles du Département de la Haute-Savoie et approché des enseignants susceptibles d'accepter de remplacer les animaux par des logiciels informatiques. A cet effet, une rencontre a eu lieu le 30 novembre dans les bureaux de la Ligue avec Massimo Tetamanti, scientifique de l'ATRA et spécialiste des méthodes substitutives dans l'enseignement, afin de passer en revue et de tester les différents modèles pouvant être proposés dans les écoles françaises. La collaboration avec OïKOS KAÏ BIOS est toujours en cours.

Soutien aux méthodes substitutives

Revue ALTEX

Principale revue scientifique traitant des méthodes substitutives, elle est éditée en anglais et allemand, et diffusée par abonnement dans le monde entier en version papier ou électronique. Daniel Favre est membre de son Comité directeur depuis la création d'ALTEX Edition fin 2006.



La Ligue a renouvelé son soutien financier en 2012 au réseau international InterNICHE, et à la Chaire d'enseignement des méthodes alternatives de l'Université de Genève, dont le compte-rendu des activités 2012 est publié ci-après. Le rapport annuel d'InterNICHE est arrivé trop tardivement pour être traduit à temps, mais sera publié dans notre prochain journal.

Chaire Doerenkamp-Naef-Zbinden

La première chaire universitaire d'enseignement des méthodes alternatives en Suisse a été inaugurée en mars 2009 à l'Université de Genève. Le budget annuel de Fr 300'000.- de cette chaire est assuré durant cinq ans grâce à des fonds privés, provenant des Fondations Doerenkamp et Naef, de la LSCV, de la SVPA, de Suzanne Wachtl et de la LVDACV. Pour sa troisième année d'activités, le Professeur Pierre Cosson, titulaire de la chaire, décrit les différents enseignements et formations offerts aux étudiants ou chercheurs.

Développer les méthodes alternatives à l'expérimentation animale



Créée il y a quatre ans, la chaire consacrée aux méthodes alternatives à l'expérimentation animale continue ses activités d'enseignement et de recherche. Les enseignements visent à initier les étudiants et les chercheurs à tous les stades de leur carrière aux modèles *in vitro* permettant de remplacer l'expérimentation animale. Ils associent cours théoriques et travaux pratiques, offerts en particulier à des étudiants de biologie et de médecine, mais aussi à des chercheurs professionnels intéressés par ces approches. Un projet de recherche appliquée est la production d'anticorps entièrement *in vitro*, sans recours à des animaux. Je souhaiterais cette année décrire spécifiquement les activités de recherche fondamentale qui sont menées par notre laboratoire.

L'un des thèmes de recherche principaux de notre laboratoire est l'étude des maladies infectieuses provoquées par des bactéries. Il s'agit d'un sujet très sensible, car les infections bactériennes sont courantes, parfois mortelles, et de nombreuses bactéries deviennent résistantes à un nombre croissant d'antibiotiques. Pour développer de nouveaux médicaments antibactériens, une piste de recherche consiste à étudier les mécanismes qui permettent aux bactéries d'infecter un patient, pour développer de nouveaux médicaments qui interfèrent avec l'infection. Malheureusement on étudie souvent les infections bactériennes en infectant des animaux de laboratoire (rats ou souris principalement) afin d'observer la progression de l'infection. Notre laboratoire développe depuis des années des modèles alternatifs qui consistent à infecter non pas des souris, mais des amibes *Dictyostelium*. Nos travaux, qui ne mettent pas d'animaux en jeu, ont montré que de nombreuses bactéries utilisent les mêmes mécanismes pour infecter des souris ou des amibes. Cette alternative permet d'étudier les mécanismes infectieux de certaines des bactéries les plus redoutables, notamment les *Pseudomonas aeruginosa*. Depuis quelques années, en collaboration avec un réseau de laboratoires de recherche, nous utilisons ce modèle pour isoler des composés qui bloquent les infections bactériennes, et qui pourraient à terme être utilisés pour traiter des patients infectés.



Dictyostelium discoideum

Prof Pierre Cosson,
Chaire Doerenkamp-Naef-Zbinden
Faculté de Médecine de Genève

Site Internet

Le lancement avec l'ECEAE de notre action européenne « Botox Action Day » le 17 juillet, a été l'occasion de mettre en ligne notre nouveau site internet, toujours traduit en français, allemand et italien. Plusieurs dossiers et archives de l'ancien site ne sont pas encore accessibles sur notre nouvelle plateforme, car cela nécessite un important travail de transfert et d'actualisation des données. Néanmoins, de nombreuses nouvelles rubriques ont été intégrées au nouveau site, notamment au niveau des documents officiels et des procédures publiques. Celles-ci sont principalement consultables sur la page « Protection des animaux ». Le site internet ayant été conçu par le bureau de la Ligue, les modifications ou mises à jour se font également à l'interne, ce qui réduit les dépenses liées à la maintenance.

Le site se décompose en 6 parties :



Sur la page « **Présentation de la LSCV** », vous trouverez des informations générales sur les buts et statuts de la Ligue. Il est aussi possible de consulter nos anciens rapports d'activités, procès-verbaux des assemblées et campagnes d'annonces dans les médias.

La page « **Expérimentation animale** » qui est encore en cours de complément de données, traite de l'utilisation d'animaux pour la recherche, mais comporte aussi une rubrique sur les méthodes substitutives et les divers soutiens accordés par la Ligue.

La page « **Actions** » informe sur nos actions en cours : pétitions, initiatives, stands etc.



La page « **Editions** » regroupe le shop LSCV : t-shirt disponibles, autocollants, stylos, post-it. Les journaux édités depuis 2008 sont aussi consultables au format pdf à partir de la rubrique « archives du journal LSCV ». La liste des livres en prêts ainsi qu'une présentation pour chacun d'eux se trouve à la rubrique « bibliothèque LSCV ». Pour l'instant, une trentaine de livres sont disponibles principalement en français et allemand.

La page « **Protection des animaux** » comporte plusieurs thèmes de références, comme la rubrique « **Curia Vista** ». Elle liste et renvoie sur les publications officielles, tous les objets déposés par nos élus dans les chambres fédérales et qui traitent de la protection des animaux. La partie concernant le domaine des expériences sur les animaux est traitée à part, les objets étant consultables directement sur notre site internet.

La rubrique « **Législation** » fait état des différents textes législatifs relatifs à la protection des animaux en Suisse. Des liens permettent également d'accéder aux textes officiels mis à jour.

La rubrique « **Procédure de consultation** » regroupe toutes les procédures en cours ou clôturées, dans le domaine des animaux. On y trouve les prises de positions LSCV, mais également les rapports d'audition et les textes définitifs adoptés par le Conseil fédéral.

La rubrique « **Procédures pénales** » met en ligne les rapports annuels publiés par l'Office vétérinaire fédéral, lesquels recensent les procédures menées en Suisse lors de mauvais traitements ou d'infractions dans le domaine de la protection des animaux.

La page « **Cosmétiques** » réunit tous les articles traitant cette thématique. La liste des cosmétiques non testés sur les animaux y est maintenant mise à jour et consultable en ligne. Un fichier pdf contenant des informations plus détaillées peut également y être téléchargé.

Journal LSCV et publicité

Comme chaque année, nos membres ont été informés des actions en cours par le biais des quatre éditions annuelles de notre journal. Le journal de décembre, qui traitait des abus en matière d'expérimentation animale par les autorités tessinoises, a fait l'objet d'une distribution dans les 85'000 boîtes aux lettres de ce canton.

Plusieurs annonces ont été publiées dans des quotidiens à l'occasion de la campagne sur la constitution genevoise. Une annonce sur deux pages a aussi été publiée dans le mensuel du Parlement européen, dans le cadre des tests sur les animaux pour les produits cosmétiques.



Une campagne d'affichage BARACOM au format F12 contre la fourrure a été menée sur les lignes ferroviaires BLS en novembre et décembre.



Au cours de l'année, nous avons aussi pu placer à tarifs préférentiels des annonces contre l'expérimentation animale ou la fourrure dans les magazines *Elle* et *Paris Match*.



Mailing de nos cartes

Trois mailling de cartes peintes par l'artiste Hans Hofstetter (WABU) ont été effectués comme chaque année, en février à 62'000 exemplaires puis en juin et septembre à 30'000 exemplaires.

Nous vous rappelons que ce mailing vous est aussi envoyé à titre de Membres. Pour cette raison, nous joignons depuis 2008 un deuxième bulletin de versements dans nos mailings. Le premier (CP n°01-20089-8) est destiné aux personnes souhaitant nous faire un don tout en restant « anonyme », ce qui est le souhait d'un certain nombre de donateurs. Le deuxième (CP n°12-2745-6) vous permet de nous faire un don nominatif ou de vous acquitter de votre cotisation annuelle. Ce deuxième CP étant géré directement par la Ligue, merci de l'utiliser de préférence. Il nous facilite notamment la tâche pour rédiger les attestations qui vous permettent de déduire vos dons de votre déclaration fiscale.

Aide aux refuges et campagne de castration

La Ligue soutient chaque année une vingtaine de refuges ou centres de soins pour animaux, et finance des campagnes de castration et stérilisation de chats errants. En 2012, le montant consacré à ces actions a été de Fr 64'971.05 dont Fr 11'290.- pour les campagnes de castration et prise en charge de frais vétérinaires. Toutes ces aides sont délivrées après discussion de chaque cas et approbation de la majorité des membres du Comité national. La plupart des aides sont octroyées à des refuges connus de longue date, pour lesquels la Ligue peut assurer la bonne utilisation des dons perçus. Suzann Karagöz s'occupe également depuis de nombreuses années de la campagne de stérilisation et castration de chats errants du canton de Genève. Les animaux sont castrés et marqués à l'oreille avant d'être relâchés sur leur lieu de capture, puis régulièrement nourris par la suite. En maintenant une population stable de chats sauvages dans un lieu défini, on tente ainsi d'éviter leur prolifération et au final, leur euthanasie ou abattage, comme cela se pratique dans de nombreux cantons par des gardes chasse ou chasseurs privés. Outre Genève, les aides octroyées par la Ligue pour les campagnes de stérilisation concernent principalement les cantons de Neuchâtel, Tessin et Valais.

Depuis plusieurs années, la LSCV n'engage plus de fonds à l'étranger pour soutenir des refuges ou campagnes de castration et stérilisation, en raison des difficultés à suivre les projets et à contrôler l'utilisation des dons.

Bus itinérant et stands

Notre bus s'est rendu en 2012 dans les cantons de Fribourg, Soleure, Berne, Saint-Gall, Vaud, Zürich, Neuchâtel, le Valais et Zug. Cette activité avait démarré début 2011 et Achim en assurait l'organisation. En automne 2012, Achim a souhaité mettre fin à cette activité pour des raisons personnelles. Nous le remercions sincèrement pour son engagement et lui souhaitons le meilleur pour sa nouvelle vie ! D'autres stands tels qu'ANIMALIA les 20 et 21 octobre dans la ville de Lausanne ont aussi été tenus par la Ligue. Le dernier a eu lieu à Genève le 24 novembre. Que tous les bénévoles ayant participé à ces stands soient remerciés pour leur dévouement et leur disponibilité. Un remerciement particulier à Damian, Sylvie, Paul et Oriane.



Conclusion

Cette année encore, bien que notre pays dispose d'une législation plutôt évoluée pour la protection des animaux, de nombreux abus ont été constatés. On nous reproche parfois d'en faire trop pour les animaux, ou de ne rien faire pour améliorer le sort de l'humanité. C'est une affirmation un peu facile, qui émane bien souvent de personnes qui ne font elles-mêmes rien en faveur de leurs semblables. L'homme et l'animal ne sont pas dissociables et la souffrance des uns est aussi insupportable que celle des autres. Mais sans possibilité de se défendre ou de se protéger, l'animal est souvent la première victime de l'exploitation ou de la cruauté de certains hommes. Notre engagement à défendre et à protéger les plus faibles est toujours aussi vif, et toutes nos actions ne seraient pas possibles sans le soutien constant, moral et financier de chacun de nos membres ou donateurs. Que toutes et tous soient ici chaleureusement remerciés pour leur engagement.

Max Moret, Président



Signez l'initiative populaire fédérale « Pour la protection des grands prédateurs (ours, loup et lynx) »

Pourquoi une initiative fédérale ?

Le Conseil fédéral a modifié l'ordonnance sur la chasse, laquelle permet depuis juillet 2012 de tirer des espèces protégées. Les fédérations de chasse de plusieurs cantons ont déjà demandé à pouvoir tirer des lynx, bien qu'il ait été démontré que l'impact de ces animaux soit faible. Quant au loup, la Confédération a sollicité une modification de la Convention de Berne afin de pouvoir à l'avenir les tirer plus facilement.

Au delà de la stricte protection des grands prédateurs visée par l'initiative, ce sont aussi les mesures de protection des troupeaux que nous soutenons vivement. Actuellement, il est d'usage de faire estiver durant plusieurs mois des centaines de milliers de bovins ou caprins dans nos alpages. L'intérêt économique pour les éleveurs est clair : ce sont plusieurs mois durant lesquels ces animaux se nourrissent presque exclusivement de ce qu'ils trouvent sur place. Mais pour les animaux, cela signifie qu'en cas de blessures ou de maladies, ils peuvent agoniser durant plusieurs jours et mourir sans recevoir les moindres soins. Chaque année, des milliers d'animaux de

rente meurent ainsi dans nos alpages. En 2011, ce sont par exemple 4221 moutons qui sont morts durant l'estivage. A l'inverse, seuls 294 moutons ont été victimes des grands prédateurs.

Les mesures de protection des troupeaux qui devront être mises en place en cas d'acceptation de l'initiative, protégeront le bétail des loups et des lynx, mais devraient surtout drastiquement réduire les pertes dues aux accidents et maladies, les troupeaux étant mieux surveillés. Un autre intérêt de l'initiative sera de permettre une réelle discussion publique sur la place que nous voulons accorder aux grands prédateurs. Ont-ils une place dans notre environnement ou la régulation par exemple des ongulés n'est-elle que du seul ressort des chasseurs ? Jusqu'à présent, ce sont les milieux cynégétiques représentés au Parlement fédéral et à l'OFEV qui dictent leurs objectifs, grâce à la passivité du WWF et de Pro Natura. Ces organisations refusent d'ailleurs de soutenir l'initiative, préférant les « pourparlers » avec les chasseurs.

Pour ces raisons, nous vous invitons toutes et tous à signer l'initiative et à la retourner dès

Pour être déclarée valable par l'administration, une liste de signatures doit obligatoirement respecter les points suivants :

1. Seuls les citoyen(ne)s suisses et domiciliés en Suisse peuvent signer.
2. La date de naissance doit être exacte.
3. Une liste de signatures ne peut regrouper que des signataires d'une même commune. N'oubliez pas d'inscrire le nom de la commune sur la feuille.
4. Les signatures doivent obligatoirement être manuscrites. Les feuilles transmises par fax, courriel ou copiées, sont déclarées non valides.
5. Une feuille de signatures doit être complète : tableau des signatures, texte de loi etc. Une feuille incomplète ou recollée est déclarée non valide.

que possible aux initiait. **N'hésitez pas à la diffuser autour de vous, car 100'000 signatures doivent être récoltées dans un délai de 18 mois. Le temps presse. Le dépôt de l'initiative est fixé au 19 décembre 2013.**



Initiative populaire fédérale « Pour la protection des grands prédateurs (ours, loup et lynx) »

Publiée dans la Feuille fédérale le 19 juin 2012. Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.):

I
La Constitution fédérale est modifiée comme suit :

Art. 79, al. 2 à 5 (nouveaux)

2 L'ours, le loup et le lynx sont des grands prédateurs strictement protégés sur l'ensemble du territoire suisse en raison de leur rôle biologique et régulateur. Ils ne peuvent pas être mis à mort.

3 La Confédération et les cantons prennent les mesures préventives nécessaires à la protection des animaux de rente.

4 Exceptionnellement et en dernier recours, la Confédération peut autoriser des tirs d'effarouchement à balles en caoutchouc et des déplacements.

⁵ Est puni d'une peine privative de liberté de six mois au moins ou d'une peine pécuniaire de 5000 francs au moins, quiconque enfreint l'interdiction de l'al. 2.

II

Les dispositions transitoires de la Constitution sont modifiées comme suit:

Art. 197, ch. 9 (nouveau)

9. Disposition transitoire ad art. 79, al. 2 à 5 (nouveaux)(Pêche et chasse)

Au plus tard six mois après l'acceptation de l'art. 79, al. 2 à 5, par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution par voie d'ordonnance. Celles-ci restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la législation fédérale correspondante.

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote: Barth Jean-Alain, route de Frontenex 60 C, 1207 Genève, Prinz Michaela, rue de Contamines 33, 1206 Genève, Fantazi Myriam, rue Plantamour 41, 1201 Genève, Ruet Yvan, rue de Lausanne 67, 1202 Genève, Wenger Alain, rue Henri-Mussard 15, 1208 Genève, Jeanmairet Yves, rue Gustave-Moynier 6, 1202 Genève, Pettersson Ivar, Quai Charles-Page 49, 1205 Genève, Good Sturzenegger Marlyse, avenue Jules-Crosnier 10, 1206 Genève, Tatti Vanna Maria, rue Albert-Gos 18, 1206 Genève. Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures : 19.12.2013.

Cette liste, entièrement ou partiellement remplie, doit être renvoyée au plus vite au comité d'initiative : Pro Fauna, 1200 Genève.

Pour obtenir d'autre listes et infos sur l'initiative : www.profauna.ch

Soutenez l'initiative populaire par un don : CCP 17-456818-1



Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature.

Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton	N° postal	Commune politique

	Nom, Prénom (écrire à la main, si possible en majuscules)	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1					
2					
3					

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Le/La fonctionnaire compétent/e pour l'attestation (signature manuscrite et fonction officielle)

Lieu :

Date :

Signature :

Fonction officielle :

Sceau

Fausse publication, dissimulation d'effets secondaires de ses médicaments

Amende de 3 milliards de dollars pour l'entreprise pharmaceutique GSK

Lancée aux Etats-Unis en 2004, l'action en justice menée contre le géant pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK) s'est conclue à l'amiable avec les autorités américaines en juillet 2012.

Les autorités américaines reprochaient à GSK d'avoir inciter des médecins à prescrire, entre 1998 et 2003, son antidépresseur Paxil (paroxétine) aux moins de 18 ans. Pour encourager ces prescriptions, GSK était accusé d'avoir participé à la préparation, la publication et la distribution d'un article fallacieux, disant qu'un essai clinique avec le Paxil avait démontré son efficacité dans le traitement de la dépression chez les patients de moins de 18 ans. Alors que cette étude ne démontrait aucune utilité de ce médicament, GSK aurait également dissimulé les résultats négatifs de deux essais cliniques préalablement menés chez des patients dépressifs de moins de 18 ans.

GSK était aussi accusé d'avoir sponsorisé des déjeuners, des dîners, des séjours à Hawaii et des chasses au faisan, pour promouvoir, auprès des médecins américains, l'usage du Paxil chez les enfants et adolescents. Bien que celui-ci n'ait jamais été approuvé par la FDA, haute autorité américaine de surveillance des médicaments.

Autre reproche formulé contre GSK, la promotion entre 1999 et 2003 de son autre antidépresseur Wellbutrin (bupropion), comme traitement contre le surpoids, les troubles sexuels, la toxicomanie ou en cas de trouble-déficit de l'attention avec hyperactivité (TDAH). GSK aurait déboursé plusieurs millions de dollars pour payer des experts, chargés de prendre la parole lors de réunions avec des médecins. Une fois encore, sans que la FDA n'ait reconnu l'utilité de ce médicament pour traiter les pathologies décrites.

Troisième point de l'accusation pénale, l'omission volontaire par GSK entre 2001 et 2007, d'annoncer à la FDA les risques d'effets secondaires cardiovasculaires de son antidiabétique Avandia (rosiglitazone). Risques identifiés lors d'une étude menée après la commercialisation de ce médicament, à la demande des autorités européennes.

Amende record et amende honorable

Enthousiaste à l'annonce du montant à payer par GSK, le ministère américain rappelait qu'il s'agissait « du plus grand accord à l'amiable



pour fraude concernant la santé dans l'histoire des États-Unis et du plus grand paiement jamais effectué par une société pharmaceutique ». Andrew Witty, CEO de GSK depuis 2008, faisait aussi amende honorable. « Au nom de GSK, je tiens à exprimer nos regrets et nous réaffirmons que nous avons appris des erreurs qui ont été faites » déclarait-il. Alors qu'au même moment un communiqué du laboratoire précisait que l'accord conclu avec le gouvernement américain « ne constitue pas une admission de toute responsabilité ou de faute dans la vente et la commercialisation (des médicaments incriminés) »...

Bien que sans précédent jusqu'à ce jour, l'amende déjà provisionnée de 3 milliards de dollars ne devrait pas faire trop mal à GSK. Les profits sont tels pour ces entreprises, que seules des condamnations avec peines de prison pourraient être dissuasives et protéger la santé des patients.

Vioxx : 160'000 victimes, 40'000 morts. Gains pour le laboratoire : 5 milliards

On se rappelle du scandale de l'anti-inflammatoire Vioxx (rofécoxib), retiré du marché en 2004 en raison de risque cardiovasculaire important. Mis sur le marché en 1999, le Vioxx rapportait au groupe pharmaceutique Merck & Co (Msd Sharp) 2 milliards de dollars chaque année, jusqu'à son retrait en 2004. Au final, on attribue au Vioxx 160'000 crises cardiaques et attaques cérébrales et 40'000 décès rien qu'aux Etats-Unis.

Pourtant, des études indépendantes du laboratoire démontrent déjà, à partir de 2001, les risques liés à la prise de ce médicament. Plus tard, on découvrira que Merck & Co avait lui aussi caché des études internes démontrant les risques mortels de son médicament. Au final, l'entreprise aura déboursé 5 milliards de dollars en 2007 après avoir négocié avec les victimes un arrangement pour les indemniser. Puis 950 millions de dollars en 2011 pour mettre un terme aux poursuites judiciaires. Total : 6 milliards dépensés en indemnisations et amendes, pour un médicament qui lui en a rapporté 11.

Roche pas beaucoup mieux

Plus récemment, c'est l'Agence européenne du médicament (EMA) qui annonçait le 23 octobre 2012 avoir lancé une procédure d'infraction pour non respect des obligations de pharmacovigilance à l'encontre de l'entreprise pharmaceutique suisse Roche. Ces dispositions obligent les groupes pharmaceutiques à la surveillance suivie et systématique de la sécurité d'un médicament homologué. Les faits ont été découverts lors d'un contrôle de routine effectué dans l'une des filiales britanniques de Roche. Il lui est reproché de n'avoir ni analysé ni transmis aux autorités plus de 80'000 cas suspectés d'effets indésirables concernant 19 de ses médicaments. Plus de 15'000 cas concernaient des patients décédés. Parmi les médicaments concernés par la procédure lancée par l'EMA, on compte l'Avastin, l'Herceptin, le Tarceva, le Tamiflu et le Bonviva. La procédure d'infraction devrait durer jusqu'en 2014 et pourrait aussi lui valoir une amende d'un milliard.

Chasse au faisan, vacances à Hawaii, séjour en SPA : Nos médecins ont-ils encore toute leur tête ?

Sans le concours de milliers de médecins, les prescriptions abusives de médicaments de GSK n'auraient jamais été possibles. Ici se pose le problème de la réelle indépendance des médecins. On sait qu'ils sont démarchés chaque d'année par des « visiteurs médicaux », qui ne sont autres que des commerciaux envoyés par les entreprises pharmaceutiques pour vendre leurs produits. Mon médecin me prescrit-il un médicament parce qu'il est convaincu qu'il est



le plus indiqué pour traiter ma maladie ? Le fait-il parce qu'il s'est laissé convaincre par un commercial qu'il pouvait l'être, sans chercher à en savoir plus lui-même en faisant ne serait-ce qu'une brève recherche bibliographique ? Ou le fait-il parce qu'il se sent redevable de l'entreprise pharmaceutique qui vient de l'enoyer, tous frais payés, dans un pays sympathique, pour suivre un colloque dans un cinq étoiles ?

Sunshine Act

Les Etats-Unis, qui commencent à se prémunir des agissements des pharmas, ont adopté en 2010 le Sunshine Act, un des volets des Sunshine Laws, série de lois initiées à partir de 1970 et qui visaient à l'origine, à apporter plus de transparence dans les actes et décisions prises par les Etats. Avec le Sunshine Act, tous les financements et conventions passés entre l'industrie pharmaceutique et les médecins, experts, associations de patients et organes de presse, doivent être déclarés, sous peines de sanctions.

Le Sunshine Act fait notamment suite à une étude parue en 2009, sur les financements consacrés par les entreprises pharmaceutiques au marketing de leurs produits.

Il ressortait de cette étude que les médecins américains rédigeaient plus de 2 milliards d'ordonnances, soit une moyenne de 7 ordonnances par habitant.

Les trois types de médicaments les plus vendus chaque année, rapportant au total 12 milliards de dollars, étaient aussi ceux pour lesquels les entreprises dépensaient le plus en marketing, soit presque 3 milliards.

94% des médecins avaient une relation avec l'industrie, laquelle dépensait chaque année auprès d'eux, 20 milliards en publicité sous forme de cadeaux, repas, échantillons gratuits et participation offerte à des formations continues.

En Europe, rien encore qui ressemble aux dispositions américaines. Le scandale du médicament Mediator, soupçonné d'être à l'origine d'au moins 1'300 décès en France entre 1976 et 2009, a bien encouragé ce pays à se lancer dans une voie similaire au Sunshine Act, mais rien n'a abouti à ce jour.

- Motivation des visiteurs médicaux

Formation par l'image

Les moyens mis en œuvre par la pharma pour « convaincre » les médecins de vendre leurs médicaments ont été particulièrement bien mis en lumière, suite au petit problème de fuite qu'a connu en 2011 la filiale française de l'entreprise pharmaceutique américaine Lilly.

C'est à l'occasion d'une semaine de séminaire visant à former les visiteurs médicaux de Lilly, qu'ont été diffusées plusieurs vidéos parodiques, dont une reprenant une publicité de la boisson Orangina rouge « *Naturellement méchante* ». Tout est dans le titre. Un personnage central, tremblotant, transpirant et censé être un médecin, fait face à un vi-

siteur médical représenté sous la forme d'une panthère. « *Alors, tu ne prescris pas encore le zypadhera ? On va te faire un petit rappel de tout ça* » lance la panthère en fouettant le médecin, forcé à se déshabiller tout en énumérant les qualités du dernier médicament produit par Lilly pour traiter la schizophrénie. A la fin du clip, le médecin terrorisé lance « *Prescrire, oui je veux prescrire, oui je veux prescrire !* ». Et la voix off : « *Zypadhera, prescrivez-le sinon ça pourrait mal se passer* ».



Vidéo strictement réservée à usage interne. Ne peut être diffusée auprès de personnes extérieures à Lilly France.



Vidéo strictement réservée à usage interne. Ne peut être diffusée auprès de personnes extérieures à Lilly France.

Un bandeau sur la vidéo annonçait : « Strictement réservée à usage interne. Ne peut être diffusée auprès de personnes extérieures à Lilly France ». Raté.

Lilly qui ?

Peu connue de nom en Europe, l'américain Lilly est pourtant le 9e plus important groupe pharmaceutique. Il totalise 40'000 employés, commercialise ses médicaments dans environ 150 pays et dégage un chiffre d'affaire annuel moyen de 20 milliards de dollars. Ses 9 centres de recherche sont répartis entre les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Des pays où l'on peut faire à peu près n'importe quoi sur des animaux sans risquer d'être sérieusement contrôlé. Premier producteur pour l'insuline, Lilly fabrique aussi l'antidépresseur Prozac.



« La première des valeurs de Lilly est le respect des autres. Travailler dans l'industrie du médicament implique de proposer des traitements efficaces en informant les professionnels de santé de façon scientifique et objective » annonce le PDG de Lilly France, Marcel Lechanteur, sur la page d'accueil du site web du laboratoire.

Editorial



Liebe Mitglieder
Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Vor über einem Jahr ist Egon Naef, unser geschätzter Freund und Vorstandsmitglied, von uns gegangen. Seine Stiftung, die jedes Jahr einen Forscher im Bereich tierversuchsfreier Forschung auszeichnet, ist aber immer noch sehr aktiv. Dank dem Bestreben seiner drei Kinder, darunter Marcel Naef, der die Stiftungsleitung übernommen hat, wird Egons Engagement weitergeführt. Dies kann uns nur freuen.

Gerne nahmen wir am 19. Januar 2013 an der Preisverleihung der Naef-Stiftung teil. Der Preis für die In-vitro-Forschung, der zum dreizehnten Mal verliehen wurde, ging an Dr. Luc Stoppini. Sein von ihm entwickeltes Modell ermöglicht es, die Toxizität oder positiven Auswirkungen einer Substanz an menschlichen Neuronen-Zellen zu bestimmen. Noch vielversprechender ist sein Projekt zur Entwicklung neuer Generationen von Bio-Chips mit Multiorganen. Dank einem mikrofluidischen System werden sie die Kommunikation verschiedener Gewebearten ermöglichen.

Diese neuen Perspektiven im Bereich der Alternativmethoden sind sehr ermutigend. Mit der kürzlich erfolgten 3D-Modellierung von Zellkulturen oder menschlichen Gewebe, der Entwicklung von Mikroorganen auf Bio-Chips oder der Bildung von Gewebestücken durch Zelldruckverfahren nimmt eine ethische Forschung Form an, die für das Gesundheitswesen von grossem Nutzen ist. Seit einigen Jahren und trotz fehlender finanzieller Mittel, wurden riesige Fortschritte erzielt die alle zum definitiven Aus von Tierversuchen beitragen werden. Noch sind viele Hürden zu überwinden vor allem bei den Forschern die vom Tierversuch leben und nicht auf ihre Subventionen verzichten möchten. Angesichts der Fortschritte im In-vitro- und In-silico-Bereich werden diese aber schliesslich von der Bildfläche verschwinden. Auch darüber können wir uns nur freuen.

Unsere nächste Generalversammlung findet am Samstag, den 23. März 2013 statt. Sie alle sind herzlich dazu eingeladen. In Hinblick auf diese Versammlung enthält die vorliegende Ausgabe unserer Zeitung auf S. 38 und 39 den Geschäftsbericht 2012 der Liga sowie die Jahresrechnung. Die Einladung ist auf der letzten Seite abgedruckt.

Wir freuen uns, Sie am 23. März bei uns willkommen heißen zu dürfen, und grüssen Sie ganz herzlich.

Der Vorstand

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 g/m². **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.** **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBXXX**

VEGGIE PRIDE

Genf vom 16.-20. Mai 2013

Vorträge, Happenings, Konzerte, Stände und Infos

Machen Sie mit an der ersten internationalen Veggie Pride

Programm

Donnerstag, 16. Mai: Vorträge

Freitag, 17. Mai: Vorträge und Happening vor der Weltgesundheitsorganisation (WHO)

Samstag, 18. Mai: Happening vor der UNO, Veggie Pride, Vereinstände, Verkauf von veganen Produkten und Veggie-Party

Sonntag, 19. Mai: Konferenzen, Konzerte

Montag, 20. Mai: Happening für die Rechte der Tiere



**Am Samstag, den 18. Mai 2013, findet ein Umzug statt.
Erscheinen Sie zahlreich!**

Auch am Nachmittag des 17. Mai und am Montag, den 20. Mai, sind Veranstaltungen angesagt.

Reservieren Sie Ihr Pfingstwochenende in Genf!

Weitere Infos: www.veggiepride.ch

Unterschreiben Sie die Petition von Avaaz für den Respekt der Rechte der Veganer und Vegetarier.

Die Unterschriften werden während der Veggie Pride der UNO übergeben.
www.veggiepride.ch



Revision des Tierschutzgesetzes

Das revidierte Tierschutzgesetz (TSchG) war vom 12. Mai bis am 31. August 2010 in die Vernehmlassung geschickt worden. Die LSCV hatte dazu Stellung genommen und insbesondere die Aufnahme der Artikel 20a und 35b (zu 20b geworden) unterstützt. Diese bringen mehr Transparenz in die Praxis der Tierversuche.

Diese Transparenz war von den Pharmaindustrien und den öffentlichen Forschungsinstituten vehement angefochten worden. Auch die Kantone Basel-Stadt und Basel-Land (siehe Ausgabe der Zeitung Nr. 34, Dezember 2011) hatten sich dagegen gewandt. Angesichts der Auswirkung, welche die Pharmaindustrie auf die kantonalen Finanzen ausübt, ist dies nicht weiter erstaunlich.

Der Rat der Eidgenössischen Technischen Hochschulen seinerseits schrieb, die Veröffentlichung der Informationen zu den durchgeführten Versuchen, der Zahl der verwendeten Tiere und den ihnen beigefügten Leiden „könnte von radikalen Tierversuchsgegnern benutzt werden“¹. Auch die Universität und ETH Zürich hielten diese Transparenz für nicht gerechtfertigt, da „die Komplexität zahlreicher Versuche diese für eine Mehrheit der Öffentlichkeit unverständlich macht“. Sie warnte zudem „vor der Gefahr, dass radikale Gegner von Tierversuchen gewisse Projekte aus ihrem Kontext herauslösen und sie benutzen könnten, um polemische Angriffe gegen die Forscher und ihre Institutionen zu führen“.

Die Gesellschaft Schweizer Tierärztinnen und Tierärzte sowie Interpharma sahen die Sintflut „angesichts der Drohungen voraus, die extreme Tierschutzaktivisten gegen Personen und Institutionen richten, die Tierversuche durchführen.“ Die Freisinnig-Demokratische Partei (FDP) ihrerseits schlug vor, Artikel 20a ganz einfach zu streichen. Tatsächlich erfolgen Tierversuche heimlich in den Labors versteckt. Warum sollte man also diese Funktionsweise ändern und darauf hinweisen, dass ein Grossteil der Verfahren unnötig ist?

TSchG vom Parlament verabschiedet

Am 7. September 2011 schlug der Bundesrat dem Parlament vor, die am TSchG angebrachten Änderungen zu verabschieden. Die erste tolle Überraschung stellte die Tatsache dar, dass die von den Forschungskreisen so angefochtenen Artikel 20a und 35b beibehalten worden waren. Anschliessend musste man nur die Debatten im Parlament verfolgen, um zu wissen, was von diesen interessanten Vorstössen insbesondere bezüglich Transparenz im Tierschutzbereich übrig bleiben würde.

Zu den Massnahmen, die keinen Widerstand auslösten, gehörte das Verbot des Handels und Exports von Katzen- und Hundefellen,

das der CVP-Nationalrat Luc Barthassat (GE) im Rahmen einer Motion forderte. Die gesetzlichen Anpassungen zur Ausbildung und den Sanktionen bei Gesetzesverstößen gab auch keinen Anlass zu einem Disput. Erfreulicherweise stiess ein Vorschlag der Grünliberalen Isabelle Chevalley bei der Mehrheit auf Zustimmung. Er zielt darauf ab, das Verbot des Walfischimports in Artikel 7, Abs. 3 aufzunehmen. Solche Tiere haben in Schwimmbecken nichts zu suchen und der Vergnügungspark Connyland in Lipperswil (TG) als letztes Delphinarium in der Schweiz muss seinen Animationen mit Delfinen demnächst ein Ende bereiten.



Connyland de Lipperswil. Quel plaisir peut-on avoir à regarder des animaux faire les clowns ?

Für grösseren Wirbel sorgten die Artikel, die im Tierversuchsbereich mehr Transparenz ermöglichen. Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) und ihr Pendant im Ständerat (WBK-S), die beide in einem ersten Schritt damit beauftragt waren, die vorgeschlagenen Massnahmen zu diskutieren, brachten Vorbehalte an. Dabei stützten sie sich auf die Argumente aus den Forschungskreisen. Schliesslich wurden die Bestimmungen gegen jegliche Erwartungen aufrecht erhalten und in gewissen Fällen sogar erweitert. Das Gesetz wurde schliesslich vom National- und Ständerat am 15. Juni 2012 verabschiedet. Über sein Inkrafttreten wird der Bundesrat bestimmen.

Art. 20a Information der Öffentlichkeit

¹ Nach Beendigung eines Tierversuchs veröffentlicht das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) folgende Angaben:

- a. den Titel und das Fachgebiet des Tierversuchs;
- b. den Versuchszweck;
- c. die Anzahl der eingesetzten Tiere pro Tierart;
- d. den Schweregrad der Belastung der Tiere.

² Der Bundesrat kann vorsehen, dass weitere Angaben veröffentlicht werden, sofern keine überwiegenden schutzwürdigen privaten oder öffentlichen Interessen entgegenstehen.

³ Er regelt die Einzelheiten, insbesondere den Detailiertheitsgrad der Angaben, die die für einen Tierversuch verantwortlichen Personen liefern müssen. Er beachtet dabei die überwiegenden schutzwürdigen privaten oder öffentlichen Interessen.

Informationssystem im Bereich der Tierversuche

Art. 20b Zweck und Inhalt

¹ Der Bund betreibt zur Unterstützung der gesetzlichen Aufgaben von Bund und Kantonen im Bereich der Tierversuche ein Informationssystem.

² Das Informationssystem enthält die folgenden Personendaten:

- a. Daten zu administrativen und strafrechtlichen Verfolgungen und Sanktionen;
- b. Daten zu Bewilligungen und zur Überwachung von Tierversuchen;
- c. Daten zu Bewilligungen und zur Überwachung von Versuchstierhaltungen, -zuchten und -handlungen;
- d. Daten zu Meldungen von belasteten Tierlinien oder -stämmen;
- e. Daten zur Aus-, Weiter- und Fortbildung;
- f. Daten, die zur Publikation der Tierversuchsstatistik erforderlich sind;
- g. Daten, die zur Anwender- und Systemverwaltung erforderlich sind.

Art. 20c Zugriffsrechte

¹ Die folgenden Personen dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben Personendaten, insbesondere besonders schützenswerte Personendaten sowie Persönlichkeitsprofile, bearbeiten und im Abrufverfahren auf diese Daten zugreifen:

- a. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des BVET, die Aufgaben im Zusammenhang mit der Oberaufsicht wahrnehmen;
- b. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden in ihrem Zuständigkeitsbereich;
- c. die Mitglieder der kantonalen Kommissionen für Tierversuche in ihrem Zuständigkeitsbereich;
- d. die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Institute, Laboratorien sowie Versuchstierhaltungen, -zuchten und -handlungen in ihrem Zuständigkeitsbereich.

² Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden und die Mitglieder der kantonalen Kommissionen für Tierversuche dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben im Abrufverfahren Daten zu Bewilligungsgesuchen und -entscheiden aus anderen Kantonen einsehen.

Transparenz im Schweizer Tierversuchsbereich: Welche Änderungen?

Während der Änderungsentwurf des TSchG den Bundesrat ausschliesslich damit beauftragte, „die Modalitäten zur Information der Öffentlichkeit im Tierversuchsbereich festzulegen“, ging das Parlament mit Artikel 20a (siehe S.15) viel weiter. So müssen die Daten, z.B. die Überschrift des Versuchs oder die den Tieren zugefügten Leiden, zwingend mitgeteilt werden.

Für die Studien, die in Universitätskreisen und anderen öffentlichen Instituten betrieben werden, steht ein Grossteil der Informationen durch bibliografische Nachforschungen auf Websites wie Pubmed zur Verfügung. Zu den Zielen der Grundlagenforschung gehört die Veröffentlichung ihrer Resultate. Bei den Projekten, die durch eine öffentliche Finanzierung des Bundes unterstützt werden, liefert auch die Datenbank des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) recht ausführliche Informationen.



Beschwerderecht im Tierschutzbereich abgelehnt

„Wie erklären Sie sich, dass man die Rechte einer Trockenwiese geltend machen kann, aber diejenige eines Tieres nicht?“, argumentierte die Waadtländer Nationalrätin Isabelle Chevalley (Grünliberale) im März 2012 bei Gesprächen zu den Änderungen am TSchG. Die Grünliberalen schlugen den Zusatz der Artikel 25 a, 25b und 25c vor, die aus dem Umweltschutzgesetz stammen und dem TSchG angepasst wurden. Beschwerde einreichen können die Verbände, die auf nationaler Ebene tätig und nicht gewinnorientiert sind, sofern ihre Statuten sie zu einem Rekurs befugen.

Die neue Bestimmung wurde von den Mitgliedern der WBK-N Isabelle Chevalley (Grünliberale ZH), Yvonne Gilli (Grüne/SG), Maya Graf (Grüne/BL), Daniel Jositsch (SP/ZH), Jacques-André Maire (SP/NE), Jacques Neirynck (CVP/VD), Rosmarie Quadranti (BDP/ZH) und Thomas Weibel (Grünliberale/ZH) gutgeheissen. Oskar Freysinger (SVP/VS), Berichterstatter der Mehrheit in der WBK-N, bestritt die Not-

wendigkeit, eine solche Möglichkeit einzuräumen: „Das aktuelle Verfahren sieht vor, dass die Verbände in die Kommissionen einbezogen werden, die Themen im Zusammenhang mit dem Tierschutz behandeln (...). Es gibt zwei Anwendungsfelder – entweder das Gesetz ganz allgemein, oder die Tierversuche. Die Verbände sind dort angemessen vertreten und die Anfragen werden von der Tierschutzkommission mit eben dieser Zusammenarbeit der Verbände kontrolliert. Im Wesentlichen besteht die aktuelle Art des Vorgehens darin, die Verbände in die staatliche Linie einzubeziehen. Die Minderheit möchte die Schaffung eines Parallelsystems, das lähmend wirken könnte.“

Nationalrat Freysinger erwähnte mit keinem Wort, dass die Verbände nur auf konsultative Weise in die Verfahren «verwickelt» sind, d.h. ohne jegliches Entscheidungsrecht. Darüber hinaus gehören sie auch bei allen Instanzen, in denen sie vertreten sein können, zur Minderheit. Somit besteht keinerlei Gefahr, dass diese Verbände ein Tierversuchsdossier – und sollte der Antrag noch so absurd sein – auch nur im Geringsten lahm legen. Sie verfügen gar nicht über die gesetzlichen Mittel dazu.

Das Beschwerderecht wurde natürlich abgelehnt. Wie jede innovative Änderung benötigt es etwas Zeit, um sich angesichts der Weiterführung absurder Versuche als offenkundig zu erweisen. Zu guter Letzt werden wir dieses legitime Recht erhalten, so sehr unsere Behörden auch ihre Unfähigkeit beweisen, die Gesetzgebung anzuwenden. In gewissen Fällen handelt es sich weder um Inkompétence noch um Gleichgültigkeit gegenüber dem Leiden der Tiere, sondern um Angst vor dem Druck der Kantone. Diese betrachten jede Einschränkung von Tierversuchen als möglichen Prestigeverlust für ihre Institutionen oder als potenziellen Abzug von Forschungskräften und damit verbunden den Geldern, um ihre Forschung zu finanzieren. Der Kanton Waadt, der eine Vielzahl unnötiger Versuche aufweist, stellt ein gutes Beispiel dafür dar. Dies gilt beispielsweise für die Forschungen im Ernährungsbereich bei Nestlé oder besonders grausame Formen der Grundlagenforschung, welche die Universität und die EPFL betreiben. In diesem Kanton macht es nicht den Anschein, als würde die Kantonsbehörde über die zu bewilligenden Projekte entscheiden. Zuständig dafür sind vielmehr die Politikerinnen und Politiker, welche die entsprechenden Departemente leiten. Würde eine echte Interessenabwägung zwischen dem wissenschaftlichen Interesse dieser Forschungen und dem damit für die Tiere verbundenen Leiden erfolgen, so würden die Versuche umgehend eingestellt.

¹ Die Stellungnahmen können unter „Bericht zu den Vernehmlassungsresultaten“ des BVET eingesehen werden. Dieser befindet auf unserer Website „Tierschutz“ unter der Rubrik „Laufende Vernehmlassungen“.

Auszug aus dem Buch: LE CHLORURE DE MAGNESIUM, REMEDE MIRACLE MECONNUE, von Marie-France Muller, Verlag Jouvence.

GRIPPE

Präventiv: Trinken Sie jeden Morgen auf nüchternen Magen ein Glas der Lösung, sobald eine Epidemie im Anmarsch ist. Dies ist das beste Mittel gegen die Erkrankung. (In meiner Familie lässt sich niemand gegen Grippe impfen, und das seit wir diese Methode vor dreissig Jahren kennen lernten. Wir bleiben von der Grippe verschont)! Verwenden Sie bei den ersten Symptomen die Dosierung für akute Beschwerden, d.h. am ersten Tag nehmen Sie alle drei Stunden ein Glas ein, danach in grösseren Abständen wie oben beschrieben. Diese Kur kann zu anderen Behandlungen angewandt werden, auch zu Antibiotika, welches umso wirksamer wird. Meistens kann man jedoch darauf verzichten.

Das Magnesiumchlorid ermöglicht es, die Bakterien rasch zu eliminieren, bevor sich diese im Darm ausbreiten. Für Kinder kann man einige Tropfen Zitronensaft oder Sirup hinzufügen.

Sylvie Benoît

Osterreich

Schweizer Jäger sorgt für Aufruhr

Ein Schweizer Jäger schreckte nicht davor zurück, den Hirsch „Heinrich XIV“, das Maskottchen der Dorfbewohnerinnen und Dorfbewohner von Batschuns, im österreichischen Vorarlberg abzuschiesSEN. Das Tier hätte an Altersschwäche sterben und sein Geweih noch einige Jahre wachsen sollen. Der Jäger entschied aber anders und die Dorfbewohnerinnen und Dorfbewohner sind konsterniert. „Heinrich XIV“ verdankte seinen Übernamen der Anzahl Verästelungen seines Geweihs. Der Hirsch war sehr zutraulich geworden und suchte jeweils die Obstgärten im Dorf auf, um Äpfel zu fressen.



1.Januar 2013

Israel verbietet seinerseits Tierversuche für Kosmetika

Der im Jahr 2010 von der Knesset verabschiedete Gesetzestext ist seit dem 1. Januar 2013 in Kraft. Ab diesem Datum ist es verboten, Pflegeartikel, Kosmetika und Putzmittel die im Laufe ihrer Entwicklung oder Herstellung an Tieren getestet wurden, nach Israel zu importieren. Als Vorbild für das neue israelische Gesetz diente die «Kosmetikrichtlinie» der Europäischen Union die seit 2004 in Kraft ist.



Geschäftsbericht 2012 der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Sekretariat und Büro

Die Aktivitäten im Büro sind gleich wie 2011. Max Moret, der Präsident der Liga, ist jeden Morgen von 8.00 – 10.30 Uhr anwesend. Er betreut die Dossiers und sorgt dafür, dass bei der Liga alles tadellos läuft. Vizepräsident Luc Fournier ist jeweils am Mittwoch und am Freitag anzutreffen. Er kümmert sich nicht nur um die Redaktion und das Layout der Zeitung, sondern auch um andere Publikationen und die Website. Darüber hinaus koordiniert er Aktionen im Bereich der Tierversuche.

Maja Schmid ist für die Verwaltung zuständig. Ihre 100%-Stelle ist die einzige entlohnte Tätigkeit der Liga. Die administrativen Aufgaben stellen eine hohe Arbeitsbelastung dar. Die Verwaltung und Registrierung neuer Mitglieder, die administrative Betreuung der laufenden Aktionen oder die Organisation von Events bedingen, dass der Vorstand über ein effizientes Sekretariat verfügt. Wir erhalten täglich zahlreiche Telefonanrufe, Briefe und Mails, auf die wir versuchen, möglichst rasch zu antworten. Wenn wir auf ein Schreiben nicht innert einer Woche reagieren, so zögern Sie nicht und lassen Sie uns dies wissen. Möglicherweise haben wir Ihre Mitteilung nicht erhalten – dies könnte insbesondere bei E-Mails der Fall sein. Manchmal werden Nachrichten irrtümlicherweise von unseren Anti-Spam-Filtern aussortiert, bevor wir sie erhalten.

Generalversammlung und Vorstand

Die Generalversammlung der Liga fand am 24. März 2012 statt. Der nationale Vorstand der Liga tagte am Morgen des gleichen Tages. Die wichtigsten besprochenen Punkte betrafen die Erneuerung der jährlichen Unterstützung von Tierheimen und Sterilisierungskampagnen, die Weiterführung der laufenden Aktionen, die Vorbereitung der nächsten Plakatkampagne gegen das Pelztragen und die Unterstützung der eidgenössischen Volksinitiative für den Schutz der Grossraubtiere.

Dem Vorstand gehören derzeit folgende Mitglieder an: Präsident: Maxime MORET, Vizepräsident: Luc FOURNIER, Kassierin: Maja SCHMID, Vorstandssekretärin: Laurianne PARENT, Mitglieder: Sylvie BENOÎT, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MÜLLER und Suzanne WACHTL

Mitglieder

2012 konnte die Liga 629 neue Mitglieder verzeichnen. Wir heißen diese ganz herzlich willkommen und danken ihnen für ihre Unterstützung. Wir betrachten die Neuanmeldungen als Ermutigung, unsere Aktivitäten fortzusetzen.

Buchhaltung

Jedes Jahr werden unsere Abrechnungen kontrolliert und dem Genfer Finanzdepartement überreicht. Dies ermöglicht es uns, eine Steuerbefreiung zu erlangen. In diesem Zusammenhang weisen wir Sie darauf hin, dass Sie gemäss dem in Ihrem Kanton geltenden Gesetz (im Allgemeinen) sämtliche Spenden an die Liga, deren Betrag Fr. 100.- übersteigt, von den Steuern abziehen können. Um die Abzugsmodalitäten zu erfahren, kontaktieren Sie am besten Ihre Steuerverwaltung.

Finanzen

Die Spendenbeiträge sind entgegen dem Vorjahr leicht angestiegen, sodass das Finanzjahr 2012 einen Erlös von Fr. 40'272.94 aufweist. Die aus Erbschaften stammenden Beträge schwanken jedes Jahr. Sie machen einen wichtigen Teil des Einkommens der Liga aus und ermöglichen es, unseren Mitgliederbeitrag so niedrig zu halten.



Europäische Koalition zur Beendigung von Tierversuchen

Maja Schmid vertrat die Liga an den beiden jährlichen Sitzungen der ECEAE, die vom 2. bis 4. März in Dänemark sowie vom 17. bis 19. Oktober in Belgien stattfanden. Sie steht auch das ganze Jahr hindurch mit der Koalition in Verbindung und bereitet die Aktionen und Dossiers vor, die auf europäischer Ebene unterstützt werden. Über die verschiedenen durchgeföhrten Aktionen berichteten wir in unserer September- und Dezemberausgabe. Die Berichte können auch auf der Seite „Tierversuche“ unserer Website eingesehen werden. Ende 2012 umfasste die ECEAE 19 Mitgliederorganisationen aus 15 europäischen Ländern. Nebst dem Interesse, unsere Kräfte zu vereinen, stellen die Sitzungen der ECEAE auch eine Gelegenheit dar, zwischen unseren Organisationen bereichernde Verbindungen zu schaffen. Da Streitigkeiten und Konkurrenz zwischen den Tierschutzorganisationen oftmals die Regel darstellen, ist die Tatsache an sich sehr ermutigend, dass 19 Organisationen für gemeinsame Ziele gewonnen wurden.



Kommissionen

Die nationale Tätigkeit der Liga gibt uns die Möglichkeit, Kandidatinnen und Kandidaten für die Sitze in gewissen eidgenössischen Kommissionen vorzuschlagen. Dasselbe gilt für die kantonalen Kommissionen insbesondere in Genf, wo die Liga ihren Sitz hat.

Luc Fournier vertritt die Liga seit 2002 in der **Genfer Tierversuchskommission**. Daniel Favre gehört seit 2009 der **Waadtländer Tierversuchskommission** an. Nebst ihren kantonalen Arbeitssitzungen nahmen Daniel und Luc an Treffen der KTT (Konferenz der Tier-schutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen) teil. Diese umfasst die aktiven Tierschutzmitglieder, die den Kommissionen der Kantone Basel, Zürich, Bern, Waadt, Genf und Freiburg angehören. Eine erste Sitzung fand am 21. März in Bern und eine

zweite am 31. Oktober 2012 in Basel statt. Die Sitzungen bieten auch die Gelegenheit, um über Dossiers oder Probleme in den kantonalen Kommissionen zu sprechen, in denen die Tierschutzvertreter stets einer Minderheit angehören, und Kontakte zu Mitgliedern anderer Organisationen in der Schweiz zu knüpfen.

Seit 2006 vertritt Luc die Liga auch in der **Genfer Kommission für die biologische Vielfalt** und der **Kommission der Fauna**. Seit einer Volksabstimmung im Jahre 1974 ist die Jagd im Kanton Genf verboten. Die Rolle der Subkommission besteht somit insbesondere darin, Lösungen zu finden, um den Abschuss wilder Tiere zu verhindern, wenn diese in zu grossen Beständen vorkommen oder Schäden an den Kulturen verursachen.

Verschiedene Aktionen

Tierversuche für Kosmetik – Strafanzeige der LSCV gegen die Behörden der Kantone Basel und Aargau sowie das Bundesamt für Veterinärwesen

In seinem Urteil vom 5. Mai 2012 anerkannte die Aargauer Staatsanwaltschaft die Verantwortlichkeit der betreffenden Behörden. Trotzdem wurde darauf verzichtet, gegen die Urheber der Gesetzesverstösse Strafmaßnahmen zu ergreifen. Zwar habe die kantonale Behörde gegen das Gesetz verstossen, indem sie eine Bewilligung für Tierversuche erteilte, ohne vorher das obligatorische Gutachten der kantonalen Behörde einzuholen. Diese habe aber den Antrag rückwirkend positiv beurteilt. In der Tat hatte sich die Kommission, nachdem die Strafanzeige der Liga bekannt geworden war, auf die Schnelle getroffen und die erteilte Bewilligung gutgeheissen. Diesbezüglich ist darauf hinzuweisen, dass nur drei der acht Kommissionsmitglieder den Tierschutz vertreten. Eine Mehrheit der Mitglieder stammt hingegen aus der Forschung und Pharmaindustrie. Somit wäre es erstaunlich gewesen, wenn die Kommission einen Entscheid gefällt hätte, der gegen ihre eigenen Interessen verstossen hätte. Nichtsdestotrotz waren die angezeigten Kantonsbehörden gezwungen, ihre Funktionsweise zu überdenken, womit unser Hauptziel erreicht war.



Stellungnahmen der LSCV

Im Jahr 2012 wurden verschiedene Vernehmlassungsverfahren lanciert. Dabei nahm die Liga zu den beiden folgenden eidgenössischen Verordnungen Stellung:

Verordnung über die Deklaration von Pelzen und Pelzprodukten

Das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) schickte den Verordnungsentwurf vom 3. Juli bis am 24. September 2012 in die Vernehmlassung. Die Liga teilte ihre Stellungnahme am 11. September mit. Am 7. Dezember nahm der Bundesrat den endgültigen Verordnungstext an, der am 1. März 2013 in Kraft treten wird.

Unter den von uns beantragten Veränderungen stiess diejenige auf Gehör, welche Kaninchenpelze in die obligatorische Pelzdeklaration einschliesst. Dasselbe galt für die Forderung, die Herkunft der Pelze zu erwähnen.



Unserem Wunsch, die Deklaration der gesamten Pelze und nicht nur der drei Felle mit dem grössten Fellanteil am Produkt obligatorisch zu machen, wurde nicht stattgegeben. Im Rahmen eines Gesprächs mit dem BVET wiesen wir darauf hin, dass die Liga 2005 verschiedene Pelze von einem kantonalen Labor hatte analysieren lassen. In gewissen Fällen hatten die chemischen Produkte, die zur Pelzverarbeitung verwendet worden waren, die Pelzstruktur derart verschlechtert, dass die Spezialisten nicht mehr mit Sicherheit eruieren konnten, um welche Tierart es sich handelte. Ohne die Verpflichtung, alle Pelze eines Produkts anzugeben, lässt sich nicht gewährleisten, dass keine Hunde- oder Katzenfelle an der Zusammensetzung beteiligt sind. Das Tierschutzgesetz verbietet die Verwendung solcher Felle jedoch streng (Art. 14, Abs. 2).

Tierschutzverordnung (TSchV)

Die revidierte Verordnung wurde vom BVET vom 3. September bis am 3. Dezember 2012 in die Vernehmlassung geschickt. Die Liga teilte ihre Stellungnahme am 2. Dezember mit. Zu den umstrittenen Punkten gehörte die Möglichkeit, in gewissen Fällen erneut die Verwendung von Stacheldraht für Zäune bei der Pferdehaltung zu bewilligen (Art. 63). Diese Art von Zaun war beim Inkrafttreten der neuen TSchV im September 2008 aufgrund der schwerwiegenden Verletzungsgefahr verboten worden. Ebenfalls umstritten war die Möglichkeit, Hunde alleine in Zwingern zu halten. Dies gilt sogar für Fälle, in denen diese Tiere umgänglich sind (Art. 70, Abs. 2). Die Verpflichtung, gesellige Tiere mindestens zu zweit zu halten, gehörte zu den Errungenschaften der TSchV im Jahr 2008. Ein solcher Rückschritt, der ausschliesslich auf praktischen und wirtschaftlichen Notwendigkeiten beruht, kann nur bedauert werden.

Noch schlimmer ist die Möglichkeit, lebende Wildschweine für das Training von Jagdhunden zu verwenden (Art. 75). Dass eine Tierschutzverordnung vorsieht, Wildschweine und Hunde miteinander in Kontakt zu bringen nur damit letztere die Gefährlichkeit dieser Tiere erlernen, ist inakzeptable. Die Verletzungsgefahr für die Hunde ist erheblich und der den Wildschweinen zugefügte Stress, die keine Fluchtmöglichkeit haben, in keinem Verhältnis zu dem erhofften Trainingsresultat der Hunde.

Erfreulicher ist die Tatsache, dass wir verschiedene neue Bestimmungen unterstützt haben, die dem Tierschutz etwas bringen. Dies gilt insbesondere für die Art der Tierhaltung. Wir unterstützten auch Art. 145, Abs. 4. Dieser wird die Kantone endlich zwingen, die Gutachten der kantonalen Tierversuchskommissionen an die Bundesbehörde weiterzuleiten.

Tierversuche im Tessin – Strafanzeige der LSCV gegen die Tessiner Behörden

Nach einem nicht sehr konstruktiven Briefwechsel mit dem Tessiner Kantonsveterinär, der von November 2011 bis März 2012 dauerte, lancierten wir von Mai bis September 2012 eine Medienkampagne. Die kantone Tierversuchskommission, der gesetzeswidrig verschiedene Mitglieder der Tessiner Behörde und unter and-



rem auch der Kantonsveterinär angehörten, wurde schliesslich aufgelöst. Da der Tessiner Staatsrat keine rigorose Kontrolle der Tierversuche in diesem Kanton anordnen will, reichte die LSCV schliesslich eine Strafanzeige gegen den Kantonsveterinär und alle Personen ein, die im Rahmen der Kommission für die Missbräuche zuständig sind.

Nicht an Tieren getestete Hunde- und Katzenfahrung



Im Dezember 2011 erschien unser Artikel über Tierversuche, die zahlreiche Hersteller von Haustierfutter durchführten. In der Folge übernahm Céline Falconnier das Dossier und wandte sich an die entsprechenden Hersteller. Wir wollten Einsicht in die Studien erhalten, welche die Hersteller zur Entwicklung ihrer Produkte durchführen, um anschliessend eine Liste der Marken erstellen zu können, die auf invasive oder belastende Tierversuche verzichten. Diese Arbeit wurde im Dezember abgeschlossen und die Liste der Marken sowie andere praktische Informationen sind auf unserer Website unter der Rubrik „Tierversuche“ enthalten. Das Büro stellt die Liste natürlich gerne allen Personen zu, die diese anfordern. Céline beantwortet gerne alle Fragen zu diesem Thema, die schriftlich oder via E-Mail unter der Adresse c.falconnier@lscv.ch bei ihr eingehen.

Genfer Verfassung

Das Genfer Büro der Liga wandte sich gegen die Verabschiedung der neuen Genfer Verfassung, mit der das totale Jagdverbot aufgehoben würde. Wir führten eine Kampagne in Form von Flyern durch und erhielten, dank mehrerer Stellungnahmen, Platz für F4-Plakate an für politische Abstimmungen zugelassenen Plätzen. Der Entwurf der neuen Verfassung wurde von den wichtigsten politischen Parteien unterstützt. Die Kampagne gestaltete sich recht heftig und das Thema Jagd hatte sogar in der Deutschschweizer Presse zahlreiche Artikel zur Folge. Die Gratiszeitung „20 Minutes“ beschuldigte die Liga auf ihrer Frontseite, auf ihren Kampagnenplakaten zu lügen. Die Liga reichte deshalb Strafanzeige wegen Verleumdung ein. Diese ist immer noch im Gang. Die neue Verfassung wurde schliesslich am 14. Oktober 2012 von 54,1 % des Stimmvolks angenommen. Trotz dem Abstimmungsergebnis danken wir allen Mitgliedern und Sympathisanten, die sich an der Kampagne beteiligten.

Gleichzeitig mit der Abstimmung begab sich ein Fernsehteam des Senders „Arte“ nach Genf, um eine Reportage über das in diesem Kanton seit 1974 bestehende Jagdverbot zu drehen. Am 3. Oktober wurde in den Räumen der Liga eine Sequenz gefilmt. Bei dieser Gelegenheit stellte Luc Fournier die Entwicklung der Fauna vor und erklärte, welche Bedingungen zu erfüllen sind, damit das Jagdverbot vorübergehend aufgehoben werden kann.

Kampf der Eringerkühe in Genf

Sonderbare Idee des Stadtpräsidenten von Genf, die Festivitäten des 1. August mit Walliser Kuhkämpfen zu bereichern. Dass solche Kämpfe im Wallis stattfinden ist eine Sache, dass sie ins Stadtzentrum von Genf verlegt werden eine andere. Viele unserer Mitglieder haben sich an uns gewandt mit der Bitte einzuschreiten, was wir auch mit einem Schreiben an den Stadtpräsidenten am 10. Juli 2012 getan haben. Wir haben uns darauf berufen, dass schon in der Vergangenheit Gesuche nach solchen Kuhkämpfen in Genf abgelehnt worden sind. Auch wenn die Kämpfe auf dem Kampfgeist der Kühe beruhen, so werden diese doch in unnatürlicher Weise miteinander konfrontiert, wenn nötig per Eingreifen von Rabbateuren. Obwohl Verletzungen während den Kämpfen nicht allzu häufig vorkommen, so geschehen sie trotzdem und verursachen den Tieren Schmerzen und Leiden. Solche Kämpfe verletzen die Artikel 3 und 4 des TSchG sowie Abschnitt 3, Art. 16 der TSchV die festhalten, dass es verboten ist, Tiere zur Schau zu stellen, wenn dadurch dem Tier offensichtlich Schmerzen, Leiden oder Schäden entstehen.

Da der Stadtpräsident seinen Entscheid nicht

zurück nehmen wollte, haben wir die Dienste von Anwalt Mauro Poggia in Anspruch genommen und gegen die Bewilligung des kantonalen Veterinäramtes (SCAV) Einsprache erhoben. Die Einsprache wurde am 17. Juli am Gerichtshof eingereicht. Das SCAV hat in seiner Stellungnahme darauf hingewiesen, dass die LSCV kein Recht auf Einsprache habe, da der Verein nicht direkt von der Bewilligung betroffen war und das Bundesgesetz kein den Tierschutzorganisationen kein Einspracherecht gewährt. Der Gerichtshof teilte seinen Entscheid am 26. Juli 2012 mit. Ohne je auf die Legalität oder Illegalität der Kämpfe einzugehen, erklärte der Gerichtshof auf drei Seiten wieso er der LSCV ihr Recht auf Einspruch gegen die Bewilligung vom SCAV ablehnte. Er erklärte sogar in der Lokalpresse dass «*die Eringerkühe in Genf willkommen*» seien! Letztendlich konnten die Genfer und Genferinnen gestellten Kuhkämpfen beiwohnen, wo peinlich darauf geachtet wurde, dass sich die Tiere nicht verletzen und die Besitzer keinen Grund zur Anklage gaben. Das Spektakel dieser «Kämpfe», so scheint es, wurde vom Publikum geschätzt. Am 24. August haben wir schriftlich beim BVET Auskunft über die Legalität dieser Kämpfe angefragt. Unserer Anfrage lagen Beweise von Verletzungen der Kühe und Videos zu Grunde, worauf klar die Gewalt gewisser Kämpfe ersichtlich ist, und wo die Rabbateure ihr Bestes geben, damit auch weniger angriffs-lustige Tiere in den Ring steigen.

In seiner Antwort vom 24. September hat das BVET, nach gewohnter Art und Weise, zu keinem Punkt direkt Stellung genommen. Es hat nur darauf hingewiesen, dass während den Kuhkämpfen «*die Tiere weder gequält noch getötet*» würden.



« Kuhkämpfe in Aproz (VS): die Züchter verbinden die Wunden ihres Viehs » berichtete das Westschweizer Fernsehen am 11. Mai 2009 nach Abschluss der Kämpfe. In einer Bildfolge sieht man die «Königin des Tages» mit blutverschmierten Hörnern inmitten eines Kampfes. «*Die traditionellen Eringerkuhkämpfe sind gestern zu Ende gegangen. Viele Tiere wurden durch Hornstöße verletzt. Die Züchter sind nun damit beschäftigt, die Verletzungen ihrer Schützlinge zu verarzten*», kann man noch heute auf der Internetseite des Westschweizer Fernsehens rts hören.¹

¹ www.rts.ch/video/info/couleurs-locales/543652-combats-de-reines-a-aproz-vs-les-eleveurs-pansent-les-plaies-de-leurs-betes.html?date=2011-10-19

Unterstützung von Studierenden

Die Liga empfing in ihren Büros verschiedene Studierende, die eine Arbeit zum Thema Tierversuche schreiben möchten. Das Büro beantwortete auch verschiedene Anfragen und Fragebögen, die Studierende oder Jugendliche in der Ausbildung einreichten.

Lobbying im eidgenössischen Parlament

Dank der aktiven Unterstützung des Apothekers Paul Ecoffey erhielt die Liga die Möglichkeit, sich an unsere Abgeordneten im National- und Ständerat zu wenden. Dies soll dazu dienen, Kontakte zu knüpfen und bei den Aktionen im Parlament Unterstützung zu erhalten. Die Gesetzgebung und der Tierschutz werden in erster Linie in den beiden eidgenössischen Kammern vorbereitet. Somit ist es wichtig, zu solchen Themen angehört zu werden.



Frankreich – Verwendung von Tieren für die Ausbildung

Das Büro der Liga lancierte eine Zusammenarbeit mit Marie Berger vom französischen Verband OïKOS KAÏ BIOS, um die Verwendung von Tieren im Unterricht durch andere Methoden zu ersetzen. Während wir in der Schweiz das Glück haben, dass an den Sekundarschulen allmählich keine Tiere mehr verwendet werden, ist dies in Frankreich nicht der Fall, wo sogar das Sezieren von Tieren durch Teenager unterstützt wird. OïKOS KAÏ BIOS leistete eine beträchtliche Arbeit, um die im Département Ober-savoyen erteilten Unterrichtsarten zu erfassen und den Lehrkräften die dafür ein Ohr hatten, den Unterricht mittels Software anstelle von Tieren vorzuschlagen. Zu diesem Zweck fand am 30. November in den Büros der Liga ein Treffen mit Massimo Tetamanti, dem Wissenschaftler von ATRA und Spezialist für tierversuchsfreie Methoden im Unterricht statt. Dabei gingen wir die verschiedenen Modelle durch, die an französischen Schulen eingesetzt werden könnten, und testeten sie. Die Zusammenarbeit mit OïKOS KAÏ BIOS ist immer noch im Gang.

Unterstützung von tierversuchsfreien Methoden

Zeitschrift ALTEX

ALTEX ist die wichtigste wissenschaftliche Zeitschrift, die über Alternativmethoden berichtet. Sie erscheint auf Englisch und Deutsch und kann weltweit in Papierform oder elektronischer Version abonniert werden. Daniel Favre gehört seit der Gründung von ALTEX Edition Ende 2006 dem Vorstand an.



Im Jahr 2012 unterstützte die Liga erneut das internationale Netzwerk InterNICHE und den Lehrstuhl für Alternativmethoden an der Universität Genf, dessen Tätigkeitsbericht 2012 wir nachfolgend veröffentlichen. Der Jahresbericht von InterNICHE traf zu spät ein, um rechtzeitig übersetzt werden zu können. Er wird aber in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung erscheinen.

Lehrstuhl Doerenkamp-Naef-Zbinden

Im März 2009 wurde an der Universität Genf der erste Lehrstuhl für Alternativmethoden in der Schweiz eingeweiht. Dank privaten Geldern der Stiftung Doerenkamp und Naef, der LSCV, der SVPA, von Suzanne Wachtl und der LVDACV ist das jährliche Budget von Fr. 300'000.- des Lehrstuhls während fünf Jahren gesichert. Im dritten Jahr seiner Tätigkeit schildert Lehrstuhlinhaber Prof. Pierre Cosson die verschiedenen Lehrmethoden und Ausbildungen, die den Studierenden oder Forschenden angeboten werden.



Ersatzmethoden für Tierversuche entwickeln

Der vor vier Jahren gegründete Lehrstuhl, der tierversuchsfreie Forschungsmethoden anstelle von Tierversuchen fördert, setzt seine Lehr- und Forschungstätigkeit fort. Mit dem Unterricht sollen Studierende und Forscher in allen Stufen ihrer Karriere mit In-vitro-Modellen die Tierversuche ersetzen vertraut gemacht werden. Er verbindet theoretische Kurse und praktische Arbeiten miteinander und richtet sich insbesondere an Biologie- und Medizinstudierende, aber auch an erfahrene Forscher, die sich dafür interessieren. Ein Projekt der angewandten Forschung stellt die Herstellung von Antikörpern dar, die vollumfänglich in vitro und ohne jegliche Tierversuche erfolgt. Ich möchte dieses Jahr speziell die Tätigkeiten in der Grundlagenforschung, die unser Labor betreibt, hervorheben. Zu den Hauptthemen unseres Labors gehört die Untersuchung von Infektionskrankheiten, die durch Bakterien entstehen. Es handelt sich dabei um ein sehr heikles Thema, da solche Infektionen häufig vorkommen und manchmal sogar tödlich sind. Zahlreiche Bakterien werden gegenüber einer zunehmenden Anzahl Antibiotika resistent. Ein Ansatz, um neue Medikamente gegen Bakterien zu entwickeln, besteht darin, die Mechanismen zu untersuchen, die es den Bakterien ermöglichen, eine Patientin oder einen Patienten anzustecken. Auf diese Weise sollen neue Medikamente entwickelt werden, welche die Infektion bekämpfen. Leider werden Bakterieninfektionen oftmals untersucht, indem Labortiere infiziert werden (hauptsächlich Ratten oder Mäuse). Anschliessend wird beobachtet, wie die Infektion fortschreitet. Seit vielen Jahren entwickelt unser Labor Alternativmethoden, bei denen statt Mäusen die Amöbe Dictyostelium infiziert wird. Unsere Arbeiten, bei denen keine Tiere eingesetzt werden, haben bewiesen, dass zahlreiche Bakterien dieselben Mechanismen verwenden, um Mäuse oder Amöben anzustecken. Eine solche Alternative ermöglicht es, die Infektionsmechanismen gewisser Bakterien zu untersuchen, die am meisten gefürchtet sind. Dies gilt insbesondere für die *Pseudomonas aeruginosa*. In Zusammenarbeit mit einem Netzwerk von Forschungslabors verwenden wir das besagte Modell seit vielen Jahren, um Komponenten zu isolieren, die Bakterieninfektionen blockieren und langfristig zur Behandlung infizierter Patientinnen und Patienten verwendet werden könnten.



Dictyostelium discoideum

Prof. Pierre Cosson,
Lehrstuhl Doerenkamp-Naef-Zbinden
Medizinische Fakultät der Universität Genf

Website

Die europäische Aktion „Botox Action Day“, die wir am 17. Juli mit der ECEAE durchführten, stellte die Gelegenheit dar, um unsere neue Website aufzuschalten. Wie bis anhin ist diese auf Französisch, Deutsch und Italienisch gehalten. Verschiedene Dossiers und Archive der alten Website sind auf der neuen Plattform noch nicht zugänglich. Die Übertragung und Aktualisierung der Daten ist sehr aufwändig. Trotzdem wurden neue Rubriken in die neue Website aufgenommen. Dies gilt insbesondere für offizielle Dokumente und öffentliche Verfahren. Sie können hauptsächlich auf der Seite „Tierschutz“ eingesehen werden. Da die Webseite vom Büro der Liga verwaltet wird, und um die Kosten zu reduzieren, werden Änderungen und Aktualisierungen ebenfalls intern gemacht.

Die sechs Teile unserer Website:



Auf der Seite „**Unser Verein**“ erhalten Sie allgemeine Informationen zu den Zielen und Statuten der Liga. Sie beinhaltet auch unsere alten Aktivitätsberichte, Versammlungsprotokolle und Inserate in den Medien.

Die Seite „**Tierschutz**“ betrifft verschiedene Themen in diesem Bereich. Die Rubrik „**Curia vista – Geschäftsdatabank**“ verweist auf die offiziellen Publikationen sowie alle parlamentarischen Geschäfte unserer Politikerinnen und Politiker, die sich mit dem Tierschutz befassen. Die Tierversuche werden separat behandelt. Dabei erhalten Sie direkt Einblick in die verschiedenen Geschäfte.

Die Rubrik „**Gesetzgebung**“ enthält die verschiedenen Gesetzesstexte zum Tierschutz in der Schweiz. Verschiedene Links ermöglichen auch einen Zugang zu den aktualisierten offiziellen Texten. Die Rubrik „**Laufende Vernehmlassungen**“ beinhaltet alle laufenden oder abgeschlossenen Verfahren im Tierbereich. Sie enthält die Stellungnahmen der LSCV, aber auch die Berichte über die Ergebnisse der Anhörungsverfahren und die definitiven Berichte, die der Bundesrat verabschiedet hat.

Unter der Rubrik „**Strafverfahren**“ sind die vom BVET veröffentlichten Jahresberichte aufgeschaltet. Darin wird über Verfahren berichtet, die in der Schweiz wegen Misshandlung oder Verstösse gegen die Tierschutzgesetze eingeleitet wurden.



Auf der Seite „**Aktionen**“ berichten wir über unsere laufenden Aktionen. Dazu gehören Petitionen, Initiativen, Standaktionen usw.

Die Seite „**Medien**“ betrifft den Shop der LSCV, in dem Sie T-Shirts, Aufkleber, Kugelschreiber und Post-its bestellen können. Unter der Rubrik „**Zeitungarchiv LSCV**“ sind im PDF-Format die seit 2008 erschienenen Zeitungen zugänglich. Die Liste mit den ausleihbaren Büchern sowie eine Präsentation derselben befindet sich unter der Rubrik „**Bibliothek LSCV**“. Derzeit stehen hauptsächlich auf Deutsch und Französisch rund dreissig Bücher zur Verfügung.

Die Seite „**Tierversuchsfreie Kosmetika**“ umfasst alle Artikel zu dieser Thematik. Die Liste der tierversuchsfreien Kosmetika ist inzwischen aktualisiert und online aufgeschaltet. Im PDF-Format enthält die Liste ausführlichere Informationen und kann gedruckt werden.

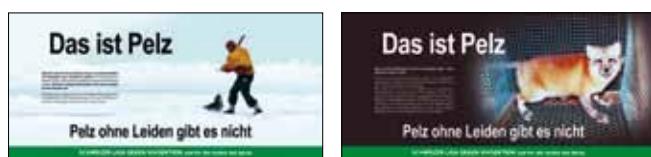
Zeitung LSCV und Werbung

Wie jedes Jahr erhielten unsere Mitglieder vier Ausgaben unserer Zeitung, in denen sie über die laufenden Aktionen informiert wurden. Die Dezemberausgabe in welcher die Missstände bei den Tessiner Behörden im Rahmen von Tierversuchen dokumentiert waren wurde im ganzen Kanton an rund 85'000 Haushalte verteilt.

Anlässlich der Kampagne zur Genfer Verfassung erschienen in den



Auf den Bahnlinien der BLS führten wir im November und Dezember eine Kampagne mit BARACOM-Plakaten im Format F12 gegen das Pelztragen durch.



Im Laufe des Jahres konnten wir in den Magazinen *Elle* und *Paris Match* zu Vorzugstarifen Anzeigen gegen Tierversuche oder das Pelztragen veröffentlichen.



Karten-Mailing

Wie jedes Jahr fanden wieder drei Mailings mit Karten des Künstlers Hans Hofstetter (WABU) statt. Im Februar wurden davon 62'000 Exemplare verschickt – im Juni und September folgten jeweils weitere 30'000 Exemplare. Wir möchten Sie darauf hinweisen, dass Sie als Mitglieder dieses Mailing ebenfalls erhalten. Seit 2008 legen wir unseren Sendungen einen zweiten Einzahlungsschein bei. Der erste Einzahlungsschein (Postscheckkonto Nr. 01-20089-8) ist für Personen bestimmt, die eine «anonyme» Spende leisten möchten. Etliche Spenderinnen und Spender bevorzugen ein solches Vorgehen.

Der zweite Einzahlungsschein (Postscheckkonto Nr. 12-2745-6) ermöglicht es Ihnen, eine namentliche Spende zu leisten oder Ihren Jahresbeitrag zu begleichen. Wählen Sie wenn möglich den zweiten Einzahlungsschein, da dieses Konto direkt von der Liga verwaltet wird. Dies erleichtert uns die Arbeit insbesondere bei Spendenbescheinigungen die Sie in Ihrer Steuererklärung angeben können.

Unterstützung von Tierheimen in Not und Kastrationskampagnen

Die Liga unterstützt jedes Jahr rund zwanzig Tierheime oder Tierpflegezentren und finanziert Kampagnen zur Kastration und Sterilisierung streunender Katzen. Im Jahr 2012 belief sich der für solche Aktionen verwendete Betrag auf Fr 64'971.05 darunter Fr 11'290.- für Kastrationskampagnen und die Übernahme von Veterinärkosten. All diese Hilfen werden gewährt, nachdem jeder Fall einzeln geprüft wurde und eine Mehrheit der Vorstandsmitglieder der Finanzierung zugestimmt hat. Unterstützung erhalten vor allem Tierheime, die uns seit langem bekannt sind und bei denen die Liga sicher ist, dass die Spenden gute Verwendung finden. Suzann Karagöz kümmert sich seit vielen Jahren auch um die Kampagne zur Sterilisierung und Kastration streunender Katzen im Kanton Genf. Die Tiere werden kastriert und am Ohr gekennzeichnet, bevor sie an ihrem Fundort wieder freigelassen und anschliessend regelmässig ernährt werden. Indem an einem bestimmten Ort eine stabile Population wilder Katzen gehalten wird, versucht man, deren starke Vermehrung, die Euthanasie oder den Abschuss der Tiere, wie es Jagdhüter oder private Jäger in zahlreichen Kantonen praktizieren, zu verhindern. Nebst dem Kanton Genf betrifft die Unterstützung, welche die Liga für Sterilisierungskampagnen gewährt, hauptsächlich die Kantone Neuenburg, Tessin und Wallis. Seit einigen Jahren beteiligt sich die LSCV nicht mehr an der Finanzierung von Tierheimen oder Kastrations- und Sterilisationskampagnen im Ausland, da es sich als fast unmöglich erwiesen hat, die Projekte zu überwachen.

Wanderbus und Stände

Unser Bus war 2012 in den Kantonen Freiburg, Solothurn, Bern, St. Gallen, Waadt, Zürich, Neuenburg, Wallis und Zug unterwegs. Diese Aktivität wurde Anfang 2011 lanciert und Achim war für die Organisation zuständig. Im Herbst 2012 äusserte er den Wunsch, seine Tätigkeit aus persönlichen Gründen einzustellen. Wir danken ihm ganz herzlich für seinen Einsatz und wünschen ihm für sein neues Leben alles Gute. Die Liga führte erneut Standaktionen durch. Dies war beispielsweise im Rahmen der ANIMALIA am 20. und 21. Oktober in Lausanne der Fall. Die letzte Standaktion fand am 24. November in Genf statt.

Allen freiwilligen Mitarbeitenden, die an den Ständen im Einsatz waren, danken wir ganz herzlich für ihren Einsatz und ihre Verfügbarkeit. Unser besonderer Dank richtet sich an Damian, Sylvie, Paul und Oriane.



Schlussfolgerungen

Obwohl unser Land im Tierschutzbereich über eine äusserst fortschrittliche Gesetzgebung verfügt, fanden erneut zahlreiche Missbräuche statt. Gelegentlich wirft man uns vor, wir würden zu viel für die Tiere, aber nichts dafür tun, um das Schicksal der Menschen zu verbessern. Solche leichtfertigen Aussagen stammen oftmals von Leuten, die selber überhaupt nichts für ihre Artgenossen unternehmen. Mensch und Tier lassen sich nicht trennen und das Leiden der einen ist gleichermassen unerträglich für die anderen. Tiere haben aber keinerlei Möglichkeit, sich zu verteidigen oder zu schützen. Sie werden deshalb oft als erste vom Menschen ausgenutzt und grausam behandelt. Wir werden uns auch in Zukunft vehement dafür einsetzen, die schwächsten Wesen zu verteidigen und zu schützen. All unsere Aktionen wären nicht möglich ohne die stete moralische und finanzielle Unterstützung all unserer Mitglieder beziehungsweise Gönnerinnen und Gönner. Ihnen allen möchten wir an dieser Stelle ganz herzlich für Ihre Unterstützung danken.

Max Moret, Präsident

Unterzeichnen Sie die Eidgenössische Volksinitiative «Für den Schutz der Grossraubtiere (Bär, Wolf und Luchs)»

Warum eine Eidgenössische Volksinitiative?

Der Bundesrat revidierte die Jagdverordnung, die es seit Juli 2012 erlaubt, geschützte Arten zu erlegen. Die Jagdverbände verschiedener Kantone stellten bereits den Antrag, Luchse abschiessen zu können. Dabei steht fest, dass diese Tiere kein grösseres Problem darstellen. In Hinblick auf den Wolf regte der Bund zu einer Revision der Berner Konvention an, um diese Tiere künftig leichter abschiessen zu können.

Über das mit der Initiative angestrebte strenge Verbot hinaus, Grossraubtiere erlegen zu dürfen, unterstützen wir auch Massnahmen zum Schutze der Herden. Derzeit ist es gang und gäbe, auf unseren Alpen Hunderttausende von Rindern oder Ziegen übersommern zu lassen. Für die Züchter ist damit ein klares wirtschaftliches Interesse verbunden: Während mehreren Monaten ernähren sich die Tiere fast ausschliesslich von dem, was sie vor Ort finden. Dies führt jedoch dazu, dass sie bei Verletzungen oder Krankheiten mehrere Tage mit dem Tode ringen und sterben können, ohne die geringste Pflege zu erhalten. Jedes Jahr sterben auf unseren Alpen so Tausende von Nutztieren. 2011 waren es beispielsweise 4221 Schafe, die während der

Sommerung starben. Grossraubtieren fielen hingegen nur 294 Schafe zum Opfer.

Die Massnahmen zum Schutze der Herden, die bei einer Annahme der Initiative zu treffen sind, werden das Vieh vor Wölfen und Luchsen schützen. Sie sollten aber insbesondere dazu beitragen, die krankheits- und unfallbedingten Verluste zu mindern, da die Herden besser überwacht sind.

Ein weiteres Ziel der Initiative ist es, eine echte öffentliche Diskussion darüber zu lancieren, welchen Platz wir den Grossraubtieren einräumen möchten. Haben sie einen Platz in unserer Umwelt, oder bestimmen nur die Jäger, wie zum Beispiel der Bestand der Huftiere zu regeln ist? Bis anhin waren es die im eidgenössischen Parlament und beim BVET vertretenen Jagdkreise die dank der Passivität von WWF und Pro Natura die Ziele festlegten. Diese Organisationen weigern sich im Übrigen, die Initiative zu unterstützen. Sie führen lieber „Verhandlungen“ mit den Jägern.

Aus diesen Gründen bitten wir sie alle, die Initiative zu unterzeichnen und so rasch als möglich ihren Initianten zurückzuschicken.

Um von den Behörden für gültig erklärt zu werden müssen zwingend folgende Punkte eingehalten werden :

1. Nur Schweizer Bürger und Bürgerinnen mit Wohnsitz in der Schweiz können unterschreiben.
2. Das Geburtsdatum muss vollständig sein.
3. Ein Unterschriftenbogen kann nur Unterschriften aus einer Gemeinde enthalten. Nicht vergessen, den Namen der Gemeinde auf dem Blatt einzutragen.
4. Es muss von Hand unterschrieben werden. Blätter die wir per Fax, E-Mail oder kopiert erhalten, sind ungültig.
5. Das Blatt des Unterschriftenbogens darf nicht manipuliert werden. Es muss die ganze Tabelle und Gesetzesstexte enthalten. Ein zerschnittenes oder geklebtes Unterschriftenblatt wird für ungültig erklärt.

Sammeln Sie auch in Ihrem Umfeld Unterschriften, denn innerhalb einer Frist von achtzehn Monaten sind 100'000 Unterschriften erforderlich. Die Zeit drängt. Die Initiative soll am 19. Dezember 2013 eingereicht werden.



Eidgenössische Volksinitiative «Für den Schutz der Grossraubtiere (Bär, Wolf und Luchs)»

Im Bundesblatt veröffentlicht am 19.Juni 2012. Die unterzeichneten stimmberechtigten Schweizer Bürgerinnen und Bürger stellen hiermit, gestützt auf Art. 34, 136, 139 und 194 der Bundesverfassung und nach dem Bundesgesetz vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte, Art.68ff, folgendes Begehr:

I
Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Art. 79 Abs. 2–5 (neu)

² Die Grossraubtiere Bär, Wolf und Luchs sind aufgrund ihrer biologischen und regulierenden Rolle auf dem gesamten Gebiet der Schweiz geschützt. Sie dürfen nicht getötet werden.

³ Der Bund trifft die erforderlichen Massnahmen zum Schutz von Nutztieren.

⁴ Ausnahmsweise und nur als letzte Massnahme kann der Bund Vergrämungen mit Gummischrot und Umsiedlungsmassnahmen bewilligen.

⁵ Mit einer Freiheitsstrafe von mindestens sechs Monaten oder einer Geldstrafe von mindestens

5000 Franken wird bestraft, wer gegen das Verbot nach Absatz 2 verstösst.

II

Die Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung werden wie folgt geändert:

Art. 197 Ziff. 9 (neu)

9. Übergangsbestimmung zu Art. 79 Abs. 2–5 (neu) (Fischerei und Jagd)

Spätestens sechs Monate nach Annahme von Artikel 79 Absätze 2–5 durch Volk und Stände erlässt der Bundesrat die Ausführungsbestimmungen auf dem Verordnungsweg. Diese behalten ihre Gültigkeit, bis sie durch die entsprechende Bundesgesetzgebung abgelöst werden.

Das Initiativkomitee, bestehend aus nachstehenden Urheberinnen und Urhebern, ist berechtigt, diese Volksinitiative mit absoluter

Mehrheit seiner stimmberechtigten Mitglieder zurückzuziehen: Barth Jean-Alain, route de Frontenex 60 C, 1207 Genève, Prinz Michela, rue de Contamines 33, 1206 Genève, Fantazi Myriam, rue Plantamour 41, 1201 Genève, Ruet Yvan, rue de Lausanne 67, 1202 Genève, Wenger Alain, rue Henri-Mussard 15, 1208 Genève, Jeannairet Yves, rue Gustave-Moynier 6, 1202 Genève, Petterson Ivar, Quai Charles-Page 49, 1205 Genève, Good Sturzenegger Marlyse, avenue Jules-Crosnier 10, 1206 Genève, Tatti Vanna Maria, rue Albert-Gos 18, 1206 Genève.

Ablauf der Sammelfrist: 19.12.2013

Die Liste ist so schnell wie möglich vollständig oder teilweise ausgefüllt zurückzusenden an das Initiativkomitee : Pro Fauna, 1200 Genf. Unterschriftenbogen und weitere Infos: www.profauna.ch

Unterstützen Sie unsere Volksinitiative mit Ihrer Spende : PC 17-456818-1



Auf dieser Liste können nur stimmberechtigte unterzeichnen, die in den genannten politischen Gemeinde in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind.

Bürgerinnen und Bürger, die das Begehr unterstützen, mögen es handschriftlich unterzeichnen. Wer bei einer Unterschriftensammlung besticht oder sich bestechen lässt oder wer das Ergebnis einer Unterschriftensammlung für eine Volksinitiative fälscht, macht sich strafbar nach Art. 281 beziehungsweise nach Art. 282 des Strafgesetzbuches.

Kanton	Postleitzahl	Politische Gemeinde

Name und Vorname (handschriftlich in Blockschrift)	Geburtsdatum (Tag/Monat/Jahr)	Wohnadresse (Strasse und Hausnummer)	Eigenhändige Unterschrift	Kontrolle (leer lassen)
1				
2				
3				

Die unterzeichnete Amtsperson bescheinigt hiermit, dass obenstehende (Anzahl) Unterzeichnerinnen und Unterzeichner der Volksinitiative in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind und ihre politischen Rechte in der erwähnten Gemeinde ausüben. Die zur Bescheinigung zuständige Amtsperson (eigenhändige Unterschrift und amtliche Eigenschaft)

Ort:

Datum:

Unterschrift:

Amtliche Eigenschaft:.....

Amtsstempel

Veröffentlichung eines gefälschten Artikels, Verschweigen der Nebenwirkungen eines Medikaments

Eine Busse von drei Milliarden Dollar für das Pharmaunternehmen GSK

Im Jahr 2004 erfolgte in den USA ein Gerichtsverfahren gegen den britischen Pharmariesen GlaxoSmithKline (GSK). Dieser endete im Juli 2012 mit einer gütlichen Einigung mit den amerikanischen Behörden.

Die amerikanischen Behörden warfen der Firma GSK vor, zwischen 1998 und 2003 Ärzte dazu angeregt zu haben, ihr Antidepressivum Paxil (Paroxetin) Jugendlichen unter 18 Jahren zu verschreiben. GSK wurde beschuldigt, sich an der Zubereitung, Veröffentlichung und Verbreitung eines trügerischen Artikels beteiligt zu haben, welcher besagte, dass ein klinischer Versuch mit Paxil zur Behandlung von Depressionen bei unter 18-jährigen Patienten gute Resultate brachte. Während die Studie keinerlei Nutzen dieses Medikamentes bewies, soll GSK zudem negative Resultate zweier klinischer Studien die zuvor an solchen Patienten durchgeführt wurden, vertuscht haben.

Darüber hinaus wurde GSK beschuldigt, Mittag- und Abendessen, Aufenthalte in Hawaii und Fasanenjagden gesponsert zu haben, um bei der amerikanischen Ärzteschaft die Abgabe von Paxil an Kinder und Jugendliche zu fördern. Dies obwohl das Mittel von der amerikanischen Arzneimittelzulassungsbehörde FDA gar nie zugelassen worden war. GSK wurde zudem beschuldigt, zwischen 1999 und 2003 sein anderes Antidepressivum Wellbutrin (Bupropion) zur Behandlung gegen Übergewicht, sexuellen Störungen, Sucht oder Aufmerksamkeitsdefizit-Hyperaktivitätsstörung (ADHS) angepriesen zu haben. GSK soll mehrere Millionen Dollar ausgegeben haben, um Experten zu bezahlen die an Ärztekongressen Vorträge hielten. Auch hier hatte die FDA den Nutzen des Medikaments bei der Behandlung der erwähnten Krankheiten nicht anerkannt.

Der dritte Anklagepunkt betraf die Tatsache, dass es GSK zwischen 2001 und 2007 wissentlich unterlassen hatte, der FDA die Herz-Kreislauf-Risiken mitzuteilen, die mit den Nebenwirkungen seines Diabetes-Medikaments Avandia (Rosiglitazon) verbunden sind. Die Risiken wurden im Rahmen einer Studie festgestellt, die im Auftrag der europäischen Behörden nach dem Vertrieb des Medikaments durchgeführt wurden.

Rekordbusse und Abbitte

Der amerikanische Minister war über die Ankündigung des Betrages entzückt, den GSK zu entrichten hatte. Er wies darauf hin, es handle



sich um „die grösste gütliche Einigung, die bei einem Gesundheitsbetrug in der Geschichte der Vereinigten Staaten je erzielt worden war, und die grösste Zahlung, die ein Pharmaunternehmen je geleistet hatte.“ Andrew Witty, seit 2008 CEO von GSK, leistete ebenfalls Abbitte und liess verlauten: „Im Namen von GSK möchte ich unser Bedauern ausdrücken, und bestätigen, aus den gemachten Fehlern gelernt zu haben.“ Zur gleichen Zeit war in einer Mitteilung des Labors zu lesen, das mit der amerikanischen Regierung erzielte Abkommen stelle „keineswegs ein Eingeständnis bezüglich jeglicher Haftung oder eines Fehlers beim Verkauf und Vertrieb (der besagten Medikamente) dar“...

Obwohl eine Busse in Höhe von drei Milliarden Dollar, die inzwischen bezahlt ist, noch nie ausgesprochen wurde, dürfte sie GSK nicht sehr schmerzen. Solche Unternehmen erzielen derartige Profite, dass nur Urteile mit Gefängnisstrafen abschreckend wirken und die Gesundheit der Patientinnen und Patienten schützen könnten.

Vioxx - 160'000 Opfer, 40'000 Tote, fünf Milliarden Gewinn für das Labor

In bester Erinnerung ist auch der Skandal um den Entzündungshemmer Vioxx (Rofecoxib), der 2004 wegen eines beträchtlichen Herz-Kreislauf-Risikos vom Markt genommen wurde. Das 1999 lancierte Mittel Vioxx brachte der Pharmagruppe Merck & Co (Msd Sharp) jedes Jahr zwei Milliarden Dollar ein, bis es schliesslich 2004 vom Markt verschwand. Alleine in den USA werden Vioxx 160'000 Herz- und Hirninfarkte sowie 40'000 Todesfälle zugeschrieben.

Dabei wiesen unabhängige Laborstudien bereits ab 2001 auf die Risiken hin, die mit der Einnahme des Medikaments verbunden waren. Später stellte man fest, dass auch Merck & Co interne Studien geheim gehalten hatte, welche auf die tödlichen Risiken des Medikaments hinwiesen. Nachdem das Unternehmen mit den Opfern eine Entschädigung ausgehandelt hatte, zahlte es im Jahr 2007 schliesslich fünf Milliarden Dollar. 2011 folgten weitere 950 Millionen Dollar, um eine Einstellung der Gerichtsverfahren zu erreichen. Fazit: sechs Milliarden für Entschädigungen und Bussen, für ein Medikament das 11 Milliarden einbrachte.

Roche nicht viel besser

Am 23. Oktober 2012 kündigte die Europäische Arzneimittel-Agentur (EMA) an, ein Vertragsverletzungsverfahren eingeleitet zu haben, weil das Schweizer Pharmaunternehmen Roche die Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Arzneimittelüberwachung nicht eingehalten hatte. Diese Bestimmungen zwingen die Pharmakonzerne zur laufenden und systematischen Überwachung der Sicherheit zugelassener Medikamente.

Die Fakten wurden bei einer Routinekontrolle entdeckt, die in einer britischen Filiale von Roche erfolgte. Dem Unternehmen wird vorgeworfen, über 80'000 Fälle, bei denen unerwünschte Nebenwirkungen im Zusammenhang mit 19 Medikamenten vermutet werden, weder analysiert noch an die Behörden weitergeleitet zu haben. Über 15'000 Fälle betrafen bereits verstorbene Patientinnen und Patienten. Zu den Medikamenten, die unter das von der EMA lancierte Verfahren fallen, gehören Avastin, Herceptin, Tarceva, Tamiflu und Bonviva. Das Vertragsverletzungsverfahren dürfte bis 2014 dauern und könnte dem Unternehmen eine Busse von einer Milliarde Franken bescheren.

Fasanenjagd, Ferien auf Hawaii, Wellnessaufenthalt Haben unsere Ärztinnen und Ärzte noch „alle Tassen im Schrank“?

Ohne die Mitwirkung von Tausenden von Ärztinnen und Ärzten wäre die missbräuchliche Medikamentenverschreibung von GSK nie möglich gewesen. Wo bleibt da die Unabhängigkeit der Ärzteschaft. Man weiss, dass diese jährlich von «medizinischen Beratern» aufgesucht werden, um Produkte der Pharmafirmen, von denen sie gesandt werden, an-



zupreisen. Verschreibt mir mein Arzt ein Medikament, weil er überzeugt ist, dass es sich zur Behandlung meiner Krankheit am besten eignet? Oder macht er dies, weil er sich von einem Vertreter überzeugen liess, dass es so ist, ohne selber mehr Informationen einzuholen oder eine bibliografische Suche gemacht zu haben? Oder hat er das Gefühl, dies einem Pharmaunternehmen schuldig zu sein, das ihn kostenlos in ein tolles Land entsendet hatte, wo er ein Kolloquium besuchte und dabei in einem Fünfstars-Hotel untergebracht war?

Sunshine Act

Im Jahr 2010 verabschiedeten die Vereinigten Staaten, die sich langsam vor den Machenschaften der Pharmaunternehmen schützen, den Sunshine Act. Dieser ist Teil der Sunshine Laws, einer Reihe von Gesetzen, die ab 1970 erlassen wurden. Ursprünglich sollten sie dazu dienen, den staatlichen Handlungen und Beschlüssen mehr Transparenz zu vermitteln. Mit dem Sunshine Act sind unter Androhung von Sanktionen alle Finanzierungen und Vereinbarungen zu melden, die zwischen der Pharmaindustrie und Ärzten, Experten, Patientenverbänden sowie Presseorganen erfolgen.

Der Sunshine Act wurde nach einer 2009 erschienenen Studie erlassen, die sich mit den Finanzen beschäftigte, welche die Pharmaunternehmen für ihr Produktmarketing aufwenden.

Aus dieser Studie ging hervor, dass die amerikanischen Ärztinnen und Ärzte über zwei Milliarden Medikamentenrezepte ausgestellt hatten. Pro Einwohner sind dies im Schnitt deren sieben.

Die drei Medikamententypen, die jedes Jahr am häufigsten verkauft werden und 12 Milliarden Dollar einbringen, sind auch jene in die am meisten Marketingausgaben gesteckt werden, nämlich drei Milliarden.

94% der Ärztinnen und Ärzte hatten eine Beziehung zur Industrie, die für sie jedes Jahr 20 Milliarden Dollar in Form von Geschenken, Essen, Gratismustern und Weiterbildungen ausgab.

In Europa gibt es nichts Vergleichbares. Der Skandal um das Medikament Mediator, das in Frankreich für mindestens 1'300 Todesfälle zwischen 1976 und 2009 verantwortlich gemacht wird, ermutigte vorerst dieses Land, etwas Ähnliches wie den Sunshine Act ins Leben zu rufen, aber bis heute ist noch nichts zu Stande gekommen.

- Motivierung der Ärztevertreter

Ausbildung mittels Video

Die Pharmaindustrie nutzt bekanntlich die verschiedensten Mittel, um die Ärzteschaft davon zu überzeugen, ihre Medikamente zu verkaufen. Besonders deutlich wurde dies nach einer Indiskretion, mit dem die französische Filiale des amerikanischen Pharmaunternehmens Lilly im Jahre 2011 zu kämpfen hatte.

Im Rahmen einer Seminarwoche, bei der die Ärztevertreter von Lilly ausgebildet wurden, wurden verschiedene Video-Parodien ausgestrahlt. Eine davon übernahm die Werbung für das Getränk Orangina rouge „Natürlich böse“. Der Titel sagt bereits alles. Eine zitternde und schwitzende Hauptperson, die auf einen Arzt schliessen lässt, trifft auf einen Ärztevertreter, der in Form eines Panthers

dargestellt wird. „Du verschreibst also noch kein Zypadhera? Wir werden dir eine kleine Mahnung erteilen“, erklärt der Panther und peitscht den Arzt aus. Dieser muss sich ausziehen und alle Eigenschaften des Medikaments aufzählen, das Lilly zur Behandlung von Schizophrenie zuletzt hergestellt hat. Am Schluss des Video-clips schreit der terrorisierte Arzt: „Verschreiben, ja, ich will verschreiben, ja, ich will verschreiben!“ Zu guter Letzt ist eine Stimme zu vernehmen: „Zypadhera, verschreiben Sie das Medikament, sonst könnte es Ihnen schlimm ergehen.“

Sobald das Video veröffentlicht wurde, wurde es von Lilly France in einer Medienmitteilung „scharf verurteilt“. Die Rede war von einem einzelnen Ausrütscher und der Fehler wurde einer „Kaderperson zu Beginn ihrer Karriere zugeschrieben, die in einer Ecke sein eigenes Ding drehte“. In der Folge liess der Präsident der französischen Filiale rund zehntausend Ärzten und Psychiatern, die auf Lilly wütend sein könnten, ein Schreiben zukommen. Darin verurteilte er das Video „mit schockierendem Inhalt, der völlig daneben ist und im Widerspruch zu den Verhaltensweisen und ethischen Werten steht, die unsere Ärztevertreter sowie unsere gesamten Mitarbeitenden im Namen des Labors vertreten.“ Vereinzelte Methoden also – zweifellos...



In einer Einblendung unter dem Video war zu lesen: „Ausschliesslich für den internen Gebrauch bestimmt. Darf nicht an Personen außerhalb von Lilly France vertrieben werden.“ Voll in die Hose...

Wer ist Lilly?

Das in Europa wenig bekannte amerikanische Unternehmen Lilly ist der neuntgrösste Pharmakonzern. Er beschäftigt 40'000 Angestellte, vertreibt seine Medikamente in rund 150 Ländern und erzielt einen durchschnittlichen Jahresumsatz von 20 Milliarden Dollar. Seine neun Forschungszentren befinden sich in den Vereinigten Staaten, Japan, Grossbritannien und Spanien. In all diesen Ländern kann man mit Tieren fast alles machen, ohne Gefahr zu laufen, ernsthaft kontrolliert zu werden. Als Hauptproduzent von Insulin stellt Lilly auch das Antidepressivum Prozac her.



„Zu den Hauptwerken von Lilly gehört der Respekt vor dem Nächsten. Wer in der Medikamentenindustrie arbeitet, muss wirksame Medikamente anbieten und die Gesundheitsfachleute auf wissenschaftliche und objektive Weise informieren“, kündigt Marcel Lechanteur, der Generaldirektor von Lilly France auf der Homepage des Labors an.

Edito



Cari soci ed amici della Lega,

Il nostro caro amico e membro del Comitato Egon Naef ci ha lasciati poco più di un anno fa ma la sua Fondazione, che ogni anno ricompensa un ricercatore nel campo dei metodi di sostituzione, è sempre molto attiva. Grazie alla determinazione dei suoi tre figli, tra cui Marcel Naef che ha ripreso la presidenza della Fondazione, l'impegno di Egon continua a vivere e ne siamo molto felici.

E' con grande piacere che abbiamo assistito, il 19 gennaio 2013, alla consegna del 13° Premio della Fondazione Naef per la ricerca in vitro al Dr Luc Stoppini, che ha sviluppato un modello che consente di determinare la tossicità oppure gli effetti benefici di una determinata sostanza su cellule neuronali umane. Quello che è ancor più promettente è il suo progetto di sviluppo di nuove generazioni di biochip multi-organi che consentiranno la comunicazione di molteplici tipi di tessuti diversi grazie ad un sistema di microfluidica.

Queste nuove prospettive nel campo delle metodologie sostitutive sono molto incoraggianti. Grazie alla recente modellizzazione in 3D delle colture di cellule o tessuti umani, allo sviluppo di micro-organi su biochip oppure alla creazione di tessuti tramite moltiplicazione di cellule, sta prendendo forma una ricerca etica veramente al servizio della pubblica sanità. Da qualche anno, pur non essendo stanziate risorse per questi metodi, sono stati compiuti progressi enormi che contribuiranno a far scomparire definitivamente la pratica della sperimentazione animale. Molti sono ancora gli ostacoli da superare, in prima linea quelli rappresentati dai ricercatori che vivono della sperimentazione animale e che non sono disposti a rinunciare alle sovvenzioni loro elargite. Ma di fronte ai progressi realizzati nei settori in vitro e in silico, un giorno o l'altro questi ostacoli finiranno per scomparire. E non possiamo che rallegrarcene !

La nostra prossima Assemblea Generale si svolgerà sabato 23 marzo 2013 e siete tutte e tutti cordialmente invitati a prendervi parte. In previsione di questa assemblea, troverete su questo numero il rapporto di attività 2012 della Lega nonché i conti pubblicati a pagina 38 e 39. La convocazione è pubblicata in ultima pagina.

Nell'attesa di ritrovarvi il 23 marzo prossimo, vi inviamo i nostri più cordiali saluti.

Il Comitato

IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - **admin@lscv.ch** - **www.lscv.ch** **L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.**

Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXX

VEGGIE PRIDE

Ginevra - dal 16 al 20 maggio 2013

Conferenze, happening, concerti, stand ed informazioni

Appuntamento alla prima Veggie Pride Internazionale

Programma

Giovedì 16 maggio: Conferenze

Venerdì 17 maggio: Conferenze e happening davanti all'OMS (Organizzazione Mondiale della Sanità)

Sabato 18 maggio: Happening davanti all'ONU, Veggie Pride, stand di associazioni, vendita di prodotti vegetaliani e veggie party !

Domenica 19 maggio: Conferenze, concerti

Lunedì 20 maggio: Happening per il diritto degli animali



Sabato 18 maggio 2013 si svolgerà un corteo. Venite numerosi!

Inoltre sarà organizzata una manifestazione il pomeriggio del 17 maggio e lunedì 20 maggio.

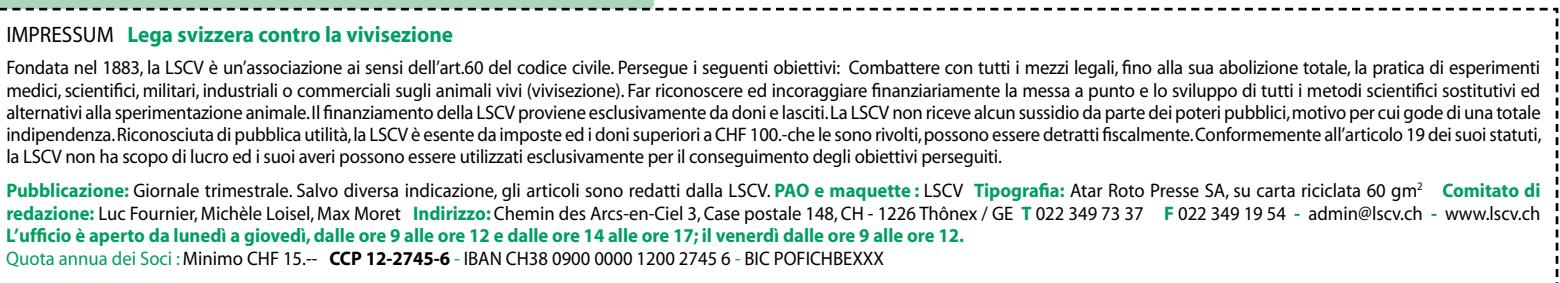
Riservate il vostro fine settimana della Pentecoste a Ginevra!

Ulteriori informazioni su : www.veggiepride.ch



Firmate la petizione su Avaaz per il rispetto dei diritti dei vegetaliani e vegetariani.

Le firme saranno consegnate all'ONU in occasione della Veggie Pride. www.veggiepride.ch



Revisione della legge sulla protezione degli animali

Per memoria, la revisione della legge federale sulla protezione degli animali (LPA) era stata messa in consultazione dal 12 maggio al 31 agosto 2010. La LSCV aveva preso posizione in particolare sostenendo l'aggiunta degli articoli 20a e 35b (diventato 20b) in quanto apportavano maggiore trasparenza nella pratica della sperimentazione animale.

Questa trasparenza era stata vigorosamente combattuta dalle industrie farmaceutiche e dagli istituti pubblici di ricerca, nonché dai governi dei cantoni di Basilea Città e Basilea Campagna (vedi giornale n°34, dicembre 2011). Non era sorprendente data la fortissima influenza dell'industria farmaceutica sulle finanze cantonali.

Dal canto suo, il Consiglio dei Politecnici federali scriveva che le informazioni pubblicate relativamente agli esperimenti svolti, il numero di animali utilizzati e le sofferenze ad essi inflitte, « potrebbero essere utilizzate dagli oppositori più radicali alla sperimentazione animale »¹. Per l'Università e l'EPF di Zurigo, questa trasparenza non è giustificata : « la complessità di numerosi esperimenti li rende incomprensibili per la maggior parte del pubblico ». Mettevano peraltro in guardia « contro il rischio che avversari radicali alla sperimentazione animale, extrapolando certi progetti dal loro contesto, li utilizzino per sferrare attacchi polemici contro i ricercatori e le loro istituzioni ».

La società dei veterinari svizzeri e l'Interpharma prevedevano il diluvio universale « date le minacce che i militanti estremisti della causa animale fanno pesare sulle persone e le istituzioni che praticano la sperimentazione animale ».

Il partito radical-liberale dal canto suo proponeva nè più nè meno che di cancellare l'articolo 20a. In effetti, poiché la sperimentazione animale si svolge in perfetta tranquillità, al riparo nei laboratori, perché si dovrebbe cambiare questo tipo di funzionamento e portare alla luce la realtà dell'inutilità di un gran numero di procedure ?

LPA adottata dal Parlamento

Il 7 settembre 2011, il Consiglio federale proponeva al parlamento di adottare le modifiche apportate alla LPA. Prima bella sorpresa : gli articoli 20a e 35b tanto contestati dagli ambienti della ricerca erano mantenuti. Restava ancora da seguire i dibattiti in parlamento per sapere che cosa sarebbe rimasto di questi progressi interessanti in particolare in materia di trasparenza nel campo della sperimentazione animale.

Tra le misure che non hanno suscitato opposizioni, il divieto del commercio e dell'esportazione delle pelli di cani e gatti scaturito da una mozione (07.3848) del consigliere nazionale Luc Barthassat (PDC/GE). Gli adeguamenti

legislativi relativi alla formazione ed alle sanzioni in caso di infrazioni alla legislazione non sono state oggetto di discussioni. Una proposta dalla verde liberale Isabelle Chevalley di inserire nell'articolo 7, capoverso 3, il divieto dell'importazione dei cetacei è stata adottata alla maggioranza, cosa che è piuttosto riconfortante. Questi animali non sono certo al posto giusto nei bacini: il parco di attrazioni Connyland di Lipperswil (TG), ultimo delfinarium in Svizzera, dovrebbe prossimamente por fine alle animazioni con i delfini.



Connyland di Lipperswil. Ma che piacere si può mai provare a guardare animali che fanno i pagliacci?

Gli articoli che consentono una maggiore trasparenza nel campo della sperimentazione animale hanno invece sollevato un bel polverone. La Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura del Consiglio nazionale (CSEC-N), e la sua omologa del Consiglio degli Stati (CSEC-S), incaricate in un primo tempo di dibattere delle misure proposte, hanno entrambe emesso riserve, facendo propri gli argomenti degli ambienti della ricerca. Per finire, e contro ogni attesa, le disposizioni sono state mantenute ed in certi casi addirittura rinforzate. Per finire la legge è stata adottata dalle due camere federali (Consiglio nazionale e Consiglio degli Stati) il 15 giugno 2012. La sua entrata in vigore sarà fissata dal Consiglio federale.

Art. 20a Informazione del pubblico

¹ A conclusione di un esperimento sugli animali, l'Ufficio federale di veterinaria (UFV) pubblica i dati seguenti:

- a. il titolo dell'esperimento e il settore in cui è stato svolto;
- b. lo scopo dell'esperimento;
- c. il numero di animali impiegati per ogni specie;
- d. il grado di aggravio per gli animali coinvolti.

² I Consiglio federale può prevedere la pubblicazione di ulteriori dati, sempre che non vi si oppongano interessi pubblici o privati preponderanti degni di protezione.

³ Il Consiglio federale disciplina i particolari, segnatamente il grado di precisione dei dati che le persone responsabili di un esperimento sono tenute a fornire. Tiene conto di interessi pubblici o privati preponderanti degni di protezione.

Sistema d'informazione nell'ambito della sperimentazione animale

Art. 20b Scopo e contenuto

¹ La Confederazione gestisce un sistema d'informazione volto a sostenere l'adempimento dei compiti legali federali e cantonali in materia di sperimentazione animale.

² Il sistema d'informazione comprende i seguenti dati personali:

- a. dati concernenti procedimenti e sanzioni amministrativi e penali;
- b. dati concernenti le autorizzazioni e la sorveglianza degli esperimenti su animali;
- c. dati concernenti le autorizzazioni e la sorveglianza dei centri di custodia, allevamento e commercio di animali da laboratorio;
- d. dati concernenti le notifiche di linee o ceppi animali con mutazioni patologiche;
- e. dati concernenti la formazione, il perfezionamento e l'aggiornamento;
- f. dati necessari per la pubblicazione della statistica degli esperimenti sugli animali;
- g. dati necessari per la gestione degli utenti e del sistema.

Art. 20c Diritti di accesso

¹ Nell'ambito dei loro compiti legali, possono trattare dati personali, in particolare dati personali degni di particolare protezione e profili della personalità, nonché accedere a tali dati mediante procedura di richiamo:

- a. i collaboratori dell'UFV che svolgono compiti di alta vigilanza;
- b. i collaboratori delle autorità cantonali preposte al rilascio delle autorizzazioni, nel loro ambito di competenza;
- c. i membri delle commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali, nel loro ambito di competenza;
- d. i collaboratori degli istituti, dei laboratori, dei centri di custodia, allevamento e commercio di animali da laboratorio, nel loro ambito di competenza.

² Nell'ambito dei loro compiti legali, i collaboratori delle autorità cantonali preposte al rilascio delle autorizzazioni e i membri delle commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali possono consultare mediante procedura di richiamo i dati relativi a domande e decisioni di autorizzazione di altri Cantoni.

Trasparenza nel campo della sperimentazione animale in Svizzera: Quali cambiamenti?

Allorchè il progetto di modifica della LPAn incaricava il Consiglio federale unicamente di « *stabilire le modalità dell'informazione del pubblico in materia di sperimentazione animale* », il Parlamento è andato molto più lontano stabilendo nell'articolo 20a (vedi p.27) i dati che dovranno essere obbligatoriamente comunicati, come per esempio il titolo degli esperimenti e il grado di aggravio per gli animali.

Ciò detto, per gli studi svolti negli atenei ed altri istituti pubblici, è già possibile trovare buona parte di queste informazioni tramite ricerca bibliografica su siti Internet come Pubmed. Infatti, uno degli obiettivi della ricerca fondamentale è per l'appunto la pubblicazione dei risultati conseguiti. Per i progetti sostenuti da un finanziamento pubblico della Confederazione, la base dati del Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica (FNS) fornisce informazioni piuttosto dettagliate.



Rifiutato il diritto di ricorso in materia di protezione degli animali

« *Come vi spiegate che si possano far valere i diritti di una prateria secca e non quelli di un animale?* » dichiarava la consigliera nazionale di Vaud Isabelle Chevalley (Verdi liberali) nel marzo 2012, durante le discussioni relative alla modifica della LPAn. I Verdi liberali proponevano l'aggiunta degli articoli 25a, 25b e 25c scaturiti dalla legge sulla protezione dell'ambiente, adattati alla LPAn. Erano abilitati a ricorrere: le associazioni attive a livello nazionale, che perseguono un scopo non lucrativo ed i cui statuti le abilitano a ricorrere.

Questa nuova situazione era sostenuta dai membri della CSEC-N Isabelle Chevalley (Vert'libéral/ZH), Yvonne Gilli (Vert/SG), Maya Graf (Vert/BL), Daniel Jositsch (S/ZH), Jacques-André Maire (S/NE), Jacques Neirynck (PDC/VD), Rosmarie Quadranti (PBD/ZH), Thomas Weibel (Vert'libéral/ZH).

Relatore della maggioranza della CSEC-N, Oskar Freysinger (UDC/VS) contestava la necessità di concedere questa possibilità : « *La procedura attuale prevede che le associazioni siano coinvolte nelle commissioni che si occupano di tematiche connesse alla protezione degli animali (...). Vi sono due campi di applicazione: o la legge in generale, o le sperimentazioni animali. Le associazioni vi sono rappresentate, e le domande sono controllate dalla commissione di protezione degli animali con per l'appunto la collaborazione delle associazioni. Dunque in sintesi : l'attuale modo di procedere consiste nel coinvolgere le associazioni nella filiera pubblica, e quello che vorrebbe la minoranza è la creazione di un sistema parallelo che rischierebbe di essere paralizzante* ».

Quello che il CN Freysinger non precisava era che le associazioni « coinvolte » nelle procedure lo sono soltanto a titolo consultivo, ossia senza alcun potere decisionale. E come se non bastasse, sono anche in minoranza in tutte le istanze in cui possono essere presenti. Non c'è dunque rischio che queste associazioni paralizzino il minimo dossier di sperimentazione animale, anche quando la domanda è di un'assurdità indescrivibile, poichè non dispongono di alcun mezzo legale per farlo.

Ben inteso il diritto di ricorso è stato respinto. Come ogni cambiamento innovativo, ci vorrà tempo prima che diventi un'evidenza di fronte al proseguimento di esperimenti assurdi. Non ci sono dubbi che un giorno finiremo col conquistare questo diritto legittimo, tanto le nostre autorità si dimostrano del tutto incapaci di far applicare la legislazione. In certi casi non si tratta di incompetenza o di indifferenza nei confronti della sofferenza animale, bensì di timori di fronte alle pressioni dei cantoni che in ogni limitazione alla sperimentazione animale vedono rischi di perdere prestigio per le loro istituzioni o partenze di ricercatori e pertanto dei capitali che finanziano le ricerche. Il cantone di Vaud ne è un buon esempio, con un mucchio di esperimenti inutili. Citiamo l'esempio nelle ricerche in nutrimento della Nestlé, con ricerche fondamentali particolarmente crudele portate avanti dall'Università e dall'EPFL. In questo cantone, a quanto pare non è l'autorità cantonale a decidere dei progetti da autorizzare, ma piuttosto gli eletti politici a capo di determinati dicasteri. Se veramente si sospessero gli interessi in presenza, ossia l'interesse scientifico delle ricerche da una parte e la sofferenza inflitta agli animali dall'altra, questi esperimenti cesserebbero immediatamente.

¹ Le prese di posizione possono essere consultate nel « Rapporto sui risultati della procedura di consultazione » dell'UFV, accessibile sulla nostra pagina Internet « Protezione degli animali », rubrica « Procedura di consultazione ».

Tratto dal libro: LE CHLORURE DE MAGNESIUM, REMÈDE MIRACLE MECONNUE (« Il cloruro di magnesio, rimedio miracoloso poco conosciuto »), a cura di Marie-France Muller, Edizioni Jouvence.

INFLUENZA

Preventivamente : prendete un bicchiere della soluzione tutte le mattine a digiuno non appena è annunciata l'epidemia. È il modo migliore di evitarla ... (Nella mia famiglia, nessuno si fa mai vaccinare contro l'influenza da trent'anni, cioè da quando conosco il metodo, e non la prendiamo mai!) Fin dai primi sintomi, applicate la posologia dei disturbi gravi, ossia un bicchiere ogni tre ore il primo giorno, e poi ad intervalli più lunghi fino all'indicazione citata all'inizio. Non dimenticate che a questa cura si possono sempre aggiungere altri trattamenti, compresi antibiotici se necessario: saranno ancora più efficaci anche se il più delle volte se ne può fare a meno.

Il cloruro di magnesio consente di eliminare rapidamente i batteri prima che si sviluppino nell'intestino. Per i bambini si può aggiungere qualche goccia di limone o di sciropo.

Sylvie Benoît

Austria

Cacciatore svizzero all'onore

Un cacciatore svizzero non è riuscito a resistere alla voglia di uccidere il cervo « Heinrich XIV », mascotte degli abitanti di Batschuns, paesino nel Vorarlberg austriaco.

L'animale era destinato a morire di vecchiaia e le sue corna avrebbero potuto continuare a svilupparsi per molti anni. Ma questo cacciatore ha deciso che doveva andare diversamente e gli abitanti sono costernati. « Heinrich XIV » doveva il suo soprannome al numero di ramificazioni delle sue corna. Era diventato un personaggio famigliare anche perché andava a mangiare le mele nei frutteti del villaggio.



1° gennaio 2013

Israele vieta tutti i test sugli animali per i prodotti cosmetici

Il testo di legge che era stato adottato dalla Knesset nel 2010 è entrato in vigore il 1° gennaio 2013. A partire da questa data, è ufficialmente vietato importare, promuovere e vendere prodotti di toilette, cosmetici e detergenti testati su animali nel corso della loro elaborazione o fabbricazione. La nuova legge israeliana è modellata sulla « Direttiva Cosmetici » dell'Unione europea, in vigore dal 2004.



Rapporto d'attività 2012 della Lega svizzera contro la vivisezione

Segreteria ed ufficio

Il funzionamento dell'ufficio non è cambiato rispetto al 2011. Max Moret, Presidente, è in ufficio tutte le mattine dalle 8.00 alle 10.30. Segue da vicino tutti i dossier e garantisce il corretto funzionamento della Lega. Luc Fournier, Vicepresidente, è presente tutti i mercoledì e venerdì. Si occupa della redazione ed impaginazione del giornale e di altre pubblicazioni, del sito Internet e delle azioni nel campo della sperimentazione animale.

Maja Schmid assume la gestione amministrativa. Si tratta dell'unico posto di lavoro remunerato in seno alla Lega, con un tasso d'occupazione del 100%. L'attività amministrativa della Lega costituisce un importante onere di lavoro. Riceviamo quotidianamente numerose telefonate, lettere e mail, molte delle quali vanno trattate rapidamente. La gestione e la registrazione dei nuovi soci, il controllo amministrativo delle azioni in corso e l'organizzazione di eventi esigono che il Comitato possa contare su una segreteria efficace. Per quanto riguarda le lettere o mail ricevute dai nostri soci, cerchiamo di rispondere nei tempi più brevi. Se un invio non ha ricevuto risposta entro la settimana successiva, non esitate a farcelo sapere. È possibile che non l'abbiamo ricevuto, soprattutto se si tratta di una mail. I nostri filtri anti-spam sopprimono talvolta per errore un messaggio prima che giunga a destinazione.

Assemblea generale e Comitato

L'A.G della Lega si è svolta il pomeriggio del 24 marzo 2012. Il Comitato nazionale della Lega si è riunito la mattina dello stesso giorno.

I principali punti discussi si riferivano al rinnovo dell'aiuto annuo concesso ai rifugi ed alle campagne di sterilizzazione, il monitoraggio delle azioni in corso, l'elaborazione della prossima campagna di affissione contro la pelliccia ed il sostegno all'iniziativa popolare federale per la protezione dei grandi predatori.

Attualmente, il Comitato è composto dalle seguenti persone: Presidente : Maxime MORET, Vice Presidente : Luc FOURNIER, Tesoriere: Maja Schmid, Segretaria del Comitato: Laurianne PARENT, Membri : Sylvie BENOÎT, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER e Suzanne WACHTL.

Soci

La Lega ha accolto 629 nuovi soci nel 2012 ai quali auguriamo il benvenuto ringraziandoli calorosamente per il loro coinvolgimento. Per noi queste nuove iscrizioni sono un incoraggiamento a proseguire le nostre attività.

Contabilità

Ogni anno i nostri conti sono controllati e presentati al Dicastero delle Finanze di Ginevra. Questo ci consente di usufruire dell'esonero fiscale. Cogliamo l'occasione per ricordarvi che avete la possibilità, conformemente alla legge vigente nel vostro cantone, di detrarre dalla vostra dichiarazione fiscale tutti i doni (generalmente) superiori a Fr 100.-- fatti alla Lega. Per conoscere le modalità detrattive, basta che vi mettiate in contatto con la vostra amministrazione fiscale.

Finanze

L'importo totale dei doni è stato leggermente superiore rispetto all'anno precedente ed i conti 2012 si saldano con un eccedente di CHF 40'272,94. Gli importi provenienti da disposizioni testamentarie, pur essendo variabili da un anno all'altro, costituiscono sempre una parte importante dei redditi della Lega. Grazie a tutto questo, possiamo mantenere la quota annua di adesione ad un livello molto basso.



ECEAE

THE EUROPEAN COALITION TO END ANIMAL EXPERIMENTS

Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale

Maja Schmid ha rappresentato la Lega alle due riunioni annue dell'ECEAE svoltesi dal 2 al 4 marzo in Danimarca e dal 17 al 19 ottobre in Belgio. Maja inoltre è costantemente in comunicazione con la coalizione e prepara le azioni ed i dossier trattati sul piano europeo. Le diverse azioni portate avanti sono state in parte riferite sui nostri giornali dei mesi di settembre e dicembre. Sono peraltro consultabili sul nostro sito internet sulla pagina « Sperimentazioni animali ». Alla fine del 2012, l'ECEAE raggruppava 19 organizzazioni, provenienti da 15 paesi europei. Oltre all'interesse di unire le nostre forze per far sentire la nostra voce, le sedute dell'ECEAE offrono l'occasione di creare legami gratificanti tra le nostre organizzazioni. I dissensi e la concorrenza tra le organizzazioni di protezione degli animali sono spesso la regola, ed il fatto di riuscire a federare 19 organizzazioni che persegono obiettivi comuni è molto incoraggiano.



Commissioni

L'attività nazionale della Lega ci offre la possibilità di proporre candidati per certe commissioni non solo federali ma anche cantonali, segnatamente a Ginevra, dove la Lega ha sede.

Dal 2002 Luc Fournier rappresenta la Lega in seno alla **Commissione di controllo della sperimentazione animale del Cantone di Ginevra**, mentre dal 2009 Daniel Favre rappresenta la Lega in seno alla **Commissione di controllo della sperimentazione animale del Canton Vaud**.

Oltre alla partecipazione alle sedute di lavoro sul piano cantonale, Daniel e Luc hanno preso parte alle riunioni del KTT (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen) che raggruppa i membri attivi nella protezione degli animali e facenti parte delle commissioni dei cantoni di Basilea, Zurigo, Berna, Vaud, Ginevra e Friborgo.

Una prima riunione si è svolta il 21 marzo a Berna, ed una seconda il 31 ottobre 2011 a Basilea Città. Queste riunioni offrono l'opportunità di discutere di dossier o di problemi riscontrati in seno alle commissioni cantonali, dove i rappresentanti della protezione degli animali sono sempre minoritari. Sono inoltre un'occasione per stabilire contatti tra membri di associazioni provenienti da tutta la Svizzera.

Dal 2006 Luc rappresenta la Lega anche in seno alla **Commissione per la diversità biologica del Cantone di Ginevra** ed alla **commissione della fauna**. Poiché la caccia è vietata in questo cantone dal 1974 in seguito ad una votazione popolare, il ruolo della sotto-commissione consiste nell'individuare soluzioni che consentano di evitare l'uccisione di animali selvatici quando sono troppo numerosi o danneggiano le colture.

Azioni varie

Test sugli animali per cosmetici
Denuncia penale della LSCV contro le autorità cantonali di Basilea, Argovia e l'Ufficio federale di veterinaria



La responsabilità delle autorità coinvolte è stata riconosciuta in una sentenza della giustizia di Argovia il 5 maggio 2012, anche se ha rinunciato ad infliggere sanzioni penali agli autori delle infrazioni. Uno dei motivi addotti è che sebbene l'autorità cantonale abbia effettivamente contravvenuto alla legislazione rilasciando un'autorizzazione di sperimentazione animale senza chiedere il preavviso obbligatorio della commissione cantonale, quest'ultima ha comunque dato un preavviso favorevole alla domanda con effetto retroattivo. Effettivamente, riunitasi in fretta e furia dopo essere venuta a conoscenza della denuncia sporta dalla Lega, la commissione ha convalidato l'autorizzazione rilasciata. E' bene ricordare che sugli 8 componenti della commissione, soltanto tre rappresentano la protezione degli animali dato che la maggioranza di loro rappresenta invece la ricerca e l'industria farmaceutica. Sarebbe stato dunque piuttosto sorprendente che la commissione assumesse una decisione contraria ai propri interessi. Comunque sia, le autorità cantonali denunciate sono state obbligate a rivedere il proprio funzionamento, ed era il principale obiettivo mirato.

Sperimentazioni animali in Ticino
Denuncia penale della LSCV contro le autorità ticinesi



In seguito a diversi scambi di corrispondenza poco costruttivi tra novembre 2011 e marzo 2012 con il servizio veterinario cantonale ticinese, è stata portata avanti una campagna stampa tra maggio e settembre 2012. La commissione cantonale sulla sperimentazione animale di cui facevano illegalmente parte diversi membri dell'autorità ticinese, tra cui il veteri-

Presa di posizione LSCV

Diverse procedure di consultazione sono state avviate nel 2012, e la Lega ha emesso prese di posizione sulle due ordinanze federali seguenti:

Ordinanza sulla dichiarazione concernente le pellicce e i prodotti di pellicceria

Il progetto di ordinanza è stato messo in consultazione dall'Ufficio federale di Veterinaria (UFV) dal 3 luglio al 24 settembre 2012, e la Lega ha comunicato la propria presa di posizione l'11 settembre. Il testo finale dell'ordinanza è stato adottato dal Consiglio federale il 7 dicembre 2012 ed entrerà in vigore il 1° marzo 2013.

Tra le modifiche che avevamo sollecitato, quella intesa ad includere la pelliccia di coniglio nella dichiarazione obbligatoria delle pellicce è stata accolta, come pure quella che obbligava a precisare la provenienza di una pelliccia.



Il nostro auspicio di rendere obbligatoria la dichiarazione della totalità

delle pellicce in uno stesso prodotto e non solo per le tre pelli principali che lo compongono, non è stato invece preso in conto. Nel corso della discussione con l'UFV, avevamo fatto presente che nel 2005 la Lega aveva fatto analizzare diverse pellicce da un laboratorio cantonale. In certi casi, i prodotti chimici utilizzati per il trattamento delle pellicce avevano deteriorato la struttura del pelo al punto di non consentire agli specialisti di definire con certezza di quale specie animale si trattasse. Pertanto, in assenza dell'obbligo di citare tutte le pellicce presenti nello stesso prodotto, risulterà impossibile accertarsi che nessuna pelle di cane o gatto entri nella sua composizione, anche se l'utilizzazione di tali pelli è rigorosamente vietata dalla legge sulla protezione degli animali (art. 14, cpv. 2).

Ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn)

La modifica dell'ordinanza è stata messa in consultazione dall'UFV dal 3 settembre al 3 dicembre 2012, e la Lega ha comunicato la propria presa di posizione il 2 dicembre.

Tra i punti contestati, la possibilità, in certi casi, di consentire nuovamente l'utilizzazione di fili spinati per la detenzione di cavalli (art.63). Eppure questo tipo di recinto era stato vietato con l'entrata in vigore della nuova OPAn nel settembre 2008, per via dei rischi di gravi lesioni. Un altro punto contestato era la possibilità di detenere cani da soli in canile, anche nei casi in cui questi animali sono socievoli (art.70, cpv.2). Eppure l'obbligo di tenere gli animali socievoli come minimo per coppie era uno dei grandi progressi dell'OPAn nel 2008. Deploriamo questo grave passo indietro fondato unicamente su imperativi pratici ed economici.

Peggio ancora : la possibilità di utilizzare cinghiali vivi per l'addestramento dei cani da caccia (art.75). Che un'ordinanza sulla protezione degli animali miri a mettere in contatto cinghiali e cani da caccia unicamente affinchè questi ultimi imparino il pericolo che possono rappresentare i suini allo stato brado è del tutto inaccettabile. I rischi di ferite sono inevitabili per i cani e lo stress inflitto ai cinghiali, che non avranno nessuna reale possibilità di fuga, sono assolutamente sproporzionati a fronte dell'apprendimento che si vuole ottenere.

Una nota più positiva : abbiamo sostenuto diverse nuove disposizioni chiaramente più favorevoli alla protezione degli animali, in particolare nel modo di trattarli. Abbiamo peraltro sostenuto l'art. 145, cpv. 4 che obbligherà finalmente i cantoni a comunicare all'autorità federale il preavviso delle commissioni cantonali sulla sperimentazione animale.

nario cantonale, è stata finalmente sciolta. Ciò malgrado, il Consiglio di Stato ticinese non sembrava voler garantire un controllo rigoroso degli esperimenti portati avanti nel suo cantone, sicché la Lega ha deciso di denunciare penalmente il veterinario cantonale e tutte le persone responsabili dei malfunzionamenti della commissione.

Alimenti per cani e gatti non testati sugli animali



In seguito al nostro articolo pubblicato nel dicembre 2011 relativamente agli esperimenti svolti sugli animali da numerosi fabbricanti di alimenti per animali domestici, Céline Falconnier si è presa carico di questo dossier ed ha stabilito contatti con alcuni fabbricanti con l'obiettivo di conoscere gli studi portati avanti da questi ultimi per sviluppare i loro prodotti e successivamente allestire un elenco di marche che non svolgono test dolorosi o invasivi sugli animali. Questo lavoro è stato ultimato nel dicembre e l'elenco delle marche nonché altre informazioni pratiche si trovano sul nostro sito Internet sulla pagina « Sperimentazioni animali ». L'ufficio della Lega comunica ben inteso questo elenco per posta a chiunque ne fa domanda. Céline risponde inoltre a tutte le domande su questo tema, per posta o via email all'indirizzo c.falconnier@lscv.ch

Costituzione ginevrina

L'ufficio ginevrino della Lega si è impegnato contro l'adozione della nuova costituzione ginevrina, che sopprimeva il divieto rigoroso della caccia. Abbiamo portato avanti una campagna sotto forma di distribuzioni a tutte le famiglie nonché tramite diverse prese di posizione contro il nuovo testo che ci hanno permesso di usufruire di spazi di affissione F4 sulla pubblica via. Essendo il progetto di nuova costituzione sostenuto dai principali partiti politici, la campagna è stata piuttosto animata e la tematica della caccia ha dato adito a numerosi articoli persino sui giornali della Svizzera tedesca. Il giornale gratuito *20 minutes* che in prima pagina aveva accusato la Lega di mentire nei suoi manifesti di campagna, è stato denunciato penalmente per diffamazione. La causa è tuttora in corso. La nuova Costituzione è stata adottata il 14 ottobre 2012 dal 54,1% dei votanti. Malgrado l'esito dello scrutinio, ringraziamo tutti i nostri soci e simpatizzanti che si sono mobilitati durante la campagna.

In occasione della votazione, l'emittente televisiva ARTE si è recata a Ginevra per effettuare un servizio sul divieto della caccia vigente in questo cantone dal 1974. Una sequenza è stata filmata il 3 ottobre nei locali della Lega. In questa occasione, Luc Fournier ha illustrato lo sviluppo della fauna e spiegato i requisiti da soddisfare per poter togliere temporaneamente il divieto.

Combattimenti di mucche Hérens a Ginevra

Strana idea quella del sindaco della città di Ginevra: importare combattimenti di mucche tipicamente vallesane per animare la festa nazionale del 1° agosto. Che questi combattimenti continuino a vivere in Vallese, è una cosa, ma tutt'altra è esibirli nel centro di Ginevra. Abbiamo ricevuto numerose lamentele dai nostri soci ginevrini per incitarci ad intervenire, ciò che abbiamo fatto con una prima lettera indirizzata al sindaco, il 10 luglio 2012. In questa lettera facevamo presente che la richiesta di organizzare questo tipo di combattimenti a Ginevra era già stata rifiutata in passato e che se i combattimenti di regine fanno leva sulla combattività naturale delle mucche di razza di Hérens, queste ultime sono messe artificialmente in situazioni di scontri, se necessario con l'aiuto di battitori. E se le ferite sono poco frequenti durante i combattimenti, sono comunque reali e provocano inevitabilmente dolori o danni. Pertanto questi combattimenti sono contrari agli articoli 3 e 4 LPAn nonché alla sezione 3 dell'OPAn, in virtù della quale è vietato utilizzare animali per esibizioni se per l'animale ne risultano dolori, mali o lesioni.

Poichè il sindaco ha rifiutato di tornare sulla

sua decisione, abbiamo sollecitato l'avvocato Mauro Poggia per ricorrere contro la decisione del servizio veterinario cantonale (SCAV) di autorizzare tali combattimenti. Il ricorso è stato depositato presso la corte di giustizia il 17 luglio. Nella sua presa di posizione lo SCAV contestava la qualità per la LSCV di ricorrere contro la sua decisione. La LSCV non è direttamente toccata da questa decisione e la legislazione federale non concede il diritto di ricorso agli organismi di protezione degli animali. La corte di giustizia ha reso la sua decisione il 26 luglio 2012. Senza mai abbozzare la questione della legalità dei combattimenti, la corte ha motivato la sua decisione su tre pagine, rifiutando alla LSCV la qualità per ricorrere contro la decisione dello SCAV, ed ha dichiarato in un comunicato stampa « *Le mucche di Hérens benvenute a Ginevra* » ! Per finire, il pubblico ginevrino ha assistito a qualche combattimento asettico in cui tutto è stato fatto affinchè nessun animale fosse ferito né messo in una situazione in cui i loro proprietari potessero essere denunciati penalmente. Un vero e proprio simulacro di spettacolo che sembra essere stato apprezzato da gran parte del pubblico. Il 24 agosto, abbiamo interrogato l'UFV circa la legalità di questi combattimenti, motivando la nostra posizione con esempi di ferite inflitte alle mucche e testimonianze video della violenza di certi scontri, i cui battitori obbligano ai combattimenti degli animali che cercano di evitarsi.

Nella sua risposta del 24 settembre seguente, l'UFV come al solito non affronta alcun punto fattuale, accontentandosi di affermare brevemente che durante i combattimenti di regine « *le mucche non sono né maltrattate né uccise* ».



« Combattimenti di regine a Aproz (VS): gli allevatori curano le ferite dei loro animali » annunciava il telegiornale della televisione svizzera romanda l'11 maggio 2009, in occasione della chiusura dei combattimenti. In una sequenza, la « *regina del giorno* », con le corna insanguinate, è mostrata in pieno combattimento. « *I tradizionali combattimenti delle mucche di Hérens si sono conclusi ieri. Numerosi animali sono stati feriti da cornate. Ora gli allevatori stanno curando le ferite delle loro protette* », si può ancora leggere sul sito internet della rts¹.

¹ www.rts.ch/video/info/couleurs-locales/543652-combats-de-reines-a-aproz-vs-les-eleveurs-pansent-les-plaies-de-leurs-betes.html?date=2011-10-19

Aiuto agli studenti

La Lega ha ricevuto nei suoi uffici diversi studenti che svolgono un lavoro sulla tematica della sperimentazione animale. Ha peraltro risposto a diverse domande e questionari trasmessi da studenti o giovani in formazione.

Lobbying in Parlamento federale

La Lega ha ricevuto il sostegno attivo di Paul Ecoffey farmacista, per avvicinare i nostri eletti al Consiglio nazionale ed al Consiglio degli Stati al fine di stabilire contatti e sostenere azioni in seno al Parlamento. La legislazione e la protezione degli animali si organizzano in primo luogo in seno alle nostre camere federali sicché è importante farvi sentire la nostra voce sugli oggetti relativi a queste tematiche.



Francia – Utilizzazione di animali per la formazione

L'ufficio della Lega ha avviato una collaborazione con Marie Berger dell'associazione francese OïKOS KAÏ BIOS, con lo scopo di permettere la sostituzione degli animali nell'insegnamento. Se in Svizzera abbiamo la fortuna di veder progressivamente scomparire l'utilizzazione di animali nelle scuole secondarie, lo stesso non si può dire della Francia che addirittura incoraggia la dissezione di animali da parte di preadolescenti. OïKOS KAÏ BIOS ha effettuato un importante lavoro per definire i tipi di corsi dispensati nelle scuole del Dipartimento dell'Alta Savoia ed avvicinato docenti d'accordo di sostituire gli animali con software informatici. Si è dunque svolta una riunione il 30 novembre negli uffici della Lega con Massimo Tetamanti, scienziato dell'ATRA e specialista dei metodi sostitutivi nell'insegnamento, per passare in rassegna e testare i diversi modelli proponibili nelle scuole francesi. La collaborazione con OïKOS KAÏ BIOS è tuttora in corso.

Sostegno ai metodi sostitutivi

Rivista ALTEX

Principale rivista scientifica in materia di metodi sostitutivi, è pubblicata in inglese e tedesco e distribuita in tutto il mondo tramite abbonamento, in versione cartacea o elettronica. Daniel Favre è membro del suo Comitato direttivo fin dalla creazione di ALTEX Edition alla fine del 2006.



La Lega ha rinnovato il sostegno finanziario nel 2012 alla rete internazionale InterNICHE, ed alla Cattedra di docenza dei metodi alternativi dell'Università di Ginevra, il cui resoconto delle attività del 2012 è pubblicato qui appresso. Il rapporto annuo di InterNICHE ci è pervenuto troppo tardi per poter essere tradotto e pertanto sarà pubblicato sul prossimo numero.

Cattedra Doerenkamp-Naef-Zbinden

La prima cattedra universitaria di docenza dei metodi alternativi in Svizzera è stata inaugurata nel marzo 2009 presso l'Università di Ginevra. I finanziamenti annui di Fr 300'000.- per questa cattedra sono garantiti grazie a fondi privati, provenienti dalle Fondazioni Doerenkamp e Naef, LSCV, SVPA, Suzanne Wachtel e la LVDACV. Per il terzo anno di attività, il Prof Pierre Cosson, titolare della cattedra, descrive l'offerta di insegnamenti e formazioni a disposizione di studenti e ricercatori.

Sviluppare i metodi alternativi alla sperimentazione animale



Istituita quattro anni fa, la cattedra dedicata ai metodi alternativi alla sperimentazione animale prosegue le proprie attività di docenza e ricerca. Gli insegnamenti mirano ad iniziare studenti e ricercatori, a tutti gli stadi della loro carriera, ai modelli in vitro che consentono di sostituire la sperimentazione animale. A tal fine abbiano corsi teorici e lavori pratici, offerti in particolare a studenti di biologia e medicina, ma anche a ricercatori professionisti interessati da questi approcci. Un progetto di ricerca applicata è la produzione di anticorpi interamente in vitro, senza fare ricorso ad animali. Quest'anno desidero descrivere specificatamente le attività di ricerca fondamentale portate avanti dal nostro laboratorio.

Una delle principali tematiche di ricerca del nostro laboratorio è lo studio delle malattie infettive provocate da batteri. Si tratta di un argomento estremamente sensibile in quanto le infezioni batteriche sono correnti, talvolta mortali, e numerosi batteri diventano resistenti ad un numero crescente di antibiotici. Per sviluppare nuovi farmaci antibatterici, una pista di ricerca consiste nello studiare i meccanismi che consentono ai batteri di infettare un paziente, per sviluppare nuovi prodotti che interferiscono con l'infezione. Purtroppo si studiano troppo spesso le infezioni batteriche infettando animali da laboratorio (principalmente ratti e topi) per osservare la progressione dell'infezione. Da anni il nostro laboratorio va sviluppando modelli alternativi che consistono nell'infettare non topi ma amibi *Dictyostelium*. I nostri lavori, che non chiamano in causa nessun animale, hanno dimostrato che numerosi batteri utilizzano gli stessi meccanismi per infettare topi o amibi. Questa alternativa permette di studiare i meccanismi infettivi di alcuni dei batteri più temibili, in particolare gli *Pseudomonas aeruginosa*. Da qualche anno, in collaborazione con una rete di laboratori di ricerca, utilizziamo questo modello per isolare composti che bloccano le infezioni batteriche e che a termine potrebbero essere utilizzati per trattare pazienti infettati.



Dictyostelium discoideum

Prof. Pierre Cosson,
Cattedra Doerenkamp-Naef-Zbinden
Facoltà di Medicina di Ginevra

Sito Internet

Il lancio insieme all'ECEAE della nostra azione « Botox Action Day » il 17 luglio, è stato l'occasione di mettere on-line il nostro nuovo sito Internet, in francese, tedesco ed italiano. Diversi dossier ed archivi del sito precedente non sono ancora accessibili sulla nostra nuova piattaforma in quanto è necessario un importante lavoro di trasferimento ed aggiornamento dei dati. Molte nuove rubriche sono state integrate nel nostro nuovo sito, in particolare a livello di documenti ufficiali e procedure pubbliche. Queste ultime sono consultabili principalmente sulla pagina « Protezione degli animali ».

Il sito internet è stato progettato e realizzato dalla Lega, che si fa carico anche delle modifiche e degli aggiornamenti, ciò che riduce le spese manutentive.

Il sito si articola in 6 parti :



La pagina « **Protezione degli animali** » comporta diverse tematiche di riferimento come la rubrica « **Curia Vista** » in cui sono elencati le pubblicazioni ufficiali, tutti gli oggetti depositati dai nostri eletti alle camere federali relativamente alla protezione degli animali. La parte relativa al settore degli esperimenti sugli animali è trattata a parte, e gli oggetti sono consultabili direttamente sul nostro sito Internet.

La rubrica « **Legislazione** » riferisce sui diversi testi legislativi relativi alla protezione degli animali in Svizzera. Grazie a link si può accedere ai testi ufficiali aggiornati.

La rubrica « **Procedure di consultazione** » raggruppa tutte le procedure in corso o concluse in materia di animali. Vi si possono trovare le prese di posizione della LSCV, nonché i rapporti di udizione ed i testi definitivi adottati dal Consiglio federale.

La rubrica « **Procedure penali** » mette on-line i rapporti annuali pubblicati dall’Ufficio federale di Veterinaria che riferiscono sulle procedure portate avanti in Svizzera per maltrattamenti o infrazioni nel campo della protezione degli animali.

La pagina « **Cosmetici** » raggruppa tutti gli articoli che trattano di questa tematica. L'elenco dei cosmetici non testati sugli animali è aggiornato e consultabile on-line. Può essere inoltre telecaricato un file pdf contenente informazioni più dettagliate.



Sulla pagina « **Presentazione della LSCV** », troverete informazioni generali sugli scopi e lo statuto della Lega. Peraltra è possibile consultare i rapporti di attività degli anni precedenti, i verbali delle assemblee e le campagne indette nei media.



La pagina « **Sperimentazione animale** » tuttora in corso di ultimazione dei dati tratta dell'utilizzazione di animali per la ricerca. Comporta inoltre una rubrica sui metodi sostitutivi ed i diversi sostegni apportati dalla Lega.



La pagina « **Edizioni** » contiene lo shop LSCV : t-shirt disponibili, autoadesivi, penne, post-it. I giornali pubblicati dal 2008 sono consultabili in formato pdf a partire dalla rubrica « **Archivi del giornale LSCV** ». L'elenco dei libri in prestito con una presentazione per ciascuno di essi si trova nella rubrica « **Biblioteca LSCV** ». Per il momento sono disponibili una trentina di libri principalmente in francese e tedesco.

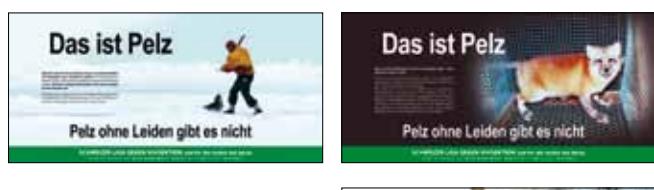
Giornale LSCV e pubblicità

Come ogni anno i nostri soci sono stati informati delle azioni in corso tramite le quattro edizioni annue del nostro giornale. Il giornale di dicembre, che trattava degli abusi in materia di sperimentazione animale da parte delle autorità ticinesi, è stato distribuito nelle 85'000 cassette delle lettere di questo cantone.

Sono state pubblicate diverse inserzioni su quotidiani in occasione della campagna sulla costituzione ginevrina. Un'altra è stata pubblicata sul mensile del Parlamento europeo, nell'ambito dei test sugli animali per i prodotti cosmetici.



Una campagna di affissione BARACOM in formato F12 contro la pelliccia è stata portata avanti sulle linee ferroviarie BLS in novembre e dicembre.



Nel corso dell'anno abbiamo peraltro potuto pubblicare a tariffe preferenziali una serie di inserzioni contro la sperimentazione animale o la pelliccia sulle riviste *Elle* e *Paris Match*.



Mailing delle nostre cartoline

Tre mailing delle nostre cartoline dipinte dall'artista Hans Hofstetter (WABU) sono stati effettuati come ogni anno, in febbraio a 62'000 copie poi in giugno e settembre a 30'000 copie.

Vi ricordiamo che anche i Soci ricevono questo mailing. È per questo motivo che dal 2008 vi alleghiamo un secondo bollettino di versamento. Il primo (CP n°01-20089-8) è destinato alle persone desiderose di farci un dono mantenendo l'anonimato, che è il desiderio di un gran numero di donatori. Il secondo (CP n°12-2745-6) vi permette di farci un dono nominativo oppure di versare la vostra quota annua di iscrizione. Poiché questo secondo CP è gestito direttamente dalla Lega, vi invitiamo ad utilizzarlo in modo preferenziale in quanto ci agevola più particolarmente il lavoro di predisposizione degli attestati che vi consentono di detrarre i vostri doni dalla dichiarazione fiscale.

Aiuto ai rifugi e campagna di castrazione

La Lega sostiene ogni anno una ventina di rifugi o centri di cura per animali e finanza campagne di castrazione e sterilizzazione di gatti randagi. Nel 2012, l'importo complessivo dedicato a queste azioni è stato di Fr 64'971.05 di cui Fr 11'290.- per le campagne di castrazione e la presa in carico delle spese veterinarie.

Tutti questi aiuti vengono elargiti previo esame di ogni singolo caso ed approvazione da parte della maggioranza dei membri del Comitato nazionale. La maggior parte degli aiuti sono concessi a rifugi conosciuti da lunga data. Da diversi anni Suzann Karagöz si occupa anche della campagna di sterilizzazione e castrazione di gatti randagi del cantone di Ginevra. Gli animali sono castrati e marcati all'orecchio prima di essere nuovamente immessi nel luogo in cui sono stati catturati, e poi regolarmente nutriti. Mantenendo stabile la popolazione di gatti selvatici in una determinata area, si cerca di evitarne la proliferazione ed in ultima analisi l'eutanasia o l'uccisione, come praticato in numerosi cantoni da guardiacaccia o cacciatori privati. Oltre a Ginevra, gli aiuti concessi dalla Lega per le campagne di sterilizzazione riguardano principalmente i cantoni di Neuchâtel, Ticino e Vallese. Da numerosi anni, la LSCV non concede più fondi all'estero per sostenere rifugi o campagne di sterilizzazione e castrazione per via della difficoltà di seguire da vicino i progetti e controllare l'utilizzazione degli aiuti.

Bus itinerante e stand

Il nostro bus si è recato nel 2012 nei cantoni di Friborgo, Soletta, Berna, San Gallo, Vaud, Zurigo, Neuchâtel, Vallese e Zugo. Questa attività era stata lanciata all'inizio del 2011 e Achim ne garantiva l'organizzazione. Nell'autunno 2012, Achim ha deciso di por termine a questa attività per motivi personali. Lo ringraziamo di cuore per il suo impegno e gli auguriamo il meglio per la sua nuova vita !

Sono stati allestiti altri stand come ANIMALIA il 20 e 21 ottobre a Losanna. L'ultimo è stato organizzato a Ginevra il 24 novembre. Ringraziamo tutti i volontari che vi hanno partecipato per il loro coinvolgimento e la loro disponibilità. Un ringraziamento particolare a Damian, Sylvie, Paul e Oriane.



Conclusioni

Anche quest'anno, sebbene il nostro paese sia dotato di una legislazione piuttosto evoluta in materia di protezione degli animali, sono stati constatati numerosi abusi. A volte ci viene rimproverato di fare troppo per gli animali e di non fare niente per migliorare la sorte dell'umanità. E' un'affermazione un po' troppo facile, spesso formulata da persone che dal canto loro non fanno nulla per i loro simili. L'uomo e l'animale non sono dissociabili e la sofferenza degli uni è insopportabile come quella degli altri. Ma privo della possibilità di difendersi o di tutelarsi, l'animale spesso è la prima vittima dello sfruttamento o della crudeltà di certi uomini. Il nostro impegno nella difesa e nella protezione dei più deboli è sempre vivo, e tutte le nostre azioni non sarebbero possibili senza il sostegno costante, morale e finanziario di ciascuno dei nostri soci o donatori. Cogliamo questa occasione per ringraziarvi di cuore per il vostro coinvolgimento.

Max Moret, Presidente



Firmate l'iniziativa popolare federale « Per la protezione dei grandi predatori (orso, lupo e lince) »

Perchè un'iniziativa federale ?

Il Consiglio federale ha modificato l'ordinanza sulla caccia che da luglio 2012 consente di cacciare le specie protette. Le federazioni dei cacciatori di diversi cantoni hanno già chiesto di poter cacciare le linci, pur essendo stato dimostrato che l'impatto di questi animali è debole. Quanto al lupo, la Confederazione ha chiesto una modifica della Convenzione di Berna per poterlo cacciare più facilmente in futuro.

Aldilà della protezione dei grandi predatori mirata dall'iniziativa, sosteniamo ardentemente anche le misure di protezione delle greggi e mandrie. Attualmente, si usa far estivare per molti mesi centinaia di migliaia di bovini e caprini nei nostri alpeghi. L'interesse economico per gli allevatori è palese: per tutti questi mesi gli animali si nutrono quasi esclusivamente di quello che trovano sul posto. Ma per gli animali significa che in caso di ferite o malattie, possono agonizzare per giorni e morire senza ricevere la minima cura. Ogni anno migliaia di animali da rendita muoiono nei nostri alpeghi. Nel 2011 per esempio sono morte 4221 pecore

durante l'estivazione. Mentre soltanto 294 sono state vittime di grandi predatori. Le misure di protezione delle greggi e delle mandrie che dovranno essere adottate se l'iniziativa è accettata proteggeranno il bestiame contro i lupi e le linci ma dovrebbero soprattutto ridurre drasticamente le perdite dovute agli incidenti ed alle malattie, in quanto la sorveglianza sarà intensificata.

L'iniziativa è interessante anche perché consentirà una vera discussione pubblica sul posto che vogliamo attribuire ai grandi predatori. C'è posto per loro nel nostro ambiente o la regolazione degli ungulati, per esempio, incombe unicamente ai cacciatori? Fino ad oggi a dettare i propri obiettivi sono stati gli ambienti cinegetici rappresentati in Parlamento federale e nell'UFAM grazie alla passività del WWF e di Pro Natura. Queste organizzazioni peraltro rifiutano di sostenere l'iniziativa, preferendo le « trattative » con i cacciatori. Per tutti questi motivi, vi invitiamo a firmare l'iniziativa ed a rinviarla al più presto agli inizianti.

Per essere dichiarata valida dall'amministrazione, una lista di firme deve obbligatoriamente conformarsi ai seguenti requisiti :

1. Possono firmare soltanto i/le cittadini/svizzeri/e domiciliati/e in Svizzera.
2. La data di nascita deve essere esatta.
3. Una lista di firme può raggruppare soltanto firmatari dello stesso comune. Non dimenticate di indicare il nome del comune sul foglio.
4. Le firme devono obbligatoriamente essere manoscritte. I fogli trasmessi via fax, e-mail o copiati, sono dichiarati non validi.
5. Un foglio di firme deve essere completo : tabella delle firme, testo di legge ecc. Un foglio incompleto o rincollato è dichiarato non valido.

Non esitate a reclamizzarla e distribuirla intorno a voi, perchè si devono raccogliere 100'000 firme in 18 mesi.

Il tempo pressa. Il deposito dell'iniziativa è fissato al 19 dicembre 2013.



Iniziativa popolare federale «Per la protezione dei grandi predatori (orso, lupo e lince)»

Pubblicata nel Foglio federale il 19 giugno 2012. Le cittadine e i cittadini svizzeri sottoscritti aventi diritto di voto chiedono, in virtù degli articoli 34, 136, 139 e 194 della Costituzione federale e conformemente alla legge federale del 17 dicembre 1976 sui diritti politici (art. 68 segg.):

I

La Costituzione federale è modificata come segue:

Art. 79 cpv. 2-5 (nuovi)

² L'orso, il lupo e la lince sono grandi predatori rigorosamente protetti in tutto il territorio svizzero per il loro ruolo biologico e regolatore. Essi non possono essere abbattuti.

³ La Confederazione e i Cantoni prendono i provvedimenti preventivi necessari alla protezione degli animali da reddito.

⁴ Eccezionalmente e quale ultimo rimedio, la Confederazione può autorizzare tiri di dissuasione con proiettili di gomma e spostamenti.

⁵ Chiunque viola il divieto di cui al capoverso 2 è punito con una pena detentiva di almeno sei mesi o con una pena pecunaria di almeno 5000 franchi.

II

Le disposizioni transitorie della Costituzione federale sono modificate come segue:

Art. 197 n 9 (nuovo)

9. Disposizione transitoria dell'art. 79 cpv. 2-5 (nuovi) (Pesca e caccia)

Al più tardi sei mesi dopo l'accettazione dell'articolo 79 capoversi 2-5 da parte del Popolo e dei Cantoni, il Consiglio federale emana le disposizioni d'applicazione mediante ordinanza. Esse sono applicabili sino all'entrata in vigore della relativa legislazione federale.

Il Comitato promotore dell'iniziativa, composto dai seguenti promotori, è autorizzato a ritirare la presente iniziativa con decisione presa dalla maggioranza assoluta dei suoi membri aventi ancora diritto di voto : Barth Jean-Alain, route de Frontenex 60 C, 1207 Genève, Prinz Michela, rue de Contamines 33, 1206 Genève, Fantazi Myriam, rue Plantamour 41, 1201 Genève, Ruet Yvan, rue de Lausanne 67, 1202 Genève, Wenger Alain, rue Henri-Mussard 15, 1208 Genève, Jeannairet Yves, rue Gustave-Moynier 6, 1202 Genève, Pettersson Ivar, Quai Charles-Page 49, 1205 Genève, Good Sturzenegger Marlyne, avenue Jules-Crosnier 10, 1206 Genève, Tatti Vanna Maria, rue Albert-Gos 18, 1206 Genève.

Termine per la raccolta delle firme : 19.12.2013.

Questa lista, anche se incompleta, dev'essere rinviate al più presto al comitato d'iniziativa : Pro Fauna, 1200 Ginevra.

Liste e altre informazioni : www.profauna.ch

Sostenete la nostra iniziativa popolare con un'offerta : CP 17-456818-1



Sulla presente lista possono firmare solo aventi diritto di voto al livello federale nel Comune indicato. Chi appoggia la domanda deve firmarla personalmente. Chiunque nell'ambito di una raccolta delle firme si rende colpevole di corruzione attiva o passiva oppure altera il risultato della raccolta delle firme è punibile secondo l'articolo 281 e rispettivamente 282 del Codice penale.

Cantone	N. d'avviamento postale	Comune politico

Cognome e Nome (di proprio pugno in stampatello)	Data di nascita (giorno/mese/anno)	Indirizzo (via e numero)	Firma autografa	Controllo (lasciare in bianco)
1				
2				
3				

Si attesta che i summenzionati (numero) firmatari dell'iniziativa popolare hanno diritto di voto in materia federale ed esercitano i diritti politici nel Comune indicato. Il funzionario attestatore (firma autografa e qualità ufficiale)

Luogo :

Data :

Firma :

Qualità ufficiale :

Bollo ufficiale

Falsa pubblicazione, dissimulazione di effetti secondari dei suoi farmaci

Multa di 3 miliardi di dollari per la ditta farmaceutica GSK

Lanciata negli Stati Uniti nel 2004, l'azione giudiziaria intentata contro il gigante farmaceutico britannico GlaxoSmithKline (GSK) è risultata in un accordo amichevole con le autorità americane nel luglio 2012.

Le autorità americane rimproveravano alla GSK di aver incitato medici a prescrivere, tra il 1998 ed il 2003, il suo antidepressivo Paxil (parossetina) ai minori di 18 anni. Per incoraggiare queste prescrizioni, la GSK era accusata di aver partecipato alla stesura, alla pubblicazione ed alla diffusione di un articolo fallace, in cui si affermava che un test clinico con il Paxil ne aveva dimostrato l'efficacia per il trattamento della depressione nei pazienti di meno di 18 anni. La verità è che questo studio non dimostrava la minima utilità di questo farmaco. GSK avrebbe peraltro dissimulato i risultati negativi di due prove cliniche previamente svolte su pazienti depressivi sotto i 18 anni.

GSK era anche accusata di aver organizzato pranzi, cene, soggiorni a Hawai e battute di caccia al fagiano per promuovere la prescrizione del Paxil da parte dei medici per bambini e adolescenti, pur non avendo mai ricevuto l'autorizzazione dalla FDA, l'alta autorità americana di vigilanza farmaceutica.

Altre accuse mosse contro GSK : la promozione, tra il 1999 ed il 2003, dell'altro suo antidepressivo Wellbutrin (bupropione), come trattamento contro il sovrappeso, le turbe sessuali, la tossicomания o in caso di deficit di attenzione con iperattività (DDAI). GSK avrebbe sborsato diversi milioni di dollari per pagare periti incaricati di prendere la parola nel corso di riunioni con medici. Anche in questo caso, senza che la FDA avesse riconosciuto l'utilità di questo farmaco per trattare le patologie descritte.

Terzo punto dell'accusa penale : l'omissione volontaria da parte di GSK, tra il 2001 ed il 2007, di annunciare alla FDA i rischi di effetti secondari cardiovascolari del suo antidiabetico Avandia (rosiglitazone). Questi rischi erano stati individuati nel corso di uno studio portato avanti dopo la commercializzazione di questo farmaco, su richiesta delle autorità europee.

Ammenda record e ammenda onorevole

Entusiasta all'annuncio dell'importo dovuto dalla GSK, il Ministero americano faceva presente che si trattava « *del più importante accor-*



do amichevole per frode in materia di salute mai registrato in tutta la storia degli Stati Uniti e del più grosso pagamento mai effettuato da una ditta farmaceutica ». Andrew Witty, CEO della GSK dal 2008, faceva anche ammenda onorevole. « *A nome della GSK, tengo ad esprimere il nostro profondo rincrescimento ed a ribadire che abbiamo tratto insegnamenti dagli errori commessi* » ha dichiarato. Parallelamente, un comunicato del laboratorio precisava che l'accordo concluso con il governo americano « *non significa ammettere responsabilità o colpa nella vendita e nella commercializzazione* (dei farmaci incriminati) »...

Pur senza precedenti a tutt'oggi, la multa di 3 miliardi di dollari non dovrebbe fare troppo male alla GSK. Infatti per queste ditte gli utili sono tali che solo condanne a pene di carcere potrebbero essere dissuasive e tutelare la salute dei pazienti.

Vioxx : 160'000 vittime, 40'000 morti. Guadagni per il laboratorio: 4 miliardi

Abbiamo ancora in memoria lo scandalo dell'anti-infiammatorio Vioxx (rofecoxib), ritirato dal mercato nel 2004 per via del rischio cardiovascolare importante. Lanciato sul mercato nel 1999, il Vioxx fruttava al gruppo farmaceutico Merck & Co (Msd Sharp) 2 miliardi di dollari ogni anno, fino al suo ritiro nel 2004. Per finire, si attribuiscono a Vioxx 160'000 crisi cardiache ed attacchi cerebrali, e 40'000 decessi solo negli Stati Uniti.

Eppure studi indipendenti dal laboratorio dimostravano già nel 2001 i rischi connessi al consumo di questo farmaco. Si scoprirà più tardi che anche Merck & Co aveva tenuto nascosti studi interni che dimostravano i rischi mortali del suo farmaco. In fin dei conti, la ditta ha sborsato 5 miliardi di dollari nel 2007 dopo aver negoziato con le vittime un accordo di indennizzo. E poi 950 milioni di dollari nel 2011 per por termine alle azioni penali. Totale : 6 miliardi spesi in risarcimenti e penali per un farmaco che gliene ha fruttati 11.

Non molto meglio per Roche

Più recentemente, l'Agenzia europea per i medicinali (EMA) ha annunciato il 23 ottobre 2012 di aver intentato un'azione giudiziaria per reato di inadempienza agli obblighi di farmacovigilanza contro la ditta svizzera Roche. Queste disposizioni obbligano i gruppi farmaceutici alla vigilanza costante e sistematica della sicurezza di un farmaco omologato. I fatti sono stati portati alla luce nel corso di un controllo di routine effettuato in una filiale britannica della Roche cui è stato rimproverato di non aver né analizzato né comunicato alle autorità oltre 80'000 casi sospetti di effetti indesiderati per 19 suoi farmaci. Più di 15'000 casi riguardavano pazienti deceduti. Tra i farmaci coinvolti nella procedura dell'EMA, vi sono l'Avastin, l'Herceptin, il Tarceva, il Tamiflu ed il Bonviva. La procedura dovrebbe protrarsi fino al 2014 e potrebbe sfociare in una multa di un miliardo.

Caccia al fagiano, vacanze a Hawai, soggiorni in SPA : I nostri medici hanno perso il lume dell'intelletto?

Senza il concorso di migliaia di medici, le prescrizioni abusive dei farmaci della GSK non sarebbero mai state possibili. Sorge pertanto il problema della reale indipendenza dei medici quando si sa che sono sollecitati anno dopo anno da « informatori medico-scientifici », che sono nè più nè meno che rappresentanti



commerciali inviati dalle ditte farmaceutiche per vendere i loro prodotti. Il mio medico mi prescrive un farmaco perché è convinto che sia il più indicato per curare la malattia di cui soffro? Lo fa perché si è lasciato convincere da un rappresentante commerciale senza cercare di saperne un po' di più magari facendo anche soltanto una brevissima ricerca bibliografica? Oppure lo fa perché si sente in debito nei confronti della ditta farmaceutica che l'ha appena invitato a partecipare ad un convegno in un albergo cinque stelle in un paese attraente?

Sunshine Act

Gli Stati Uniti, che cominciano a premunirsi contro le manovre delle ditte farmaceutiche, hanno adottato nel 2010 il Sunshine Act, nell'ambito delle Sunshine Laws, serie di leggi avviate a partire dal 1970 che inizialmente miravano a garantire una maggiore trasparenza delle leggi e delle decisioni assunte dagli Stati. Con il Sunshine Act, tutti i finanziamenti e gli accordi stretti tra l'industria farmaceutica ed i medici, i periti, le associazioni di pazienti e gli organi di stampa, devono essere dichiarati, pena pesanti sanzioni.

Il Sunshine Act fa seguito ad uno studio reso pubblico nel 2009 sui finanziamenti dedicati dalle aziende farmaceutiche al marketing dei loro prodotti.

Da questo studio emergeva che i medici redigono più di 2 miliardi di ricette, pari ad una media di 7 ricette mediche per abitante.

I tre tipi di farmaci più venduti ogni anno, che fruttano oltre 12 miliardi di dollari, sono peraltro quelli per i quali le ditte spendono di più in marketing, ossia quasi 3 miliardi.

Il 94% dei medici risultavano essere in relazione con l'industria, la quale spendeva per loro circa 20 miliardi all'anno di pubblicità sotto forma di regali, pranzi e cene, campioni gratuiti e partecipazione offerta a perfezionamenti. In Europa, non esiste ancora nulla che assomigli alle disposizioni americane. Lo scandalo del farmaco Mediator, sospettato di essere all'origine di almeno 1'300 decessi in Francia tra il 1976 ed il 2009, ha incoraggiato questo paese ad imboccare una strada simile al Sunshine Act, per il momento senza alcun risultato.

- Motivazione degli informatori medico-scientifici

Formazione attraverso l'immagine

I mezzi posti in opera dall'industria farmaceutica per « convincere » i medici a vendere i loro prodotti sono stati messi in luce in seguito ad una fuga di informazioni occorsa nel 2011 alla filiale francese della ditta farmaceutica americana Lilly.

E' nel corso di una settimana di seminari di formazione degli informatori medico-scientifici della Lilly che sono state diffuse diverse video di parodie tra cui una che riprendeva una pubblicità della bibita Orangina rossa « Naturalmente cattiva ». C'è già tutto nel titolo. Un personaggio centrale, tutto tremolante, sudato e di cui si suppone che sia un medico,



Vidéo strictement réservée à usage interne. Ne peut être diffusée auprès de personnes extérieures à Lilly France.



Vidéo strictement réservée à usage interne. Ne peut être diffusée auprès de personnes extérieures à Lilly France.

Uno striscione sulla video annunciava: « Rigorosamente riservato ad uso interno. Non può essere visionato da persone esterne alla Lilly France ». E' andata buca.

Lilly chi?

Pur essendo poco conosciuta di nome in Europa, la ditta americana Lilly è al nono posto dei principali gruppi farmaceutici. Occupa 40'000 dipendenti, commercializza i suoi prodotti in circa 150 paesi per un fatturato annuo medio di 20 miliardi di dollari. I suoi 9 centri di ricerca sono distribuiti tra Stati Uniti, Giappone, Gran Bretagna e Spagna. In pratica soltanto paesi in cui si può fare più o meno di tutto sugli animali senza essere oggetto di controlli degni di questo nome. Primo fabbricante di insulina, la Lilly fabbrica anche l'antidepressivo Prozac.



si trova di fronte ad un informatore medico-scientifico rappresentato sotto forma di pantera. « Allora non prescrivi ancora lo Zypadhera ? Ti facciamo un piccolo richiamo » dice la pantera frustrando il medico, obbligato a spogliarsi mentre continua ad elencare le qualità dell'ultimo farmaco prodotto dalla Lilly per trattare la schizofrenia. Alla fine della clip, il medico terrorizzato urla « Prescrivere, si voglio prescrivere, si voglio prescrivere ! ». E la voce off : « Zypadhera, prescrivetelo altrimenti potrebbe finire male ».

Non appena la video è stata resa pubblica, Lilly France ha pubblicato un comunicato in cui la « condanna vigorosamente », parlando di un fuorviamento isolato attribuito all'errore « di un quadro all'inizio della carriera che ha preso un'iniziativa per conto suo ». Il presidente della filiale francese ha poi inviato una lettera ad una decina di migliaia di medici e psichiatri possibilmente furibondi contro la Lilly, lettera in cui condannava questa video « dal contenuto scandaloso, assolutamente fuori posto, all'opposto dei comportamenti e dei valori etici di cui sono vettori, a nome del laboratorio, i nostri informatori medico-scientifici, nonché l'insieme dei nostri collaboratori ».

Metodi isolati, dunque. Ma certo.



« Il primo valore della Lilly è il rispetto degli altri. Lavorare nell'industria farmaceutica implica che si propongano trattamenti efficaci informando i professionisti della salute in modo scientifico ed obiettivo » dichiara il PDG di Lilly France Marcel Lechanteur, sulla homepage del sito web del laboratorio.